

# JOURNAL OFFICIEL

DE LA POLYNESIE FRANÇAISE

NUMERO SPECIAL

Philippe MACHENAUD-JACQUIER  
Mail : philippe.machenaud@mail.pfMatahiti 168  
N° 42 - Numera Taae

TE VE'A A TE HAU NO POLYNESIA FARANI

Mahana 8  
no Atete 2019

IMPRIMERIE OFFICIELLE — 43, rue des Poilus-Tahitiens - BP 117 - 98713 PAPEETE — Tél. : 40 50 05 80 - Télécopieur (Fax) : 40 42 52 61

## SOMMAIRE

### PARTIE OFFICIELLE

#### ACTES DES INSTITUTIONS DE LA POLYNESIE FRANÇAISE

##### ACTES REGLEMENTAIRES DU HAUT-COMMISSAIRE

	Pages
Arrêté n° HC 399 DMME/BRHT/jc du 8 août 2019 portant délégation de signature à M. Cédric Perros, responsable de l'antenne de l'Agence nationale des fréquences en Polynésie française .....	5232
Arrêté n° HC 400 DMME/BRHT/jc du 8 août 2019 donnant délégation de signature pour l'ordonnancement des dépenses et des recettes au sein du centre de services partagés interministériel (plate-forme Chorus) .....	5233
Arrêté n° HC 401 DMME/BRHT/jc du 8 août 2019 portant délégation de signature à M. Xavier Delorme, directeur des interventions de l'Etat .....	5237
Arrêté n° HC 402 DMME/BRHT/jc du 8 août 2019 portant délégation de signature à M. Cédric Haugomat, directeur de l'ingénierie publique .....	5239
Arrêté n° HC 403 DMME/BRHT/jc du 8 août 2019 portant délégation de signature à Mme Maddgi Vaccaro, directrice de la réglementation et des affaires juridiques .....	5240
Arrêté n° HC 404 DMME/BRHT/jc du 8 août 2019 portant délégation de signature à M. François Plaut, directeur des moyens et de la modernisation de l'Etat .....	5243
Arrêté n° HC 405 DMME/BRHT/jc du 8 août 2019 portant délégation de signature à M. Richard Deschamps, responsable du service de l'intendance des résidences du haut-commissaire .....	5247
Arrêté n° HC 406 DMME/BRHT/jc du 8 août 2019 portant délégation de signature à M. Raymond Yeddou, chef des subdivisions administratives des îles du Vent et des îles Sous-le-Vent .....	5247
Arrêté n° HC 407 DMME/BRHT/jc du 8 août 2019 portant délégation de signature à M. Thierry Humbert, chef de la subdivision administrative des îles Marquises .....	5252
Arrêté n° HC 408 DMME/BRHT/jc du 8 août 2019 portant délégation de signature à M. Frédéric Sautron, chef de la subdivision administrative des îles Tuamotu et Gambier .....	5254
Arrêté n° HC 409 DMME/BRHT/jc du 8 août 2019 portant délégation de signature à Mme Cécile Zaplana, secrétaire générale adjointe du haut-commissariat de la République en Polynésie française, cheffe de la subdivision administrative des îles Australes .....	5257



Arrêté n° HC 410 DMME/BRHT/jc du 8 août 2019 portant délégation de signature à M. Christophe Deschamps, directeur de cabinet du haut-commissaire de la République en Polynésie française .....	5259
Arrêté n° HC 411 DMME/BRHT/jc du 8 août 2019 portant délégation de signature à Mme Pierrette Carrère-Gée, cheffe du secrétariat général pour l'administration de la police en Polynésie française .....	5262
Arrêté n° HC 412 DMME/BRHT/jc du 8 août 2019 portant délégation de signature à M. Eric Requet, secrétaire général du haut-commissariat de la République en Polynésie française .....	5264
Arrêté n° HC 413 DMME/BRHT/jc du 8 août 2019 portant délégation de signature à Mme Hélène Nicolas, directrice territoriale de la protection judiciaire de la jeunesse en Polynésie française .....	5266
Arrêté n° HC 414 DMME/BRHT/jc du 8 août 2019 portant délégation de signature à M. Lionel Lecomte, directeur du service pénitentiaire d'insertion et de probation de Polynésie française, en qualité d'ordonnateur secondaire délégué .....	5267
Arrêté n° HC 415 DMME/BRHT/jc du 8 août 2019 portant délégation de signature et de la qualité d'ordonnateur secondaire délégué à M. Jean-Michel Manzoni-Barrioz, directeur régional des douanes de Polynésie française par intérim du 1er au 18 août 2019 inclus .....	5267
Arrêté n° HC 416 DMME/BRHT/jc du 8 août 2019 portant délégation de signature à M. Daniel Casabianca, directeur des finances publiques en Polynésie française .....	5269
Arrêté n° HC 417 DMME/BRHT/jc du 8 août 2019 portant délégation de signature en matière d'ordonnancement de dépenses et de recettes de l'Etat à M. Benoît Godart, inspecteur divisionnaire des finances publiques de classe normale, à MM. Christian Ho Van et Philippe Mureau, inspecteurs des finances publiques, et à M. Willy Yong, contrôleur des finances publiques, tous affectés à la direction des finances publiques en Polynésie française ...	5270
Arrêté n° HC 418 DMME/BRHT/jc du 8 août 2019 portant délégation de signature à M. Jean Lachkar, président de la chambre territoriale des comptes de Polynésie française .....	5271
Arrêté n° HC 419 DMME/BRHT/jc du 8 août 2019 portant nomination d'un régisseur d'avances par intérim auprès de la chambre territoriale des comptes de la Polynésie française .....	5271
Arrêté n° HC 420 DMME/BRHT/jc du 8 août 2019 portant délégation de signature à M. Patrick Claude, directeur de la police aux frontières de la Polynésie française .....	5272
Arrêté n° HC 421 DMME/BRHT/jc du 8 août 2019 portant délégation de signature à M. Mario Banner-Martin, commissaire de police, directeur de la sécurité publique de la Polynésie française et chef de la circonscription de sécurité publique de Papeete .....	5273
Arrêté n° HC 422 DMME/BRHT/jc du 8 août 2019 portant délégation de signature au colonel Frédéric Boudier, commandant de la gendarmerie pour la Polynésie française .....	5274
Arrêté n° HC 423 DMME/BRHT/jc du 8 août 2019 portant délégation de signature à M. Guy Sommer, chef du service formation développement .....	5275
Arrêté n° HC 424 DMME/BRHT/jc du 8 août 2019 portant délégation de signature à M. Charles-André Massa, chef du service des affaires maritimes de Polynésie française .....	5276
Arrêté n° HC 425 DMME/BRHT/jc du 8 août 2019 portant délégation de signature à M. René Ritter, commandant de police, directeur du service de la sécurité intérieure en Polynésie française .....	5277
Arrêté n° HC 426 DMME/BRHT/jc du 8 août 2019 portant délégation de signature à M. Jean-Yves Tallec, président du tribunal administratif de la Polynésie française .....	5277
Arrêté n° HC 427 DMME/BRHT/jc du 8 août 2019 portant délégation de signature à M. Philippe Couturaud, vice-recteur de la Polynésie française .....	5278
Arrêté n° HC 428 DMME/BRHT/jc du 8 août 2019 portant délégation de signature à M. Philippe Couturaud, vice-recteur de la Polynésie française, en qualité d'ordonnateur secondaire délégué et portant délégation de signature pour l'exécution des dépenses et des recettes traitées sous Chorus .....	5280
Arrêté n° HC 429 DMME/BRHT/jc du 8 août 2019 portant délégation de signature à M. Daniel Willemot, chef d'établissement du centre de détention Tatutu de Papeari en Polynésie française .....	5282

Arrêté n° HC 430 DMME/BRHT/jc du 8 août 2019 portant délégation de signature à M. Daniel Willemot, chef d'établissement du centre de détention Tatutu de Papeari en Polynésie française, en qualité d'ordonnateur secondaire délégué .....	5282
Arrêté n° HC 431 DMME/BRHT/jc du 8 août 2019 portant délégation de signature à M. Christian Jean, chef d'établissement du centre pénitentiaire de Faa'a - Nuutania, et des centres pénitentiaires de Taiohae, îles Marquises et de Uturoa, Raiatea, en qualité d'ordonnateur secondaire délégué .....	5283
Arrêté n° HC 432 DMME/BRHT/jc du 8 août 2019 portant délégation de signature à M. Christian Jean, chef d'établissement du centre pénitentiaire de Faa'a - Nuutania, et des centres pénitentiaires de Taiohae, îles Marquises et de Uturoa, Raiatea .....	5284
Arrêté n° HC 433 DMME/BRHT/jc du 8 août 2019 portant délégation de signature à M. Stéphane Durand, directeur du service d'Etat de l'aviation civile en Polynésie française par intérim .....	5285
Arrêté n° HC 434 DMME/BRHT/jc du 8 août 2019 portant délégation de signature à M. Stéphane Durand, directeur du service d'Etat de l'aviation civile en Polynésie française par intérim, pour l'ordonnancement secondaire de certaines dépenses de l'Etat .....	5287

# PARTIE OFFICIELLE

## ACTES DES INSTITUTIONS DE LA POLYNÉSIE FRANÇAISE

### ACTES REGLEMENTAIRES DU HAUT-COMMISSAIRE

**ARRETE n° HC 399 DMME/BRHT/jc du 8 août 2019 portant délégation de signature à M. Cédric Perros, responsable de l'antenne de l'Agence nationale des fréquences en Polynésie française.**

Le haut-commissaire de la République  
en Polynésie française,  
chevalier de la Légion d'honneur  
officier de l'ordre national du Mérite,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 modifiée complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu le code des postes et des communications électroniques, notamment son article L. 43-VI, donnant à l'Agence nationale des fréquences la compétence pour exercer ses missions dans l'ensemble des collectivités d'outre-mer ;

Vu le décret n° 2005-1611 du 20 décembre 2005 modifié pris pour l'application du statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu le décret n° 2007-422 du 23 mars 2007 modifié relatif aux pouvoirs du haut-commissaire de la République, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat en Polynésie française ;

Vu le décret du 10 juillet 2019 portant nomination de M. Dominique Sorain, préfet hors classe, en qualité de haut-commissaire de la République en Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° HC 194 DMME/BRHT/jc du 11 juin 2018 portant organisation des services du haut-commissariat de la République en Polynésie française ;

Vu la décision n° 18-008 du 21 février 2018 de l'Agence nationale des fréquences nommant M. Patrick Barral, adjoint au responsable de l'antenne de l'Agence nationale des fréquences en Polynésie française, à compter du 1er juin 2018 ;

Vu la convention conclue à compter du 1er janvier 2004 entre le haut-commissaire de la République en Polynésie française et l'Agence nationale des fréquences ;

Vu l'avenant n° 2 du 22 février 2018 au contrat du 20 août 2003 nommant M. Cédric Perros, agent contractuel de 1re catégorie, en qualité de responsable de l'antenne de l'Agence nationale des fréquences de Polynésie française à compter du 1er juillet 2018 ;

Vu la lettre de mission du 15 décembre 2003 du ministre de l'industrie et du ministre de l'outre-mer ;

Sur proposition du secrétaire général du haut-commissariat,

Arrête :

Article 1er.— Délégation de signature est donnée à M. Cédric Perros, responsable de l'antenne de l'Agence nationale des fréquences, dans la limite de ses attributions, pour les actes suivants :

- la délivrance des autorisations relatives aux postes CB ;
- l'organisation des examens relatifs aux certificats restreints de radiotéléphoniste ;
- l'instruction et la délivrance des autorisations d'importation des équipements radioélectriques sans préjudice des compétences exercées par la Polynésie française ;
- l'instruction des questions et la délivrance des autorisations relatives aux installateurs admis en radiocommunications.

Art. 2.— En cas d'absence ou d'empêchement de M. Cédric Perros, la délégation de signature qui lui est consentie à l'article 1er sera exercée, dans les mêmes conditions, par M. Patrick Barral, adjoint au responsable de l'antenne de l'Agence nationale des fréquences en Polynésie française.

Art. 3.— Le secrétaire général du haut-commissariat, le responsable de l'antenne de l'Agence nationale des fréquences, le directeur des moyens et de la modernisation de l'Etat et la directrice de la réglementation et des affaires juridiques sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 8 août 2019.  
Dominique SORAIN.



**ARRETE n° HC 400 DMME/BRHT/jc du 8 août 2019 donnant délégation de signature pour l'ordonnancement des dépenses et des recettes au sein du centre de services partagés interministériel (plate-forme Chorus).**

Le haut-commissaire de la République  
en Polynésie française,  
chevalier de la Légion d'honneur  
officier de l'ordre national du Mérite,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu le décret n° 2005-1611 du 20 décembre 2005 pris pour l'application du statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu le décret n° 2007-422 du 23 mars 2007 modifié relatif aux pouvoirs du haut-commissaire de la République, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat en Polynésie française ;

Vu le décret du 10 juillet 2019 portant nomination de M. Dominique Sorain, préfet hors classe, en qualité de haut-commissaire de la République en Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 17-0210 A du 8 février 2017 du ministère de l'intérieur portant mutation de Mme Dominique Guiol-Bodin au haut-commissariat de la République en Polynésie française à compter du 16 février 2017 ;

Vu la décision n° HC 81 DMME/BRHT/mp du 26 février 2014 portant changement d'affectation de Mme Maud Rouault, secrétaire administratif de classe supérieure du corps de l'Etat pour l'administration de la Polynésie française, en qualité de responsable du pôle investissements et interventions ;

Vu l'arrêté n° HC 194 DMME/BRHT/jc du 11 juin 2018 portant organisation des services du haut-commissariat de la République en Polynésie française ;

Sur proposition du secrétaire général du haut-commissariat,

Arrête :

Article 1er.— Délégation de signature est donnée à Mme Dominique Guiol-Bodin, chef du centre de services partagés interministériel, à l'effet de signer et de valider dans

l'outil Chorus, au nom des services prescripteurs, les actes de gestion et les actes comptables (notamment les engagements juridiques et les bons de commande, les certifications de service fait, les ordonnances de paiement, les pièces justificatives de dépenses, les ordres et les pièces justificatives de recettes, les ordres de ré-imputation ainsi que les états de créances) émis sur les centres financiers relevant des programmes figurant dans l'annexe 1 du présent arrêté.

Art. 2.— En cas d'absence ou d'empêchement de Mme Dominique Guiol-Bodin, la compétence qu'elle détient à l'article 1er sera exercée dans les mêmes conditions par Mme Maud Rouault, responsable du pôle investissements et interventions.

Art. 3.— Délégation de signature est également donnée :

- 1° Pour la validation des engagements juridiques dans Chorus pour les programmes de l'annexe 1, aux agents figurant en annexe 2 du présent arrêté. La validation électronique a pour conséquence de consommer les autorisations d'engagement et vaut signature des ordonnateurs qui ont délégué la saisie de leurs engagements et la réalisation de leurs bons de commande au centre de services partagés interministériel ;
- 2° Pour la validation des demandes de paiement dans Chorus pour les programmes de l'annexe 1, aux agents dont les noms figurent en annexe 3 du présent arrêté. La validation de la demande de paiement vaut signature de l'ordonnateur secondaire d'un ordre de payer transmis au comptable ;
- 3° Pour la saisie des certifications de service fait dans Chorus pour les programmes de l'annexe 1, aux agents dont les noms figurent en annexe 4 du présent arrêté. La certification électronique du service fait, sur la base de la constatation du service fait par les services prescripteurs, entraîne la liquidation de la dépense ;
- 4° Pour la validation des recettes non fiscales dans Chorus pour les programmes de l'annexe 1, aux agents dont les noms figurent en annexe 5 du présent arrêté.

Art. 4.— Le secrétaire général du haut-commissariat, le directeur des moyens et de la modernisation de l'Etat et la directrice de la réglementation et des affaires juridiques, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 8 août 2019.

Dominique SORAIN.

**ANNEXE 1 : Périmètre d'exécution des dépenses et des recettes  
à l'arrêté n° HC / 400 / DMME / BRHT/ jc du 8 août 2019**

**Programmes budgétaires**

0107	Administration pénitentiaire
0113	Paysages, eau et biodiversité
0119	Concours financiers aux communes et groupements de communes
0122	Concours spécifiques et administration
0123	Conditions de vie outre-mer
0124	Conduite et soutien des politiques sanitaires, sociales, du sport, de la jeunesse et de la vie associative
0131	Création
0137	Égalité entre les hommes et les femmes
0138	Emploi outre-mer
0143	Enseignement technique agricole
0147	Politique de la ville et Grand Paris
0148	Fonction publique
0149	Économie et développement durable des entreprises agricoles, agroalimentaires et forestières
0150	Formations supérieures et recherche universitaire
0152	Gendarmerie nationale
0154	Économie et développement durable de l'agriculture et des territoires
0156	Gestion fiscale et financière de l'État et du secteur public local
0161	Intervention des services opérationnels
0163	Jeunesse et vie associative
0164	Cour des comptes et autres juridictions financières
0165	Conseil d'État et autres juridictions administratives
0166	Justice judiciaire
0172	Recherches scientifiques et technologiques pluridisciplinaires
0175	Patrimoines
0176	Police nationale
0203	Infrastructures et services de transports
0205	Sécurité et affaires maritimes, pêche et aquaculture
0207	Sécurité et circulation routières
0209	Solidarité à l'égard des pays en développement
0214	Soutien de la politique de l'éducation nationale
0215	Conduite et pilotage des politiques de l'agriculture
0216	Conduite et pilotage des politiques de l'intérieur
0217	Conduite et pilotage des politiques de l'écologie, de l'énergie, du développement durable et de la mer
0218	Conduite et pilotage des politiques économique et financière
0219	Sport
0224	Transmission des savoirs et démocratisation de la culture
0232	Vie politique, culturelle et associative
0302	Facilitation et sécurisation des échanges
0303	Immigration et asile
0307	Administration territoriale
0309	Entretien des bâtiments de l'État
0334	Livre et industries culturelles
0723	Opérations immobilières nationales et des administrations centrales



**ANNEXE 2**  
**à l'arrêté n° HC / 400 / DMME / BRHT/ jc du 8 août 2019**

**Agents bénéficiant de la délégation de signature pour valider les engagements juridiques  
dans Chorus**

Responsables des engagements juridiques titulaires
Georges BAMBRIDGE
Nadia GLORIEUX
Maud ROUAULT
Responsables des engagements juridiques suppléants
Sabrina LEO
Maeva RICHARD

**ANNEXE 3**  
**à l'arrêté n° HC / 400 / DMME / BRHT/ jc du 8 août 2019**

**Agents bénéficiant de la délégation de signature pour valider les demandes de paiement  
dans Chorus**

Responsables des demandes de paiement titulaires
Sabrina LEO
Maeva RICHARD
Responsables des demandes de paiements suppléants
Maud ROUAULT

**ANNEXE 4**

à l'arrêté n° HC / 400 / DMME / BRHT/ jc du 8 août 2019

Agents habilités par délégation pour certifier le service fait dans Chorus

**TITULAIRES**

Agents	Fonctions
Bettina BURGHGRAEVE	Gestionnaire de dépenses et de recettes
Karim CHARDOT	Gestionnaire de dépenses et de recettes
Sarah DULCHE	Gestionnaire de dépenses et de recettes
Aurélié GALIERO	Gestionnaire de dépenses et de recettes
Pierre HEITAA	Gestionnaire de dépenses et de recettes
Ghislain LAI	Gestionnaire de dépenses et de recettes
Sylvie MARA	Gestionnaire de dépenses et de recettes
Maité MAUFENE	Gestionnaire de dépenses et de recettes
Ariirau REID	Gestionnaire de dépenses et de recettes
Dgini RICHMOND	Gestionnaire de dépenses et de recettes
Hinaraurea TAUIRA	Gestionnaire de dépenses et de recettes
Liliane TCHANG	Gestionnaire de dépenses et de recettes
Joann TORIKI	Gestionnaire de dépenses et de recettes
Ralph U (jusqu'au 31/08/19)	Gestionnaire de dépenses et de recettes

**SUPPLEANTS**

Agents	Fonctions
Georges BAMBRIDGE	Responsable d'engagement juridique
Sabrina LEO	Responsable de demande de paiement
Maeva RICHARD	Responsable de demande de paiement
Maud ROUAULT	Responsable d'engagement juridique
Nadia GLORIEUX	Responsable d'engagement juridique

**ANNEXE 5**

à l'arrêté n° HC / 400 / DMME / BRHT/ jc du 8 août 2019

Agents bénéficiant de la délégation de signature pour valider les recettes non fiscales dans Chorus

Responsable des recettes non fiscales titulaire
Pierre HEITAA
Responsables des recettes non fiscales suppléantes
Sabrina LEO
Maeva RICHARD



**ARRETE n° HC 401 DMME/BRHT/jc du 8 août 2019 portant délégation de signature à M. Xavier Delorme, directeur des interventions de l'Etat.**

Le haut-commissaire de la République  
en Polynésie française,  
chevalier de la Légion d'honneur  
officier de l'ordre national du Mérite,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu le décret n° 2005-1611 du 20 décembre 2005 pris pour l'application du statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu le décret n° 2007-422 du 23 mars 2007 modifié relatif aux pouvoirs du haut-commissaire de la République, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat en Polynésie française ;

Vu le décret du 10 juillet 2019 portant nomination de M. Dominique Sorain, préfet hors classe, en qualité de haut-commissaire de la République en Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 16/1959-A du ministère de l'intérieur du 12 juillet 2016 portant mutation de Mme Catherine Merckx, attachée principale d'administration de l'Etat, au haut-commissariat de la République en Polynésie française, en qualité de chef du bureau de l'appui à la mobilité et à l'insertion à la direction des interventions de l'Etat, à compter du 11 août 2016 ;

Vu l'arrêté n° SG/DRH/SDP/BPA/N°17/1147 du 6 juillet 2017 portant mutation de M. Anthony Toupin, attaché d'administration de l'Etat, au haut-commissariat de la République en Polynésie française, en qualité de chef du bureau des finances communales à la direction des interventions de l'Etat, à compter du 1er septembre 2017 ;

Vu l'arrêté n° 18-2313-A du 9 janvier 2019 portant mutation de M. Xavier Delorme, attaché principal d'administration de l'Etat, au haut-commissariat de la République en Polynésie française, en qualité de directeur des interventions de l'Etat, à compter du 1er février 2019 ;

Vu la décision n° HC 426 DMME/BRHT/A du 3 novembre 2014 portant affectation de M. Yannick Lecornu, attaché d'administration de l'Etat, en qualité de chef du bureau des politiques territoriales à la direction des interventions de l'Etat ;

Vu la décision n° HC 245 DMME/BRHT/am du 1er août 2017 portant changement d'affectation de Mme Béline Wong, secrétaire administratif de classe exceptionnelle du corps de l'Etat pour l'administration de la Polynésie française (CEAPF) ;

Vu l'arrêté n° HC 194 DMME/BRHT/jc du 11 juin 2018 portant organisation des services du haut-commissariat de la République en Polynésie française ;

Vu la décision n° HC 244 DMME/BRHT/A du 16 juillet 2018 portant changement d'affectation de Mme Herenui Teihotaata, secrétaire administratif de classe exceptionnelle de l'intérieur et de l'outre-mer ;

Vu la décision n° HC 13 DMME/BRHT/am du 14 janvier 2019 portant changement d'affectation de Mme Nadia Yon Kouï, secrétaire administratif de classe exceptionnelle du corps de l'Etat pour l'administration de la Polynésie française ;

Sur proposition du secrétaire général du haut-commissariat,

Arrête :

Article 1er.— Délégation de signature est donnée à M. Xavier Delorme, directeur des interventions de l'Etat, dans les domaines relevant de ses attributions figurant dans l'arrêté du 11 juin 2018 susvisé, à effet de signer les actes suivants :

- les correspondances et actes courants relatifs aux recettes et dépenses de l'Etat, à l'exclusion des correspondances abordant des problèmes de principe adressées aux élus, aux administrations centrales ou aux différentes instances de la Polynésie française ;
- les actes d'engagement d'un montant inférieur à 10 000 € (*dix mille euros*), la liquidation, l'ordonnancement et les pièces justificatives d'ordonnancement pour les recettes et les dépenses de l'Etat, sous réserve des délégations accordées en la matière à d'autres fonctionnaires d'autorité dont, notamment, le directeur de l'aviation civile, le vice-recteur de la Polynésie française et le directeur de l'administration pénitentiaire :
  - BOP 113 Paysage, eau et biodiversité ;
  - BOP 122 Concours spécifiques et administration ;
  - BOP 123 Conditions de vie outre-mer ;
  - BOP 138 Emploi outre-mer ;
  - BOP 143 Enseignement technique agricole ;
  - BOP 150 Formations supérieures et recherche universitaire ;
  - BOP 154 Economie et développement durable de l'agriculture et des territoires ;
  - BOP 163 Jeunesse et vie associative ;
  - BOP 172 Recherches scientifiques et technologies pluridisciplinaires ;
  - BOP 214 Soutien de la politique de l'éducation nationale ;
  - BOP 224 Transmission des savoirs et démocratisation de la culture ;
  - BOP 219 Sports ;
- les correspondances, les actes courants et les actes d'exécution des décisions attributives de secours dans le cadre de la mise en œuvre des secours délégués par l'Etat au profit des sinistrés des catastrophes naturelles ;
- les documents relatifs à la centralisation des dépenses imputées sur le fonds de secours aux victimes des calamités publiques ;
- les actes et pièces justificatives d'ordonnancement, de mandatement et de liquidation relatifs à la gestion des crédits imputés sur le budget de l'Etat et du Fonds intercommunal de péréquation ;

- les correspondances courantes relatives à l'instruction des dossiers, à l'exclusion des correspondances abordant des problèmes de principe adressées aux élus, aux administrations centrales ou aux différentes instances de la Polynésie française ;
- les accusés de réception des dossiers relatifs aux demandes de subvention ;
- les attestations diverses ;
- les conventions relatives aux chantiers de développement locaux avec les organismes bénéficiaires ;
- les contrats de participation des bénéficiaires à un chantier de développement local ;
- les arrêtés portant attribution de l'aide à la continuité territoriale ;
- les arrêtés portant attribution du passeport mobilité ;
- les arrêtés portant attribution de l'aide au logement étudiant.

Art. 2. — En cas d'absence ou d'empêchement de M. Xavier Delorme, directeur des interventions de l'Etat, la délégation de signature qui lui est consentie à l'article 1er sera exercée dans les mêmes conditions et dans l'ordre par :

- Mme Catherine Merckx, chef du bureau de l'appui à la mobilité et à l'insertion ;
- M. Yannick Lecornu, chef du bureau des politiques territoriales ;
- M. Anthony Toupin, chef du bureau des finances communales.

Art. 3. — Délégation de signature est également consentie à Mme Catherine Merckx, chef du bureau de l'appui à la mobilité et à l'insertion, à l'effet de signer, dans la limite de ses attributions et sous l'autorité du directeur des interventions de l'Etat, les actes suivants :

- les bordereaux de transmission, notes et rapports internes au haut-commissariat ;
- les correspondances courantes relatives à l'instruction des dossiers, à l'exclusion des correspondances abordant des problèmes de principe adressées aux élus, aux administrations centrales ou aux différentes instances de la Polynésie française ;
- les arrêtés portant attribution de l'aide à la continuité territoriale ;
- les arrêtés portant attribution des aides au titre du passeport mobilité ;
- les arrêtés portant attribution des aides au logement étudiant ;
- les actes de liquidations et pièces justificatives relatives aux dépenses de l'Etat en matière d'aide au logement étudiant et d'aide à la mobilité ;
- les actes relatifs à l'instruction des dossiers de chantier de développement local (CDL).

En cas d'absence ou d'empêchement de Mme Catherine Merckx, la délégation de signature qui lui est consentie au titre des activités du bureau sera exercée par Mme Béline Wong, adjointe au chef du bureau de l'appui à la mobilité et à l'insertion.

Art. 4. — Délégation de signature est également consentie à M. Yannick Lecornu, chef du bureau des politiques territoriales, à l'effet de signer, dans la limite de ses attributions et sous l'autorité du directeur des interventions de l'Etat, les actes suivants :

- les bordereaux de transmission, notes et rapports internes au haut-commissariat ;
- les correspondances courantes relatives à l'instruction des dossiers, à l'exclusion des correspondances abordant des problèmes de principe adressées aux élus, aux administrations centrales ou aux différentes instances de la Polynésie française ;
- les actes et pièces justificatives d'ordonnancement, de liquidation et de mandatement relatifs à la gestion des crédits imputés sur le budget de l'Etat et sur le programme "investissements d'avenir".

En cas d'absence ou d'empêchement de M. Yannick Lecornu, la délégation de signature qui lui est consentie au titre des activités du bureau sera exercée par Mme Herenui Teihotaata, adjointe au chef du bureau des politiques territoriales, chargée des infrastructures.

Art. 5. — Délégation de signature est également consentie à M. Anthony Toupin, chef du bureau des finances communales, à l'effet de signer, dans la limite de ses attributions et sous l'autorité du directeur des interventions de l'Etat, les actes suivants :

- les correspondances courantes relatives à l'instruction des dossiers, à l'exclusion des correspondances abordant des problèmes de principe adressées aux élus, aux administrations centrales ou aux différentes instances de la Polynésie française ;
- les accusés de réception des dossiers relatifs aux demandes de subvention ;
- les attestations diverses ;
- les actes et pièces justificatives d'ordonnancement, de mandatement et de liquidation relatifs à la gestion des crédits imputés sur le budget de l'Etat et du Fonds intercommunal de péréquation ;
- les correspondances, les actes courants et les actes d'exécution des décisions attributives de secours dans le cadre de la mise en œuvre des secours délégués par l'Etat au profit des sinistrés des catastrophes naturelles ;
- les documents relatifs à la centralisation des dépenses imputées sur le fonds de secours aux victimes des calamités publiques.

En cas d'absence ou d'empêchement de M. Anthony Toupin, la délégation de signature qui lui est consentie au titre des activités du bureau sera exercée par Mme Nadia Yon Kouï, adjointe au chef du bureau des finances communales, chargée de la gestion des dotations de l'Etat aux communes.

Art. 6. — Le secrétaire général du haut-commissariat, le directeur des interventions de l'Etat, la directrice de la réglementation et des affaires juridiques et le directeur des moyens et de la modernisation de l'Etat sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 8 août 2019.

Dominique SORAIN.



**ARRETE n° HC 402 DMME/BRHT/jc du 8 août 2019 portant délégation de signature à M. Cédric Haugomat, directeur de l'ingénierie publique.**

Le haut-commissaire de la République  
en Polynésie française,  
chevalier de la Légion d'honneur  
officier de l'ordre national du Mérite,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu le décret n° 2005-1611 du 20 décembre 2005 pris pour l'application du statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu le décret n° 2007-422 du 23 mars 2007 modifié relatif aux pouvoirs du haut-commissaire de la République, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat en Polynésie française ;

Vu le décret du 10 juillet 2019 portant nomination de M. Dominique Sorain, préfet hors classe, en qualité de haut-commissaire de la République en Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° S2 17/07/21 du 21 juillet 2017 portant affectation de M. Hugo Hanneesse, ingénieur principal territorial, au haut-commissariat de la République en Polynésie française, en qualité d'ingénieur principal des services techniques, pour y exercer les fonctions de directeur adjoint de l'ingénierie publique, à compter du 10 août 2017 ;

Vu l'arrêté n° S2 17/07 du 28 juillet 2017 portant changement d'affectation de M. Stéphane Crozatier, ingénieur territorial, au haut-commissariat de la République en Polynésie française, en qualité de chef du bureau de l'assistance technique au sein de la direction de l'ingénierie publique à compter du 30 août 2017 ;

Vu l'arrêté du 28 août 2018 portant affectation de M. Cédric Haugomat, ingénieur divisionnaire des travaux publics de l'Etat, au haut-commissariat de la République en Polynésie française en qualité de directeur de l'ingénierie publique, représentant l'ADEME en Polynésie française, à compter du 1er septembre 2018 ;

Vu l'extrait individuel de M. Eric Pull de la décision collective n° HC 137 DMME/BRHT/mp du 14 avril 2014 portant affectation de certains personnels du haut-commissariat de la République en Polynésie française ;

Vu l'extrait individuel de M. Marc Courtines de la décision collective n° HC 137 DMME/BRHT/mp du 14 avril 2014 portant affectation de certains personnels du haut-commissariat de la République en Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° HC 194 DMME/BRHT/jc du 11 juin 2018 portant organisation des services du haut-commissariat de la République en Polynésie française ;

Sur proposition du secrétaire général du haut-commissariat,

Arrête :

Article 1er.— Délégation de signature est donnée à M. Cédric Haugomat, directeur de l'ingénierie publique, dans les domaines relevant de ses attributions définies dans l'arrêté du 11 juin 2018 susvisé, à l'effet de signer les actes suivants :

- tous actes à caractère interne ou relatifs aux affaires courantes, et à l'instruction des dossiers, à l'exclusion des arrêtés et des correspondances abordant des problèmes de principe adressées aux élus, aux administrations centrales ou aux différentes instances de la Polynésie française ;
- les conventions entre le haut-commissaire et le Président de la Polynésie française (service de l'urbanisme) pour la diffusion de données cartographiques, ainsi que les documents liés à l'application de ces conventions prises en application de l'arrêté n° 1274 CM du 30 décembre 2005 relatif aux cessions de documents photographiques, cartographiques et topographiques par le service de l'urbanisme ;
- les conventions de prestations intellectuelles ou topographiques réalisées par la direction au bénéfice de l'Etat, de la Polynésie française, des communes et de leurs groupements ;
- les actes d'engagement relatifs aux marchés publics rentrant dans le champ de compétences dévolues à la direction de l'ingénierie publique, dont le montant est inférieur à 200 000 euros toutes taxes comprises, ainsi que tous actes administratifs inhérents à l'exécution de ces marchés publics ;
- tous actes techniques et financiers inhérents à l'exécution des marchés publics rentrant dans le champ de compétences dévolues à la direction de l'ingénierie publique ;
- les accusés de réception des dossiers relatifs aux demandes de subvention ;
- les attestations diverses.

Art. 2.— En cas d'absence ou d'empêchement de M. Cédric Haugomat, la délégation de signature qui lui est consentie à l'article 1er sera exercée dans les mêmes conditions par M. Hugo Hanneesse, directeur adjoint de l'ingénierie publique.

Art. 3.— Délégation de signature est également consentie à M. Hugo Hanneesse, directeur adjoint de l'ingénierie publique, à l'effet de signer, dans la limite de ses attributions et sous l'autorité du directeur de l'ingénierie publique, les actes suivants :

- tous actes à caractère interne ou relatifs aux affaires courantes, à l'exclusion des arrêtés et des correspondances abordant des problèmes de principe adressées aux élus, aux administrations centrales ou aux différentes instances de la Polynésie française ;
- les actes d'engagement relatifs aux marchés publics rentrant dans le champ de compétences dévolues à la direction de l'ingénierie publique, dont le montant est inférieur à 200 000 euros toutes taxes comprises, ainsi

que tous actes administratifs inhérents à l'exécution de ces marchés publics ;

- tous actes techniques et financiers inhérents à l'exécution des marchés publics rentrant dans le champ de compétences dévolues à la direction de l'ingénierie publique ;
- les accusés de réception des dossiers relatifs aux demandes de subvention ;
- les attestations diverses.

Art. 4. — Délégation de signature est également consentie à M. Stéphane Crozatier, chef du bureau de l'assistance technique, à l'effet de signer, dans la limite de ses attributions et sous l'autorité du directeur de l'ingénierie publique, les actes suivants :

- les bordereaux de transmission, notes et rapports interne au haut-commissariat ;
- les correspondances courantes, les avis relatifs à l'instruction des dossiers de demande de financement.

Art. 5. — Délégation de signature est également consentie à M. Marc Courtines, chef du bureau des constructions publiques, à l'effet de signer, dans la limite de ses attributions et sous l'autorité du directeur de l'ingénierie publique, les actes suivants :

- tous les actes relevant des missions de maîtrise d'œuvre et de conduite d'opération ;
- les bordereaux de transmission, notes et rapports interne au haut-commissariat ;
- les bordereaux de transmission de pièces administratives dans le cadre des conventions de prestations intellectuelles ;
- les rapports d'analyse des offres dans le cadre des conventions de prestations intellectuelles.

Art. 6. — Délégation de signature est également consentie à M. Eric Pull, chef du bureau des services publics environnementaux, à l'effet de signer, dans la limite de ses attributions et sous l'autorité du directeur de l'ingénierie publique, les actes suivants :

- tous les actes relevant des missions de maîtrise d'œuvre et de conduite d'opération ;
- les bordereaux de transmission, notes et rapports interne au haut-commissariat ;
- les bordereaux de transmission de pièces administratives dans le cadre des conventions de prestations intellectuelles ;
- les rapports d'analyse des offres dans le cadre des conventions de prestations intellectuelles.

Art. 7. — Le secrétaire général du haut-commissariat, le directeur des moyens et de la modernisation de l'Etat, le directeur de l'ingénierie publique et la directrice de la réglementation et des affaires juridiques sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 8 août 2019.  
Dominique SORAIN.

**ARRETE n° HC 403 DMME/BRHT/jc du 8 août 2019 portant délégation de signature à Mme Maddgi Vaccaro, directrice de la réglementation et des affaires juridiques.**

Le haut-commissaire de la République  
en Polynésie française,  
chevalier de la Légion d'honneur  
officier de l'ordre national du Mérite,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'ordonnance n° 2000-372 du 26 avril 2000 relative aux conditions d'entrée et de séjour des étrangers en Polynésie française, ensemble le décret n° 2001-633 du 17 juillet 2001 et l'arrêté du même jour ;

Vu le décret n° 93-1362 du 30 décembre 1993 modifié relatif aux déclarations de nationalité, aux décisions de naturalisation, de réintégration, de perte, de déchéance et de retrait de la nationalité française, et notamment son article 43 ;

Vu le décret n° 2005-1611 du 20 décembre 2005 pris pour l'application du statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu le décret n° 2007-422 du 23 mars 2007 modifié relatif aux pouvoirs du haut-commissaire de la République, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat en Polynésie française ;

Vu le décret du 10 juillet 2019 portant nomination de M. Dominique Sorain, préfet hors classe, en qualité de haut-commissaire de la République en Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 18-1009-A du 13 juillet 2018 portant mutation de Mme Maddgi Vaccaro, attachée principale d'administration de l'Etat au sein du haut-commissariat de la République en Polynésie française à compter du 10 août 2018 ;

Vu l'arrêté n° 18-1124-A du 26 juillet 2018 portant mutation de M. Olivier Bonnard, attaché d'administration de l'Etat au sein du haut-commissariat de la République en Polynésie française à compter du 27 août 2018 ;

Vu l'extrait individuel de Mme Mareva Beaugrard de la décision collective n° HC 137 DMME/BRHT/mp du 14 avril 2014 portant affectation de certains personnels du haut-commissariat de la République en Polynésie française ;

Vu l'extrait individuel de M. Ludovic Chang Chen Chang de la décision collective n° HC 137 DMME/BRHT/mp du 14 avril 2014 portant affectation de certains personnels du haut-commissariat de la République en Polynésie française ;

Vu la décision n° HC 149 DMME/BRHT/A du 4 avril 2017 portant affectation de M. Nicolas Bakowicz, attaché d'administration de l'Etat, à la direction de la réglementation et des affaires juridiques ;



Vu la décision n° HC 186 DMME/BRHT/A du 6 juin 2018 portant changement d'affectation de Mme June Vivish, attaché principale d'administration de l'Etat, en qualité de chef de bureau de la réglementation et des élections ;

Vu l'arrêté n° HC 194 DMME/BRHT/jc du 11 juin 2018 portant organisation des services du haut-commissariat de la République en Polynésie française ;

Vu la décision n° HC 106 DMME/BRHT/A du 8 mars 2019 portant affectation de Mme Nadine Vairaaroa, attachée d'administration de l'Etat, au bureau du contrôle de légalité en qualité de chef ;

Sur proposition du secrétaire général du haut-commissariat,

Arrête :

Article 1er.— Délégation est donnée à Mme Maddgi Vaccaro, directrice de la réglementation et des affaires juridiques, dans les domaines relevant de ses attributions définies dans l'arrêté du 11 juin 2018 susvisé, à effet de signer les actes suivants :

- la publication au *Journal officiel* de la Polynésie française des actes et décisions ressortissant à la compétence de l'Etat ;
- la délivrance d'un récépissé provisoire aux candidats dans le cadre des élections ;
- les documents spécifiques à l'identité et à la délivrance de titres ;
- les formulaires de déclaration de nationalité française en application de l'article 21-2 du code civil ainsi que les récépissés relatifs à ces déclarations ;
- les correspondances courantes relatives à l'instruction des dossiers, à l'exclusion des correspondances abordant des problèmes de principe adressées aux élus, aux administrations centrales ou aux différentes instances de la Polynésie française ;
- les autorisations de transfert des restes mortels ;
- la délivrance de titres de séjour, de récépissés de demande d'autorisation de séjour, d'autorisations provisoires de séjour, de visas à destination de la France métropolitaine, des DOM et de la Nouvelle-Calédonie en faveur des étrangers résidant en Polynésie française et titulaires d'un titre de séjour en Polynésie française, de sauf-conduits pour les demandeurs d'asile, de titres d'identité républicains et de documents de circulation pour étrangers mineurs ;
- toutes décisions de refus de délivrance de titre de séjour, de refus de délivrance de documents provisoires de séjour, de titres d'identité républicains et de documents de circulation pour étrangers mineurs ;
- toutes décisions d'éloignement, actes de mise à exécution de ces mesures et décisions accessoires s'y rapportant prises en application des titres IV à VI de l'ordonnance n° 2000-372 du 26 avril 2000 relative aux conditions d'entrée et de séjour des étrangers en Polynésie française ;
- les décisions d'assignation à résidence, de désignation du pays d'éloignement et de placement en rétention administrative, et décisions accessoires s'y rapportant ;
- toutes correspondances relatives à la gestion et au suivi des centres d'accueil des demandeurs d'asile ;
- toutes décisions et correspondances relatives aux naturalisations et à l'acquisition de la nationalité française par déclaration ;
- toutes décisions et correspondances relatives à l'hébergement des demandeurs d'asile ;
- les requêtes et mémoires en défense devant les tribunaux des ordres administratifs et judiciaires ;
- l'engagement et la liquidation des dépenses imputées sur le budget de l'Etat dans les domaines d'attribution de la direction ;
- les autorisations de dispense de dépôt d'une caution de rapatriement ;
- les récépissés de déclaration, de modification et de dissolution d'association ;
- les correspondances et décisions relatives aux détentions d'armes en Polynésie française et les bons de munitions ;
- les mémoires en réponse devant le tribunal administratif de la Polynésie française ;
- l'engagement juridique et la liquidation des crédits de fonctionnement alloués à la direction de la réglementation et des affaires juridiques ;
- les décisions et les conditions d'exécution d'une demande d'inscription d'une mesure d'opposition conservatoire à la sortie de France d'un mineur ;
- les demandes d'inscription au fichier des personnes recherchées d'une mesure d'opposition à la sortie du territoire d'un mineur ;
- les permis CITES délivrés dans le cadre de l'importation, l'exportation et la réexportation des espèces de la faune et de la flore sauvages menacées d'extinction, couvertes par la Convention de Washington du 3 mars 1973 amendée ;
- les agréments et les retraits d'agréments des exploitants de loteries prévus aux articles R. 344-39 et suivants du code de la sécurité intérieure.

Mandat est donné à Mme Maddgi Vaccaro pour :

- conduire l'entretien d'assimilation prévu à l'article 43 du décret n° 93-1362 du 30 décembre 1993 susvisé ;
- présider la commission de recensement et de dépouillement des votes pour les élections au conseil d'administration du centre de gestion et de formation (CGF) et des membres de la commission de coopération intercommunale (CCI) ;
- participer, avec voix consultative, aux réunions du Conseil supérieur de la fonction publique communale (CSFPC).

Art. 2.— En cas d'absence ou d'empêchement de Mme Maddgi Vaccaro, directrice de la réglementation et des affaires juridiques, la délégation qui lui est consentie à l'article 1er sera exercée, dans les mêmes conditions, par Mme June Vivish, chef du bureau de la réglementation et des élections.

Art. 3.— Délégation de signature est également consentie à :

- Mme June Vivish, chef du bureau de la réglementation et des élections ;

- M. Nicolas Bakowicz, chef du bureau des affaires juridiques et du contentieux ;
  - M. Olivier Bonnard, chef du centre d'expertise et de ressources titres ;
  - Mme Nadine Vairaaroa, chef du bureau du contrôle de légalité,
- dans la limite de leurs attributions et sous l'autorité de la directrice de la réglementation et des affaires juridiques, à l'effet de signer les actes suivants :
- les bordereaux de transmission, notes et rapports internes au haut-commissariat ;
  - les correspondances à l'exclusion de celles adressées aux élus, aux administrations centrales ou aux différentes autorités de la Polynésie française ;
  - les bordereaux d'envoi de pièces administratives.

Art. 4. — Délégation de signature est également consentie à M. Nicolas Bakowicz, chef du bureau des affaires juridiques et du contentieux, dans la limite de ses attributions et sous l'autorité de la directrice de la réglementation et des affaires juridiques, à l'effet de signer les actes suivants :

- la publication au *Journal officiel* de la Polynésie française des actes et décisions ressortissant à la compétence de l'Etat ;
- la délivrance d'un récépissé provisoire aux candidats dans le cadre des élections au conseil d'administration du centre de gestion et de formation (CGF) et des membres de la commission de coopération intercommunale (CCI).

En cas d'absence ou d'empêchement de M. Nicolas Bakowicz, les délégations qui lui sont consenties en vertu des articles 3 et 4 seront exercées, dans les mêmes conditions, par M. Ludovic Chang Chen Chang, adjoint au chef du bureau des affaires juridiques et du contentieux.

Mandat est donné à M. Nicolas Bakowicz pour :

- présider la commission de recensement et de dépouillement des votes pour les élections au conseil d'administration du centre de gestion et de formation (CGF) et des membres de la commission de coopération intercommunale (CCI) ;
- participer, avec voix consultative, aux réunions du Conseil supérieur de la fonction publique communale (CSFPC).

Art. 5. — Délégation de signature est également consentie à Mme June Vivish, chef du bureau de la réglementation et des élections, dans la limite de ses attributions et sous l'autorité de la directrice de la réglementation et des affaires juridiques, à l'effet de signer les actes suivants :

- les formulaires de déclaration de nationalité française en application de l'article 21-2 du code civil ainsi que les récépissés relatifs à ces déclarations ;
- la délivrance d'un récépissé provisoire aux candidats dans le cadre des élections ;
- la délivrance de titres de séjour, de récépissés de demande d'autorisation de séjour, d'autorisations provisoires de séjour, de visas à destination de la France métropolitaine, des DOM et de la Nouvelle-Calédonie en faveur des

étrangers résidant en Polynésie française et titulaires d'un titre de séjour en Polynésie française, de sauf-conduits pour les demandeurs d'asiles, de titres d'identité républicains et de documents de circulation pour étrangers mineurs ;

- toutes décisions de refus de délivrance de titre de séjour, de refus de délivrance de documents provisoires de séjour, de titres d'identité républicains et de documents de circulation pour étrangers mineurs ;
- les autorisations de transfert des restes mortels ;
- les récépissés de déclaration, de modification et de dissolution d'associations, à l'exception des associations de jeux de hasard ;
- les correspondances et décisions relatives à la détention d'armes en Polynésie française et les bons de munitions ;
- les permis CITES délivrés dans le cadre de l'importation, l'exportation et la réexportation des espèces de la faune et de la flore sauvages menacées d'extinction, couvertes par la Convention de Washington du 3 mars 1973 amendée ;
- les agréments et les retraits d'agréments des exploitants de loteries prévus aux articles R. 344-39 et suivants du code de la sécurité intérieure.

En cas d'absence ou d'empêchement de Mme June Vivish, les délégations qui lui sont consenties en vertu des articles 3 et 5 seront exercées, dans les mêmes conditions, par Mme Mareva Beaugrard, adjointe au chef du bureau de la réglementation et des élections.

Mandat est donné à Mme June Vivish pour conduire l'entretien d'assimilation prévu à l'article 43 du décret n° 93-1362 du 30 décembre 1993 susvisé.

Art. 6. — Délégation de signature est également consentie à M. Olivier Bonnard, chef du centre d'expertise et de ressources titres, dans la limite de ses attributions et sous l'autorité de la directrice de la réglementation et des affaires juridiques, à l'effet de signer les actes suivants :

- les documents spécifiques à l'identité et à la délivrance de titres ;
- les décisions et les conditions d'exécution d'une demande d'inscription d'une mesure d'opposition conservatoire à la sortie de France d'un mineur ;
- les demandes d'inscription au fichier des personnes recherchées d'une mesure d'opposition à la sortie du territoire d'un mineur.

En cas d'absence ou d'empêchement de M. Olivier Bonnard, les délégations qui lui sont consenties en vertu des articles 3 et 6 seront exercées, dans les mêmes conditions, par Mme June Vivish, chef du bureau de la réglementation et des élections.

Art. 7. — Mandat est donné à :

- Mme Maddgi Vaccaro, directrice de la réglementation et des affaires juridiques ;
- Mme June Vivish, chef du bureau de la réglementation et des élections ;
- M. Nicolas Bakowicz, chef du bureau des affaires juridiques et du contentieux ;



- M. Olivier Bonnard, chef du centre d'expertise et de ressources titres ;
- Mme Nadine Vairaaroa, chef du bureau du contrôle de légalité ;
- M. Ludovic Chang Chen Chang, adjoint au chef du bureau des affaires juridiques et du contentieux, aux fins de représentation devant les juridictions de l'ordre judiciaire et administratif.

Art. 8.— Dans le cadre des astreintes, délégation de signature est donnée à :

- Mme Maddgi Vaccaro, directrice de la réglementation et des affaires juridiques ;
- Mme June Vivish, chef du bureau de la réglementation et des élections ;
- M. Nicolas Bakowicz, chef du bureau des affaires juridiques et du contentieux ;
- M. Olivier Bonnard, chef du centre d'expertise et de ressources titres ;
- Mme Nadine Vairaaroa, chef du bureau du contrôle de légalité ;
- M. Ludovic Chang Chen Chang, adjoint au chef du bureau des affaires juridiques et du contentieux, à l'effet de signer tout acte faisant l'objet de la présente délégation.

Art. 9.— Le secrétaire général du haut-commissariat, la directrice de la réglementation et des affaires juridiques et le directeur des moyens et de la modernisation de l'Etat sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 8 août 2019.

Dominique SORAIN.

**ARRETE n° HC 404 DMME/BRHT/jc du 8 août 2019 portant délégation de signature à M. François Plault, directeur des moyens et de la modernisation de l'Etat.**

Le haut-commissaire de la République  
en Polynésie française,  
chevalier de la Légion d'honneur  
officier de l'ordre national du Mérite,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française modifiée par l'ordonnance n° 2005-432 du 6 mai 2005 ;

Vu le décret n° 2005-1611 du 20 décembre 2005 pris pour l'application du statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu le décret n° 2007-422 du 23 mars 2007 modifié relatif aux pouvoirs du haut-commissaire de la République, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat en Polynésie française ;

Vu le décret du 10 juillet 2019 portant nomination de M. Dominique Sorain, préfet hors classe, en qualité de haut-commissaire de la République en Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 16/2155-A du 11 août 2016 portant mutation de Mme Camille Savigny, attachée principale d'administration de l'Etat, au haut-commissariat de la République en Polynésie française en qualité de directrice adjointe des moyens et de la modernisation de l'Etat, conseillère mobilité-carrière et responsable du pôle de la modernisation des actions de l'Etat à compter du 9 août 2016 ;

Vu l'arrêté n° 17-0210 A du 8 février 2017 du ministère de l'intérieur portant mutation de Mme Dominique Guiol-Bodin au haut-commissariat de la République en Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 17/0714/A du 29 juin 2017 du ministère de l'intérieur portant mutation, nomination et détachement de M. François Plault, conseiller d'administration de l'intérieur et de l'outre-mer, en qualité de directeur des moyens et de la modernisation de l'Etat au haut-commissariat de la République en Polynésie française, à compter du 17 août 2017 ;

Vu l'arrêté n° 17/1121-A du 7 juillet 2017 portant mutation de M. Anthony Nugues, attaché d'administration hospitalière, au haut-commissariat de la République en Polynésie française à compter du 1er septembre 2017 ;

Vu l'arrêté n° 18/1123-A du 7 août 2018 portant mutation de Mme Audrey Barse, attachée d'administration de l'Etat au haut-commissariat de la République en Polynésie française à compter du 13 août 2018 ;

Vu la décision n° HC 81 DMME/BRHT/mp du 26 février 2014 portant changement d'affectation de Mme Maud Rouault, secrétaire administratif de classe supérieure du corps de l'Etat pour l'administration de la Polynésie française, en qualité de responsable du pôle investissements et interventions ;

Vu la décision n° HC 151 DMME/BRHT/A du 14 avril 2014 portant changement d'affectation de Mme Nathalie Closset, attachée d'administration de l'Etat, en qualité de chef du bureau des ressources humaines et des traitements à la direction des moyens et de la modernisation de l'Etat ;

Vu l'extrait individuel de Mme Joséphine Ah Mang de la décision collective n° HC 137 DMME/BRHT/mp du 14 avril 2014 portant affectation de certains personnels du haut-commissariat de la République en Polynésie française ;

Vu l'extrait individuel de M. Christian Chand de la décision collective n° HC 137 DMME/BRHT/mp du 14 avril 2014 portant affectation de certains personnels du haut-commissariat de la République en Polynésie française ;

Vu la décision n° HC 175 DMME/BRHT/mp du 2 mai 2014 portant changement d'affectation de Mme Maryline Pioche, secrétaire administratif de classe supérieure du corps de l'Etat pour l'administration de la Polynésie française ;



Vu la décision n° HC 517 DMME/BRHT/mp du 25 août 2016 portant changement d'affectation de Mme Minh-Thi Tcha, secrétaire administratif de classe exceptionnelle du corps de l'Etat pour l'administration de la Polynésie française, en qualité d'animatrice de la formation professionnelle ;

Vu la décision n° HC 368 DMME/BRHT/nt du 27 octobre 2017 portant changement d'affectation de Mme Nani Bohl, agent non fonctionnaire de l'administration de l'Etat de 2e catégorie ;

Vu l'arrêté n° HC 194 DMME/BRHT/jc du 11 juin 2018 portant organisation des services du haut-commissariat de la République en Polynésie française ;

Sur proposition du secrétaire général du haut-commissariat,

Arrête :

Article 1er.— Délégation de signature est donnée à M. François Plault, directeur des moyens et de la modernisation de l'Etat, dans les domaines relevant de ses attributions figurant dans l'arrêté du 11 juin 2018 susvisé, à l'effet de signer les actes suivants :

- les correspondances, les bordereaux de transmission de pièces administratives et les actes courants, y compris les décisions, à l'exclusion des correspondances abordant des problèmes de principe adressées aux élus, aux administrations centrales ou aux différentes instances de la Polynésie française, et sous réserve des délégations accordées en la matière à d'autres fonctionnaires d'autorité dont notamment les chefs de subdivision administrative, le vice-recteur, le directeur de l'aviation civile ;
- les correspondances et actes courants, y compris les décisions, relatifs à la gestion administrative des volontaires du service civique affectés dans les services du haut-commissariat, à l'exclusion des actes relevant de la compétence des armées, des conventions passées avec les employeurs et des correspondances abordant des problèmes de principe adressées aux élus, aux administrations centrales, aux différentes instances de la Polynésie française ou aux employeurs ;
- l'ordonnancement, l'engagement, la liquidation et la demande d'émission des titres concernant les dépenses de l'Etat, du BOP 307, Polynésie française, administration territoriale, mission ministérielle AB, administration générale et territoriale de l'Etat, action 05, intégration des hauts-commissariats et représentations de l'Etat à l'outre-mer et soutien du réseau des préfectures, sous-action 05, dépenses de personnel (article de prévision 01), article d'exécution 54 ;
- l'ordonnancement, l'engagement, la liquidation et la demande d'émission des titres concernant les agents de l'Etat payés sur :
  - le programme 124 - conduite et soutien des politiques sanitaires, sociales, du sport, de la jeunesse et de la vie associative ;
  - le programme 143 - enseignement technique agricole ;
  - le programme 156 - gestion fiscale et financière de l'Etat et du secteur public local ;
- le programme 164 - Cour des comptes et autres juridictions financières ;
- le programme 165 - Conseil d'Etat et autres juridictions administratives ;
- le programme 215 - conduite et pilotage des politiques de l'agriculture ;
- le programme 216 - conduite et pilotage des politiques de l'intérieur ;
- le programme 217 - conduite et pilotage des politiques de l'écologie, de l'énergie, du développement durable et de la mer ;
- la demande d'émission des titres de perception en reversement d'indus sur toutes pensions, allocations et indemnités assignées sur la caisse de l'administrateur général des finances publiques de la Polynésie française ;
- les conventions de stage ;
- l'ordonnancement des recettes et dépenses hors titre 2 relevant du budget opérationnel de programme 307 "administration territoriale" ;
- les bons de commande, les pièces liquidatives et justificatives de la dépense et de la recette, la constatation du service fait pour :
  - le BOP 307, Polynésie française, administration territoriale (article de prévision 02) dans le champ de compétence de la direction et dans la limite des crédits notifiés ;
  - l'UO 216, conduite et pilotage des politiques de l'intérieur, dans le champ de compétence de la direction et dans la limite des crédits délégués (action sociale, formation professionnelle) ;
  - l'UO 148, fonction publique, dans le champ de compétences de la direction et dans la limite des crédits délégués (formations interministérielles) ;
  - le BOP 128, coordination des moyens de secours dans le champ de compétence de la direction et dans la limite des crédits délégués ;
  - l'UO 176, commandement, soutien et logistique dans le champ de compétences de la direction et dans la limite des crédits délégués ;
  - le BOP 724, entretien des bâtiments de l'Etat, dans la limite des crédits notifiés et la constatation du service fait pour le BOP 724, entretien des bâtiments de l'Etat ;
  - le BOP 138, emploi outre-mer, dans le champ de compétence de la direction et dans la limite des crédits délégués ;
- les pièces liquidatives des titres de perception et pièces justificatives relatifs aux recettes de l'Etat, du programme 307, administration territoriale, mission ministérielle AB, administration générale et territoriale de l'Etat, action 05, intégration des hauts-commissariats et représentations de l'Etat à l'outre-mer et soutien du réseau des préfectures, sous-action 05, autres dépenses (article de prévision 02), article d'exécution 54.

Art. 2.— En cas d'absence ou d'empêchement de M. François Plault, directeur des moyens et de la modernisation de l'Etat, la délégation de signature qui lui est consentie sera exercée dans les mêmes conditions par Mme Camille Savigny, directrice adjointe des moyens et de la modernisation de l'Etat.

En cas d'absence ou d'empêchement simultané de M. François Plault et de Mme Camille Savigny, la délégation de signature qui est consentie à M. François Plault sera exercée dans les mêmes conditions par Mme Nathalie Closset, chef du bureau des ressources humaines et des traitements.

Art. 3. — Délégation de signature est également consentie à Mme Camille Savigny, directrice adjointe des moyens et de la modernisation de l'Etat, à l'effet de signer, dans la limite de ses attributions et sous l'autorité du directeur des moyens et de la modernisation de l'Etat, les actes suivants :

- les bordereaux de transmission de pièces administratives ;
- les notes et rapports internes au haut-commissariat ;
- les correspondances et actes courants à l'exclusion des correspondances abordant des problèmes de principe adressées aux élus, aux administrations centrales ou aux différentes instances de la Polynésie française, et sous réserve des délégations accordées en la matière à d'autres fonctionnaires d'autorité dont notamment les chefs de subdivision administrative, le vice-recteur, le directeur de l'aviation civile.

Art. 4. — Délégation de signature est également consentie à M. Anthony Nugues, responsable de la plate-forme de l'achat public interministériel, à l'effet de signer, dans la limite de ses attributions et sous l'autorité du directeur des moyens et de la modernisation de l'Etat, les actes suivants :

- les bordereaux de transmission, notes et rapports internes au haut-commissariat ;
- les correspondances courantes relatives à l'instruction des dossiers, à l'exclusion des correspondances abordant des problèmes de principe adressées aux administrations centrales.

Art. 5. — Délégation de signature est également consentie à Mme Nathalie Closset, chef du bureau des ressources humaines et des traitements, à l'effet de signer, dans la limite de ses attributions et sous l'autorité du directeur des moyens et de la modernisation de l'Etat, les actes suivants :

- les bordereaux de transmission de pièces administratives ;
- les notes et rapports internes au haut-commissariat ;
- les correspondances et actes courants, y compris les décisions, relatifs à l'administration et à la gestion du personnel de l'Etat, à l'exclusion des correspondances abordant des problèmes de principe adressées aux élus, aux administrations centrales ou aux différentes instances de la Polynésie française, et sous réserve des délégations accordées en la matière à d'autres fonctionnaires d'autorité dont notamment les chefs de subdivision administrative, le vice-recteur, le directeur de l'aviation civile ;
- les correspondances et actes courants internes au haut-commissariat concernant les concours ;
- les conventions de stage ;

- les correspondances et actes courants, y compris les décisions, relatifs à la gestion administrative des volontaires du service civique affectés dans les services du haut-commissariat, à l'exclusion des actes relevant de la compétence des armées, des conventions passées avec les employeurs et des correspondances abordant des problèmes de principe adressées aux élus, aux administrations centrales, aux différentes instances de la Polynésie française ou aux employeurs ;
- l'ordonnancement, l'engagement, la liquidation et la demande d'émission des titres concernant les dépenses de l'Etat, du BOP 307, Polynésie française, administration territoriale, mission ministérielle AB, administration générale et territoriale de l'Etat, action 05, intégration des hauts-commissariats et représentations de l'Etat à l'outre-mer et soutien du réseau des préfetures, sous-action 05, dépenses de personnel (article de prévision 01), article d'exécution 54 ;
- l'ordonnancement, l'engagement, la liquidation et la demande d'émission des titres concernant les agents de l'Etat payés sur :
  - le programme 124, conduite et soutien des politiques sanitaires, sociales, du sport, de la jeunesse et de la vie associative ;
  - le programme 143, enseignement technique agricole ;
  - le programme 156, gestion fiscale et financière de l'Etat et du secteur public local ;
  - le programme 164, Cour des comptes et autres juridictions financières ;
  - le programme 165, Conseil d'Etat et autres juridictions administratives ;
  - le programme 215, conduite et pilotage des politiques de l'agriculture ;
  - le programme 216, conduite et pilotage des politiques de l'intérieur ;
  - le programme 217, conduite et pilotage des politiques de l'écologie, de l'énergie, du développement durable et de la mer ;
- la demande d'émission des titres de perception en reversement d'indus sur toutes pensions, allocations et indemnités assignées sur la caisse de l'administrateur général des finances publiques de la Polynésie française ;
- les bons de commande, les pièces liquidatives et justificatives de la dépense et de la recette, la constatation du service fait pour :
  - le BOP 307, Polynésie française, administration territoriale (article de prévision 02) dans le champ de compétence du BRHT et dans la limite des crédits notifiés (formation professionnelle) ;
  - l'UO 216, conduite et pilotage des politiques de l'intérieur, dans le champ de compétence du BRHT et dans la limite des crédits délégués (action sociale, formation professionnelle) ;
  - l'UO 148, fonction publique, dans le champ de compétences de la direction et dans la limite des crédits délégués (formations interministérielles).

Art. 6. — Délégation de signature est également consentie à Mme Maryline Pioche, adjointe au chef du bureau des ressources humaines et des traitements, à l'effet de signer, dans la limite de ses attributions et sous l'autorité du chef du bureau des ressources humaines et des traitements et du



directeur des moyens et de la modernisation de l'Etat, les actes suivants :

- les bordereaux de transmission de pièces administratives ;
- les actes courants relatifs à la gestion du personnel de l'Etat, à l'exclusion des correspondances abordant des problèmes de principe adressées aux élus, aux administrations centrales ou aux différentes instances de la Polynésie française, et sous réserve des délégations accordées en la matière à d'autres fonctionnaires d'autorité dont notamment les chefs de subdivision administrative, le vice-recteur, le directeur de l'aviation civile ;
- les correspondances et actes courants internes au haut-commissariat concernant les concours.

Art. 7. — Délégation de signature est également consentie à Mme Minh-Thi Tcha, animatrice de formation professionnelle, à l'effet de signer, dans la limite de ses attributions et sous l'autorité du chef du bureau des ressources humaines et des traitements et du directeur des moyens et de la modernisation de l'Etat, les actes suivants :

- les attestations de stage, de formation et de crédits d'heures de compte personnel d'activité ;
- les fiches de candidature aux formations organisées par la sous-direction du recrutement et de la formation ;
- les bons de commande, les pièces liquidatives et justificatives de la dépense et de la recette, la constatation du service fait pour :
  - le BOP 307, Polynésie française, administration territoriale (article de prévision 02) dans le champ de compétence du BRHT et dans la limite de 3 000 euros ;
  - l'UO 148, fonction publique, dans le champ de compétences de la direction et dans la limite de 3 000 euros ;
  - l'UO 216, conduite et pilotage des politiques de l'intérieur, dans le champ de compétence du BRHT et dans la limite de 3 000 euros.

Art. 8. — Délégation de signature est également consentie à Mme Audrey Barse, chef du bureau des budgets, à l'effet de signer, dans la limite de ses attributions et sous l'autorité du directeur des moyens et de la modernisation de l'Etat, les actes suivants :

- l'ordonnancement des recettes et dépenses hors titre 2 relevant du budget opérationnel de programme 307 "administration territoriale" ;
- les bons de commande, les pièces liquidatives et justificatives de la dépense et de la recette, la constatation du service fait pour :
  - le BOP 138, emploi outre-mer, pour les dépenses relatives aux visites ministérielles et dans la limite de 3 000 euros ;
  - le BOP 307, Polynésie française, administration territoriale (article de prévision 02) dans le champ de compétence du bureau des budgets et dans la limite de 3 000 euros ;

- les bordereaux de transmission, notes et rapports internes au haut-commissariat ;
- les correspondances courantes relatives à l'instruction des dossiers, à l'exclusion des correspondances abordant des problèmes de principe adressées aux administrations centrales ;
- les ordres de mission et réquisitions validés au préalable par le secrétaire général du haut-commissariat.

En cas d'absence ou d'empêchement de Mme Audrey Barse, la délégation de signature qui lui est consentie sera exercée dans les mêmes conditions par Mme Joséphine Ah Mang, adjointe au chef du bureau des budgets.

Art. 9. — Délégation de signature est également consentie à M. Christian Chand, chef du bureau du patrimoine et de la logistique, à l'effet de signer, dans la limite de ses attributions et sous l'autorité du directeur des moyens et de la modernisation de l'Etat, les actes suivants :

- les bordereaux de transmission de pièces administratives ;
- les notes et rapports internes au haut-commissariat ;
- les bons de commande, les pièces liquidatives et justificatives de la dépense et de la recette, la constatation du service fait pour :
  - le BOP 307, Polynésie française, administration territoriale (article de prévision 02) pour les dépenses relatives à l'entretien et à la maintenance des bâtiments et des logements administratifs dans la limite d'un plafond par acte de 3 000 euros ;
  - le BOP 724, entretien des bâtiments de l'Etat, dans la limite des crédits notifiés et d'un plafond par acte de 3 000 euros ;
  - le BOP 138, emploi outre-mer, pour les dépenses relatives aux visites ministérielles et dans la limite de 3 000 euros.

En cas d'absence ou d'empêchement de M. Christian Chand, la délégation de signature qui lui est consentie sera exercée dans les mêmes conditions par Mme Nani Bohl, adjointe au chef du bureau du patrimoine et de la logistique, chargée du suivi de la politique immobilière de l'Etat.

Art. 10. — Délégation de signature est donnée à Mme Dominique Guiol-Bodin, chef du centre de services partagés interministériel, dans les domaines relevant de ses attributions figurant dans l'arrêté n° HC 194 DMME/BRHT/jc du 11 juin 2018 susvisé, à l'effet de signer les actes suivants :

- les correspondances, les bordereaux d'envoi et les actes courants, à l'exclusion des correspondances abordant des problèmes de principe adressées aux administrations centrales.

En cas d'absence ou d'empêchement de Mme Dominique Guiol-Bodin, chef du centre de services partagés interministériel, la délégation de signature qui lui est consentie sera exercée dans les mêmes conditions par Mme Maud Rouault, responsable du pôle investissements et interventions.

Art. 11.— Le secrétaire général du haut-commissariat, le directeur des moyens et de la modernisation de l'Etat et la directrice de la réglementation et des affaires juridiques sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 8 août 2019.

Dominique SORAIN.

**ARRETE n° HC 405 DMME/BRHT/jc du 8 août 2019 portant délégation de signature à M. Richard Deschamps, responsable du service de l'intendance des résidences du haut-commissaire.**

Le haut-commissaire de la République  
en Polynésie française,  
chevalier de la Légion d'honneur  
officier de l'ordre national du Mérite,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 modifiée complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'ordonnance n° 2008-858 du 28 août 2008 portant diverses dispositions d'adaptation du droit de l'outre-mer ;

Vu le décret n° 2005-1611 du 20 décembre 2005 pris pour l'application du statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu le décret n° 2007-422 du 23 mars 2007 modifié relatif aux pouvoirs du haut-commissaire de la République, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat en Polynésie française ;

Vu le décret du 10 juillet 2019 portant nomination de M. Dominique Sorain, préfet hors classe, en qualité de haut-commissaire de la République en Polynésie française ;

Vu la décision n° HC 2 SME/BRHT/ET du 4 janvier 2008 portant affectation de M. Teiva Michaud, ouvrier professionnel, 3e échelon, du ministère de la défense, en qualité de cuisinier de la résidence du haut-commissaire ;

Vu l'arrêté n° HC 194 DMME/BRHT/jc du 11 juin 2018 portant organisation des services du haut-commissariat de la République en Polynésie française ;

Vu la décision n° HC 266 DRHME/BRHT/nt du 10 juillet 2013 nommant M. Richard Deschamps en qualité d'intendant des résidences du haut-commissaire ;

Sur proposition du secrétaire général du haut-commissariat,

Arrête :

Article 1er.— Délégation de signature est donnée à M. Richard Deschamps, responsable du service de l'intendance, à l'effet de signer, dans la limite de ses

attributions et sous l'autorité du haut-commissaire, l'engagement des dépenses relatives au fonctionnement du service de l'intendance et à l'entretien des bâtiments relevant de son champ de compétences, dans la limite d'un plafond de dépenses par acte de 250 euros.

En cas d'absence ou d'empêchement de M. Richard Deschamps, la délégation de signature qui lui est consentie sera exercée dans les mêmes conditions par M. Teiva Michaud, intendant adjoint et cuisinier à la résidence du haut-commissaire.

Art. 2.— Le secrétaire général du haut-commissariat, le responsable du service de l'intendance, le directeur des moyens et de la modernisation de l'Etat et la directrice de la réglementation et des affaires juridiques sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 8 août 2019.

Dominique SORAIN.

**ARRETE n° HC 406 DMME/BRHT/jc du 8 août 2019 portant délégation de signature à M. Raymond Yeddou, chef des subdivisions administratives des îles du Vent et des îles Sous-le-Vent.**

Le haut-commissaire de la République  
en Polynésie française,  
chevalier de la Légion d'honneur  
officier de l'ordre national du Mérite,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'ordonnance n° 2000-372 du 26 avril 2000 relative aux conditions d'entrée et de séjour des étrangers en Polynésie française, ensemble le décret n° 2001-633 du 17 juillet 2001 et l'arrêté du même jour ;

Vu l'ordonnance n° 2005-10 du 4 janvier 2005 portant statut général des fonctionnaires des communes et des groupements des communes de la Polynésie française ainsi que de leurs établissements publics administratifs modifiée, notamment son article 72 ;

Vu l'ordonnance n° 2007-1434 du 5 octobre 2007 portant extension des première, deuxième et cinquième parties du code général des collectivités territoriales aux communes de la Polynésie française, à leurs groupements et à leurs établissements publics, modifiée ;

Vu l'ordonnance n° 2008-858 du 28 août 2008 portant diverses dispositions d'adaptation du droit de l'outre-mer ;

Vu le décret n° 62-1587 du 29 décembre 1962 portant règlement général sur la comptabilité publique ;



Vu le décret n° 72-407 du 17 mai 1972 portant création des communes dans le territoire de la Polynésie française ;

Vu le décret n° 2005-1611 du 20 décembre 2005 pris pour l'application du statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu le décret n° 2007-422 du 23 mars 2007 modifié relatif aux pouvoirs du haut-commissaire de la République, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat en Polynésie française ;

Vu le décret du 5 juin 2018 portant nomination de M. Eric Requet, administrateur civil hors classe, en qualité de secrétaire général du haut-commissariat de la République en Polynésie française ;

Vu le décret du 10 juillet 2019 portant nomination de M. Dominique Sorain, préfet hors classe, en qualité de haut-commissaire de la République en Polynésie française ;

Vu l'arrêté du ministre de la ville, de la jeunesse et des sports du 29 janvier 2015 portant affectation de M. Steeve Raoulx, inspecteur de la jeunesse et des sports, sur le territoire de la Polynésie française pour être placé auprès du haut-commissaire de la République en Polynésie française afin d'exercer les fonctions d'inspecteur de la jeunesse et des sports au sein de la mission d'aide et d'assistance technique, à compter du 1er janvier 2015 ;

Vu l'arrêté du 13 juin 2016 du ministère de l'intérieur portant nomination de M. Raymond Yeddou, sous-préfet hors classe, en qualité de chef des subdivisions administratives des îles du Vent et des îles Sous-le-Vent en Polynésie française ;

Vu l'arrêté du 20 juin 2018 du ministre de l'intérieur portant nomination de M. Christophe Deschamps, sous-préfet hors cadre, en qualité de directeur de cabinet du haut-commissaire de la République en Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° MTS-0000118472 du 20 juin 2018 portant affectation de M. Fabien Brouquier, inspecteur de la jeunesse et des sports, sur le territoire de la Polynésie française pour être placé auprès du haut-commissaire de la République en Polynésie française afin d'exercer les fonctions d'inspecteur de la jeunesse et des sports, à compter du 1er septembre 2018 ;

Vu l'arrêté du 26 juillet 2018 portant affectation de M. Régis Delahais, attaché principal d'administration de l'Etat, au sein des subdivisions administratives des îles du Vent et des îles Sous-le-Vent, à compter du 1er septembre 2018 ;

Vu l'arrêté n° 18-1708-A du 2 octobre 2018 portant mutation de M. Alain Astre, attaché principal d'administration de l'Etat, au sein du haut-commissariat de la République en Polynésie française à compte du 7 décembre 2018 ;

Vu l'arrêté du 25 mars 2019 du ministre de l'intérieur et de la ministre des outre-mer portant nomination de Mme Cécile Zaplana, sous-préfète hors classe, en qualité de secrétaire générale adjointe du haut-commissariat de la République en Polynésie française, en outre cheffe de la subdivision administrative des îles Australes ;

Vu l'arrêté n° HC 79 SME/BRHT/MJA du 18 avril 2007 portant affectation de Mme Corinne Kupper, secrétaire administratif de classe normale du corps de l'Etat pour l'administration de la Polynésie française, à la subdivision administrative des îles Sous-le-Vent ;

Vu l'arrêté n° HC 1506 DIRAJ/BAJC du 13 novembre 2015 relatif à la carte professionnelle des agents de la police municipale de la Polynésie française ;

Vu la décision n° HC 143 DMME/BRHT/A du 15 mai 2018 portant changement d'affectation de M. Nicolas Delaire, attaché d'administration de l'Etat, en qualité de chargé de mission "Politique de la ville et logement social" à la subdivision administrative des îles du Vent ;

Vu l'arrêté n° HC 194 DMME/BRHT/jc du 11 juin 2018 portant organisation des services du haut-commissariat de la République en Polynésie française ;

Vu l'arrêté HC n° 128 SAIDV du 7 novembre 2018 nommant M. Fabien Brouquier, inspecteur de la jeunesse et des sports en qualité de chef de la mission d'aide et d'assistance technique en Polynésie française à compter du 1er décembre 2018 ;

Vu la convention Etat - Polynésie française n° 155-15 du 12 novembre 2015 relative à la mission d'aide et d'assistance technique, jeunesse, sports et vie associative ;

Sur proposition du secrétaire général du haut-commissariat,

Arrête :

Article 1er.— Délégation de signature est donnée à M. Raymond Yeddou, chef des subdivisions administratives des îles du Vent et des îles Sous-le-Vent, pour les affaires relevant de sa compétence territoriale concernant :

# 1° CONTROLE ADMINISTRATIF ET CONSEIL AUX COMMUNES

Prendre les actes en application des dispositions des articles 9 et 33 du décret n° 2007-422 du 23 mars 2007 modifié relatif aux pouvoirs du haut-commissaire de la République, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat en Polynésie française et du code général des collectivités territoriales pour les matières suivantes :

## A - AFFAIRES COMMUNALES

1° Acceptation des démissions d'adjoints aux maires pour les communes situées dans le ressort des subdivisions administratives des îles du Vent et des îles Sous-le-Vent.

## 2° Limites territoriales :

- prescrire l'enquête préalable aux modifications des limites territoriales des communes et au transfert de leurs chefs-lieux prévue à l'article L. 2112-2 du code général des collectivités territoriales ;
- institution de la commission syndicale prévue à l'article L. 2112-3 du code général des collectivités territoriales qui doit donner un avis sur tout projet de détachement d'une section de commune ou d'une portion du territoire d'une commune.

## 3° Intercommunalité :

- création et dissolution des établissements publics de coopération intercommunale (EPCI), lorsque les communes intéressées relèvent toutes soit de la subdivision des îles du Vent, soit de la subdivision des îles Sous-le-Vent, et dans l'hypothèse où les communes intéressées relèveraient de plusieurs subdivisions, lorsque le siège est situé dans une commune de l'une des deux subdivisions ;
- autorisation d'extension et restriction des compétences et périmètres desdits EPCI ;
- autres modifications statutaires desdits EPCI ;
- création de la commission syndicale prévue à l'article L. 5222-1 du code général des collectivités territoriales lorsque toutes les communes intéressées font partie de la même subdivision administrative ;
- acceptation des démissions de vice-présidents d'EPCI dont le ressort n'excède pas les limites de la subdivision administrative.

## 4° Eau et assainissement :

- établissement de la servitude prévue à l'article L. 2573-29 du code général des collectivités territoriales.

5° Agrément des agents de police municipale, en application des dispositions de l'article 72 de l'ordonnance n° 2005-10 du 4 janvier 2005 portant statut général des fonctionnaires des communes et des groupements des communes de la Polynésie française ainsi que de leurs établissements publics administratifs.

6° Visa des formulaires de demande de carte professionnelle des agents de la police municipale, en application des dispositions des articles L. 511-4 et L. 545-1 du code de la sécurité intérieure.

7° Autorisation de port d'arme des agents de police municipale, en application des articles R. 511-18 et R. 545-1 du code de la sécurité intérieure.

8° Dérogation aux délais d'inhumation de droit commun prévus à l'article R. 2213-33 du code général des collectivités territoriales.

## B - CONTROLE ADMINISTRATIF

- 1° Substitution aux maires dans les cas prévus par l'article L. 2122-34 du code général des collectivités territoriales ;

2° Cotation et paraphe du registre sur lequel sont inscrites les délibérations des conseils municipaux ;

3° Contrôle des actes administratifs des sociétés d'économie mixte communales ayant leur siège social dans le ressort de la subdivision administrative, sauf en ce qui concerne la saisine de la chambre territoriale des comptes.

## 2° ATTRIBUTIONS DE SUBVENTIONS DE L'ETAT IMPUTEES SUR LE BOP 119 (DETR), LE BOP 122 - TDIL ET LE BOP 123 - EQUIPEMENT DES COMMUNES

- signer, dans la limite de la dotation des subdivisions, tous documents, y compris les arrêtés et les conventions de financement, portant attribution des subventions de l'Etat imputables sur les crédits du BOP 119 - action 01, sous-action 06 "Dotation d'équipement des territoires ruraux (DETR)" ;
- signer, dans la limite de la dotation des subdivisions, tous documents, y compris les arrêtés et les conventions de financement, portant attribution des subventions de l'Etat imputables sur les crédits du BOP 122 "travaux divers d'intérêt local" ;
- signer, dans la limite de la dotation des subdivisions, tous documents, y compris les arrêtés et les conventions de financement, portant attribution des subventions de l'Etat imputables sur les crédits du BOP 123 "équipement des communes".

## 3° ACTIVITE REGLEMENTAIRE ET ADMINISTRATION GENERALE (ILES SOUS-LE-VENT)

- signer les récépissés de déclaration et de modification des statuts des associations au titre de la loi du 1er juillet 1901 ;
- signer, dans le cadre de l'instruction des demandes d'autorisation de prolongation de séjour et de cartes de séjour, les récépissés de dépôt de ces demandes ;
- signer, dans le cadre de l'instruction des dossiers de demande d'acquisition de la nationalité française, les récépissés de dépôt de dossiers, les courriers adressés au ministère de l'intérieur (secrétariat général de l'immigration) et les demandes d'enquête ;
- signer, dans le cadre des demandes de naturalisation française: les procès-verbaux d'assimilation et les fiches confidentielles ;
- signer, dans le cadre des demandes de naturalisation française, par mariage, les déclarations de nationalité française, les attestations sur l'honneur de communauté de vie et les rapports d'enquête.

## 4° LOGEMENT SOCIAL

- signer toutes correspondances relatives à la participation de l'Etat pour la mise en œuvre de la politique du logement social en Polynésie française.

## 5° POLITIQUE DE LA VILLE

- signer toutes correspondances relatives aux missions de coordination générale de la politique de la ville et de la cohésion sociale (commissariat général à l'égalité des territoires - CGET) ;



- signer les arrêtés et les conventions de financement portant attribution des subventions de l'Etat imputables sur les crédits du fonds d'investissement pour le développement économique et social des territoires d'outre-mer, programme 123, action 02 "Aménagement du territoire" ;
- engager et liquider les opérations de dépenses imputées sur les crédits du CGET - programme 147 "Politique de la ville".

#### 6° ADMINISTRATION DES SERVICES DES SUBDIVISIONS

- valider les congés annuels et les ordres de déplacement à l'intérieur de la Polynésie française n'excédant pas dix jours, des fonctionnaires et agents placés sous son autorité ;
- engager et liquider, dans la limite des dotations des subdivisions, les opérations de dépenses imputées sur les crédits de fonctionnement déconcentrés des subdivisions, relatives aux frais inhérents de la résidence et aux frais de représentation, programme 307.

#### 7° MISE EN ŒUVRE DU DISPOSITIF DES CHANTIERS DE DEVELOPPEMENT LOCAL

- signer tous actes et correspondances, dont les conventions et les contrats de participation avec les bénéficiaires du dispositif ;
- procéder, dans la limite de la dotation de la subdivision, à l'engagement juridique et à la liquidation des crédits du programme 138 - action 02 "Aide à l'insertion et à la qualification professionnelle".

#### 8° FONDS DE SECOURS AUX VICTIMES DE CYCLONES ET CATASTROPHES NATURELLES

- signer dans le cadre de la mise en œuvre des secours délégués par l'Etat au profit des sinistrés des cyclones et catastrophes naturelles toutes les correspondances et actes courants ;
- procéder, dans la limite de la dotation des subdivisions, à l'engagement juridique et à la liquidation des crédits du programme 161 - "Sécurité civile".

#### 9° MISSION D'AIDE ET D'ASSISTANCE TECHNIQUE

- signer les diplômes d'Etat en matière de jeunesse et de sports ;
- signer les actes et décisions relatifs à la désignation des membres du jury d'examen conduisant à la délivrance d'un diplôme d'Etat ;
- signer toutes correspondances et actes relatifs à l'organisation et à la publication des examens et concours conduisant à la délivrance d'un diplôme d'Etat ;
- signer toutes correspondances courantes relatives à l'instruction des candidatures aux examens et concours conduisant à la délivrance d'un diplôme d'Etat ;
- signer toutes conventions de stage de formation conduisant à la délivrance d'un diplôme d'Etat ;
- procéder à l'engagement juridique et la liquidation des crédits délégués par le ministère des affaires sociales et de la santé, budget de l'Etat 256 :

- programme 124 "conduite et soutien des politiques sanitaires, sociales, du sport, de la jeunesse et de la vie associative" ;
- procéder à l'engagement juridique et la liquidation des crédits délégués par le ministère des sports, de la jeunesse, de l'éducation populaire et de la vie associative, budget de l'Etat 252 :
  - programme 163 "jeunesse et vie associative" ;
  - programme 219 "sport" ;
- signer tous les actes et décisions relatifs aux engagements juridiques et à la liquidation des crédits mentionnés ci-dessus.

Art. 2.— Dans le cadre des services de permanence, M. Raymond Yeddou, chef des subdivisions administratives des îles du Vent et des îles Sous-le-Vent, reçoit délégation de signature à l'effet de signer toutes décisions nécessitées par une situation d'urgence et notamment :

- les actes communaux de l'ensemble des communes ;
- les arrêtés pris en application de la loi n° 2013-869 du 27 septembre 2013 modifiant certaines dispositions issues de la loi n° 2011-803 du 5 juillet 2011 relative aux droits et à la protection des personnes faisant l'objet de soins psychiatriques et aux modalités de leur prise en charge ;
- les obligations de quitter le territoire français, les arrêtés d'expulsion, les placements en rétention administrative, les ouvertures du local de rétention administrative et les autorisations provisoires de séjour prévues dans l'ordonnance n° 2000-372 du 26 avril 2000, le décret n° 2001-633 du 17 juillet 2001 et l'arrêté du 17 juillet 2001 susvisés ;
- les autorisations de transfert des restes mortels en dehors de la Polynésie française ;
- les passeports délivrés aux ressortissants français ;
- les demandes d'emploi des hélicoptères adressées au Centre opérationnel de Tahiti (COT).

Au titre de cette permanence, M. Raymond Yeddou est autorisé à valider les actes des communes nécessités par une situation d'urgence.

Art. 3.— En cas d'absence ou d'empêchement de M. Raymond Yeddou, chef des subdivisions administratives des îles du Vent et des îles Sous-le-Vent, la délégation de signature qui lui est consentie sera exercée dans les mêmes conditions par :

- M. Christophe Deschamps, directeur de cabinet du haut-commissaire de la République en Polynésie française ;
- Mme Cécile Zaplana, secrétaire générale adjointe du haut-commissariat et cheffe de la subdivision administrative des îles Australes ;
- M. Eric Requet, secrétaire général du haut-commissariat.

Art. 4.— Délégation de signature est également consentie à M. Régis Delahais, secrétaire général des subdivisions administratives des îles du Vent et des îles Sous-le-Vent, à l'effet de signer, dans la limite de ses attributions et sous l'autorité du chef des subdivisions, les actes suivants :

- les bordereaux de transmission ;
- les correspondances à l'exclusion de celles adressées aux élus, aux administrations centrales ou aux différentes instances de la Polynésie française ;
- les récépissés de déclaration, de modification des statuts et de dissolution des associations au titre de la loi du 1er juillet 1901 ;
- les congés annuels des fonctionnaires et agents placés sous son autorité ;
- l'engagement et la liquidation, dans la limite de la dotation des subdivisions et dans la limite de 419 euros (50 000 F CFP) pour chaque commande, des opérations de dépenses imputées sur les crédits de fonctionnement déconcentrés des subdivisions, relatives à la gestion administrative des subdivisions, programme 307, action 05 "Fonctionnement courant des préfectures" ;
- dans le cadre de l'instruction des dossiers de demande d'acquisition de la nationalité française, les récépissés de dépôt de dossiers et les demandes d'enquête ;
- dans le cadre des demandes de naturalisation française par mariage, les déclarations de nationalité française et les attestations sur l'honneur de communauté de vie ;
- cotation et paraphe du registre sur lequel sont inscrites les délibérations des conseils municipaux ;
- dans le cadre du contrôle des marchés publics, les correspondances adressées aux communes pour demander des pièces complémentaires et/ou manquantes (attestations, procès-verbaux de commission d'appel d'offres, etc.) ;
- dans le cadre de l'examen des subventions de l'Etat et du Fonds intercommunal de péréquation (FIP), les correspondances adressées aux communes pour demander des pièces complémentaires et/ou manquantes ;
- dans le cadre de la mise en œuvre du dispositif des chantiers de développement local, tous actes et correspondances, dont les conventions et les contrats de participation avec les bénéficiaires du dispositif ;
- dans le cadre de la mise en œuvre des secours délégués par l'Etat au profit des sinistrés des cyclones et catastrophes naturelles, toutes les correspondances et actes courants.

En cas d'absence ou d'empêchement de M. Régis Delahais, la délégation de signature qui lui est consentie sera exercée dans les mêmes conditions par M. Nicolas Delaire.

Art. 5.— Délégation de signature est également consentie à M. Nicolas Delaire, chargé de mission politique de la ville et logement social auprès du chef des subdivisions administratives des îles du Vent et des îles Sous-le-Vent, à l'effet de signer, dans le domaine des attributions figurant à l'article 1er - B, paragraphes 4 "le logement social" et 5 "la politique de la ville" et sous l'autorité du chef des subdivisions, les actes suivants :

- les bordereaux de transmission ;
- les correspondances à l'exclusion de celles adressées aux élus, aux administrations centrales ou aux différentes instances de la Polynésie française.

Art. 6.— Délégation de signature est également consentie à M. Alain Astre, adjoint au chef des subdivisions administratives des îles du Vent et des îles Sous-le-Vent, en poste à la subdivision administrative des îles Sous-le-Vent, à l'effet de signer, dans la limite de ses attributions et sous l'autorité du chef des subdivisions, les actes suivants :

- les bordereaux de transmission ;
- les notes et rapports internes au haut-commissariat sous couvert du chef des subdivisions ;
- les correspondances à l'exclusion de celles adressées aux élus, aux administrations centrales ou aux différentes instances de la Polynésie française ;
- les récépissés de déclaration, de modification des statuts et de dissolution des associations au titre de la loi du 1er juillet 1901 ;
- dans le cadre de l'instruction des dossiers de demande d'acquisition de la nationalité française, les récépissés de dépôt de dossiers et les demandes d'enquête ;
- dans le cadre des demandes de naturalisation française par mariage, les déclarations de nationalité française et les attestations sur l'honneur de communauté de vie ;
- cotation et paraphe du registre sur lequel sont inscrites les délibérations des conseils municipaux ;
- les congés annuels des fonctionnaires et agents de la subdivision administrative des îles Sous-le-Vent ;
- l'engagement et la liquidation, dans la limite de la dotation des subdivisions et dans la limite de 419 euros (50 000 F CFP) pour chaque commande, des opérations de dépenses imputées sur les crédits de fonctionnement déconcentrés des subdivisions, relatives à la gestion administrative des subdivisions, programme 307, action 05 "Fonctionnement courant des préfectures" ;
- dans le cadre du contrôle des marchés publics, les correspondances adressées aux communes pour demander des pièces complémentaires et/ou manquantes ;
- dans le cadre de la mise en œuvre du dispositif des chantiers de développement local, tous actes et correspondances, dont les conventions et les contrats de participation avec les bénéficiaires du dispositif ;
- dans le cadre de la mise en œuvre des secours délégués par l'Etat au profit des sinistrés des cyclones et catastrophes naturelles, toutes les correspondances et actes courants.

En cas d'absence ou d'empêchement de M. Alain Astre, la délégation qui lui est consentie sera exercée, dans la limite de ses attributions, par Mme Corinne Kupper, secrétaire administratif de classe supérieure du corps de l'Etat pour l'administration de la Polynésie française, pour ce qui concerne exclusivement les récépissés de déclaration, de modification des statuts et de dissolution des associations au titre de la loi du 1er juillet 1901.

Art. 7.— Délégation de signature est donnée à M. Fabien Brouquier, chef de la mission d'aide et d'assistance technique (MAAT), dans la limite de ses attributions, à l'effet de signer les actes suivants :

- les bordereaux de transmission, notes et rapports de la MAAT ;
- les diplômes d'Etat en matière de jeunesse et de sports ;



- les actes et décisions relatifs à la désignation des membres du jury d'examen conduisant à la délivrance d'un diplôme d'Etat ;
- les correspondances et tous les actes relatifs à l'organisation et à la publication des examens et concours conduisant à la délivrance d'un diplôme d'Etat ;
- les correspondances courantes relatives à l'instruction des candidatures aux examens et concours conduisant à la délivrance d'un diplôme d'Etat ;
- les conventions de stage de formation conduisant à la délivrance d'un diplôme d'Etat ;
- les correspondances, les bordereaux d'envoi de pièces administratives de gestion courante ;
- l'engagement juridique et la liquidation des crédits délégués par le ministère des affaires sociales et de la santé, budget de l'Etat 256, à l'exclusion des décisions attributives de subvention :
  - programme 124 "conduite et soutien des politiques sanitaires, sociales, du sport, de la jeunesse et de la vie associative" ;
- l'engagement juridique et la liquidation des crédits délégués par le ministère des sports, de la jeunesse, de l'éducation populaire et de la vie associative, budget de l'Etat 252, à l'exclusion des décisions attributives de subvention :
  - programme 163 "jeunesse et vie associative" ;
  - programme 219 "sport" ;
- les actes et décisions relatifs aux engagements juridiques et à la liquidation des crédits mentionnés ci-dessus.

En cas d'absence ou d'empêchement de M. Fabien Brouquier, la délégation qui lui est consentie sera exercée dans les mêmes conditions par M. Steeve Raoulx, inspecteur de la jeunesse et des sports.

Art. 8. — Le secrétaire général du haut-commissariat, le chef des subdivisions administratives des îles du Vent et des îles Sous-le-Vent, la directrice de la réglementation et des affaires juridiques et le directeur des moyens et de la modernisation de l'Etat sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 8 août 2019.  
Dominique SORAIN.

**ARRETE n° HC 407 DMME/BRHT/jc du 8 août 2019 portant délégation de signature à M. Thierry Humbert, chef de la subdivision administrative des îles Marquises.**

Le haut-commissaire de la République  
en Polynésie française,  
chevalier de la Légion d'honneur  
officier de l'ordre national du Mérite,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu le code civil et notamment ses articles 21-25 à 24-59 ;

Vu le décret n° 93-1362 du 30 décembre 1993 relatif aux déclarations de nationalité, aux décisions de naturalisation, de réintégration, de perte, de déchéance et de retrait de la nationalité française modifié et notamment son article 43 ;

Vu le décret n° 2005-1611 du 20 décembre 2005 pris pour l'application du statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu le décret n° 2007-422 du 23 mars 2007 modifié relatif aux pouvoirs du haut-commissaire de la République, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat en Polynésie française ;

Vu le décret du 5 juin 2018 portant nomination de M. Eric Requet, administrateur civil hors classe, en qualité de secrétaire général du haut-commissariat de la République en Polynésie française ;

Vu le décret du 10 juillet 2019 portant nomination de M. Dominique Sorain, préfet hors classe, en qualité de haut-commissaire de la République en Polynésie française ;

Vu l'arrêté du 24 juin 2015 du ministre de l'intérieur portant nomination de M. Thierry Humbert, conseiller d'administration de l'intérieur et de l'outre-mer, en qualité de chef de la subdivision administrative des îles Marquises au haut-commissariat de la République en Polynésie française, à compter du 1er juillet 2015 ;

Vu l'arrêté du 25 mars 2019 du ministre de l'intérieur et de la ministre des outre-mer portant nomination de Mme Cécile Zaplana, sous-préfète hors classe, en qualité de secrétaire générale adjointe du haut-commissariat de la République en Polynésie française, en outre cheffe de la subdivision administrative des îles Australes ;

Vu l'arrêté du 2 avril 2019 du ministre de l'intérieur et de la ministre des outre-mer portant nomination de M. Frédéric Sautron, sous-préfet, en qualité de chef de la subdivision administrative des îles Tuamotu-Gambier ;

Vu la décision n° HC 38 SME/BRHT/vt du 10 février 2009 portant changement d'affectation, reclassement et attribution d'une prime de qualification particulière à M. Gabin Tehapapa, agent contractuel de 2e catégorie, 6e échelon ;

Vu la décision n° HC 58 DRHME/BRHT/ET du 3 mars 2010 portant changement d'affectation de Mme Anne-Marie Guiguen, attachée d'administration de l'Etat, en qualité d'adjointe administrative au chef de la subdivision administrative des îles Marquises ;

Vu l'arrêté n° HC 194 DMME/BRHT/jc du 11 juin 2018 portant organisation des services du haut-commissariat de la République en Polynésie française ;

Sur proposition du secrétaire général du haut-commissariat,

## Arrête :

Article 1er.— Délégation de signature est donnée à M. Thierry Humbert, chef de la subdivision administrative des îles Marquises, pour les affaires relevant de sa compétence territoriale concernant :

## 1° LE CONTROLE ADMINISTRATIF ET LE CONSEIL AUX COMMUNES

M. Thierry Humbert est autorisé à prendre les actes en application des dispositions des articles 9 et 33 du décret n° 2007-422 du 23 mars 2007 modifié relatif aux pouvoirs du haut-commissaire de la République, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat en Polynésie française et du code général des collectivités territoriales pour les matières suivantes :

## A - AFFAIRES COMMUNALES

1° Acceptation des démissions d'adjoints aux maires pour les communes situées dans le ressort de la subdivision administrative des îles Marquises.

## 2° Limites territoriales :

- prescrire l'enquête préalable aux modifications des limites territoriales des communes et au transfert de leurs chefs-lieux prévue à l'article L. 2112-2 du code général des collectivités territoriales ;
- rendre un arrêté instituant la commission syndicale prévue à l'article L. 2112-3 du code général des collectivités territoriales qui doit donner un avis sur tout projet de détachement d'une section de commune ou d'une portion du territoire d'une commune.

## 3° Intercommunalité :

- création et dissolution des établissements publics de coopération intercommunale (EPCI), lorsque les communes intéressées appartiennent toutes à la subdivision des îles Marquises et lorsque les communes intéressées appartiennent à plusieurs subdivisions et que le siège est situé dans une commune de la subdivision des îles Marquises ;
- autorisation d'extension et restriction des compétences et périmètres desdits EPCI ;
- autres modifications statutaires desdits EPCI ;
- décision de création de la commission syndicale prévue à l'article L. 5222-1 du code général des collectivités territoriales lorsque toutes les communes intéressées font partie de la même subdivision administrative ;
- acceptation des démissions de vice-présidents d'EPCI dont le ressort n'excède pas les limites de la subdivision administrative.

## 4° Eau et assainissement :

- arrêté décidant de l'établissement de la servitude prévue à l'article L. 2573-29 du code général des collectivités territoriales.

5° Agrément des agents de police municipale, en application des dispositions de l'article 72 de l'ordonnance n° 2005-10 du 4 janvier 2005 portant statut général des fonctionnaires des communes et des groupements des communes de la Polynésie française ainsi que de leurs établissements publics administratifs.

6° Autorisation de port d'arme des agents de police municipale, en application des articles R. 511-18 et R. 545-1 du code de la sécurité intérieure.

7° Visa des formulaires de demande de carte professionnelle des agents de la police municipale, en application des dispositions des articles L. 511-4 et L. 545-1 du code de la sécurité intérieure.

## B - CONTROLE ADMINISTRATIF

- 1° Substitution aux maires dans les cas prévus par l'article L. 2122-34 du code général des collectivités territoriales ;
- 2° Cotation et paraphe du registre sur lequel sont inscrites les délibérations des conseils municipaux ;
- 3° Contrôle des actes administratifs des sociétés d'économie mixte communales ayant leur siège social dans le ressort de la subdivision administrative, sauf en ce qui concerne la saisine de la chambre territoriale des comptes ;
- 4° Contrôle administratif prévu par les articles 7, 8 et 9 de l'ordonnance n° 2007-1434 du 5 octobre 2007.

## 2° LES ATTRIBUTIONS DE SUBVENTIONS DE L'ETAT IMPUTEES SUR LA DETR ET LE BOP 123

- signer, dans la limite de la dotation de la subdivision, tous documents, y compris les arrêtés et les conventions de financement, portant attribution des subventions de l'Etat imputables sur les crédits du programme 119, action 01, sous-action 06 "Dotation d'équipement des territoires ruraux (DETR)" ;
- signer, dans la limite de la dotation de la subdivision, tous documents, y compris les arrêtés et les conventions de financement, portant attribution des subventions de l'Etat imputables sur les crédits du fonds d'investissement pour le développement économique et social des territoires d'outre-mer (FIDES), programme 123, action 02 "aménagement du territoire", sous-action 04 "conditions de vie outre-mer".

## 3° L'ADMINISTRATION DES SERVICES DE LA SUBDIVISION

- valider les congés annuels et les ordres de déplacement à l'intérieur de la Polynésie française n'excédant pas dix jours, des fonctionnaires et agents placés sous son autorité ;
- engager et liquider, dans la limite de la dotation de la subdivision, les opérations de dépenses imputées sur les crédits de fonctionnement déconcentrés de la subdivision, relatives aux frais inhérents de la résidence et aux frais de représentation - programme 307.



#### 4° LES CHANTIERS DE DEVELOPPEMENT

Dans le cadre de la mise en œuvre du dispositif des chantiers de développement local :

- signer tous actes et correspondances, dont les conventions et les contrats de participation avec les bénéficiaires du dispositif ;
- procéder, dans la limite de la dotation de la subdivision, à l'engagement juridique et à la liquidation des crédits du programme 138, action 2 "Aide à l'insertion et à la qualification professionnelle".

#### 5° LES FONDS DE SECOURS AUX VICTIMES DE CYCLONES ET CATASTROPHES NATURELLES

- signer dans le cadre de la mise en œuvre des secours délégués par l'Etat au profit des sinistrés des cyclones et catastrophes naturelles toutes correspondances et actes courants ;
- procéder, dans la limite de la dotation de la subdivision, à l'engagement juridique et à la liquidation des crédits du programme 161 "Sécurité civile".

#### 6° L'ETAT CIVIL

- conduire l'entretien d'assimilation prévu à l'article 43 du décret n° 93-1362 du 30 décembre 1993 susvisé.

#### 7° L'ACTIVITE REGLEMENTAIRE ET L'ADMINISTRATION GENERALE

- signer les récépissés de déclaration et de modification des statuts des associations au titre de la loi du 1er juillet 1901.

Art. 2.— En cas d'absence ou d'empêchement de M. Thierry Humbert, chef de la subdivision administrative des îles Marquises, la délégation de signature qui lui est consentie sera exercée dans les mêmes conditions par :

- M. Frédéric Sautron, chef de la subdivision administrative des îles Tuamotu-Gambier ;
- M. Eric Requet, secrétaire général du haut-commissariat ;
- Mme Cécile Zaplana, secrétaire générale adjointe du haut-commissariat et cheffe de la subdivision administrative des îles Australes.

Art. 3.— En cas d'absence ou d'empêchement de M. Thierry Humbert, chef de la subdivision administrative des îles Marquises, la délégation de signature qui lui est consentie sera exercée dans les mêmes conditions par Mme Anne-Marie Guiguen, adjointe au chef de la subdivision, à l'exclusion des correspondances adressées aux élus, aux administrations centrales ou aux instances de la Polynésie française.

Art. 4.— En cas d'absence ou d'empêchement de Mme Anne-Marie Guiguen, adjointe au chef de la subdivision, la délégation de signature consentie à M. Thierry Humbert sera exercée dans les mêmes conditions par

M. Gabin Tehaapapa, responsable de l'assistance technique aux communes de la subdivision, dans la limite de ses attributions et à l'effet de signer les documents suivants :

- les bordereaux de transmission, notes et rapports internes au haut-commissariat ;
- les correspondances à l'exclusion de celles adressées aux élus, aux administrations centrales ou aux différentes instances de la Polynésie française autres que les bordereaux d'envoi de pièces administratives ;
- les chantiers de développement local ;
- les récépissés de déclaration et de modification des statuts des associations au titre de la loi du 1er juillet 1901.

Art. 5.— Le secrétaire général du haut-commissariat, le chef de la subdivision administrative des îles Marquises, la directrice de la réglementation et des affaires juridiques et le directeur des moyens et de la modernisation de l'Etat sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 8 août 2019.

Dominique SORAIN.

#### ARRETE n° HC 408 DMME/BRHT/jc du 8 août 2019 portant délégation de signature à M. Frédéric Sautron, chef de la subdivision administrative des îles Tuamotu et Gambier.

Le haut-commissaire de la République  
en Polynésie française,  
chevalier de la Légion d'honneur  
officier de l'ordre national du Mérite,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'ordonnance n° 2000-372 du 26 avril 2000 relative aux conditions d'entrée et de séjour des étrangers en Polynésie française, ensemble le décret n° 2001-633 du 17 juillet 2001 et l'arrêté du même jour ;

Vu l'ordonnance n° 2005-10 du 4 janvier 2005 portant statut général des fonctionnaires des communes et des groupements des communes de la Polynésie française ainsi que de leurs établissements publics administratifs, notamment son article 72 ;

Vu l'ordonnance n° 2007-1434 du 5 octobre 2007 portant extension des première, deuxième et cinquième parties du code général des collectivités territoriales aux communes de la Polynésie française, à leurs groupements et à leurs établissements publics ;

Vu l'ordonnance n° 2008-858 du 28 août 2008 portant diverses dispositions d'adaptation du droit de l'outre-mer ;

Vu le décret n° 72-407 du 17 mai 1972 portant création des communes dans le territoire de la Polynésie française ;

Vu le décret n° 2005-1611 du 20 décembre 2005 pris pour l'application du statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu le décret n° 2007-422 du 23 mars 2007 modifié relatif aux pouvoirs du haut-commissaire de la République, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat en Polynésie française ;

Vu le décret du 10 juillet 2019 portant nomination de M. Dominique Sorain, préfet hors classe, en qualité de haut-commissaire de la République en Polynésie française ;

Vu l'arrêté du 13 juin 2016 du ministre de l'intérieur portant nomination de M. Raymond Yeddou, sous-préfet hors classe, en qualité de chef des subdivisions administratives des îles du Vent et des îles Sous-le-Vent en Polynésie française ;

Vu l'arrêté du 20 juin 2018 du ministre de l'intérieur portant nomination de M. Christophe Deschamps, sous-préfet hors cadre, en qualité de directeur de cabinet du haut-commissaire de la République en Polynésie française ;

Vu l'arrêté du 25 mars 2019 du ministre de l'intérieur et de la ministre des outre-mer portant nomination de Mme Cécile Zaplana, sous-préfète hors classe, en qualité de secrétaire générale adjointe du haut-commissariat de la République en Polynésie française, en outre cheffe de la subdivision administrative des îles Australes ;

Vu l'arrêté du 2 avril 2019 du ministre de l'intérieur et de la ministre des outre-mer portant nomination de M. Frédéric Sautron, sous-préfet, en qualité de chef de la subdivision administrative des îles Tuamotu et Gambier ;

Vu la décision n° HC 617 DMME/BRHT/am du 15 décembre 2016 portant changement d'affectation de Mme Françoise Holozet-Howan, secrétaire administratif de classe supérieure du corps d'Etat pour l'administration de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° HC 194 DMME/BRHT/jc du 11 juin 2018 portant organisation des services du haut-commissariat de la République en Polynésie française ;

Sur proposition du secrétaire général du haut-commissariat,

Arrête :

Article 1er.— Délégation de signature est donnée à M. Frédéric Sautron, chef de la subdivision administrative des îles Tuamotu et Gambier, concernant :

# 1° LE CONTROLE ADMINISTRATIF ET LE CONSEIL AUX COMMUNES

M. Frédéric Sautron est autorisé à prendre les actes en application des dispositions des articles 9 et 33 du décret n° 2007-422 du 23 mars 2007 modifié relatif aux pouvoirs du haut-commissaire de la République, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat en Polynésie française et du code général des collectivités territoriales pour les matières suivantes :

## A - AFFAIRES COMMUNALES

1° Acceptation des démissions d'adjoints aux maires pour les communes situées dans le ressort de la subdivision administrative des îles Tuamotu et Gambier.

2° Limites territoriales :

- prescrire l'enquête préalable aux modifications des limites territoriales des communes et au transfert de leurs chefs-lieux prévue à l'article L. 2112-2 du code général des collectivités territoriales ;
- prendre un arrêté instituant la commission syndicale prévue à l'article L. 2112-3 du code général des collectivités territoriales qui doit donner un avis sur tout projet de détachement d'une section de commune ou d'une portion du territoire d'une commune.

3° Intercommunalité :

- création et dissolution des établissements publics de coopération intercommunale (EPCI), lorsque les communes intéressées appartiennent toutes à la subdivision des îles Tuamotu et Gambier et lorsque les communes intéressées appartiennent à plusieurs subdivisions et que le siège est situé dans une commune de la subdivision des îles Tuamotu et Gambier ;
- autorisation d'extension et restriction des compétences et périmètres desdits EPCI ;
- autres modifications statutaires desdits EPCI ;
- décision de création de la commission syndicale prévue à l'article L. 5222-1 du code général des collectivités territoriales lorsque toutes les communes intéressées font partie de la même subdivision administrative ;
- acceptation des démissions de vice-présidents d'EPCI dont le ressort n'excède pas les limites de la subdivision administrative.

4° Eau et assainissement :

- arrêté décidant de l'établissement de la servitude prévue à l'article L. 2573-29 du code général des collectivités territoriales.

5° Agrément des agents de police municipale, en application des dispositions de l'article 72 de l'ordonnance n° 2005-10 du 4 janvier 2005 portant statut général des fonctionnaires des communes et des groupements des communes de la Polynésie française ainsi que de leurs établissements publics administratifs.

6° Autorisation de port d'arme des agents de police municipale, en application des articles R. 511-18 et R. 545-1 du code de la sécurité intérieure.

## B - CONTROLE ADMINISTRATIF

- 1° Substitution aux maires dans les cas prévus par l'article L. 2122-34 du code général des collectivités territoriales ;
- 2° Cotation et paraphe du registre sur lequel sont inscrites les délibérations des conseils municipaux ;



- 3° Contrôle des actes administratifs des sociétés d'économie mixte communales ayant leur siège social dans le ressort de la subdivision administrative, sauf en ce qui concerne la saisine de la chambre territoriale des comptes ;
- 4° Contrôle administratif prévu par les articles 7, 8 et 9 de l'ordonnance n° 2007-1434 du 5 octobre 2007.

## 2° LES ATTRIBUTIONS DE SUBVENTIONS DE L'ETAT IMPUTEES SUR LA DETR ET LE BOP 123

- signer, dans la limite de la dotation de la subdivision, tous documents, y compris les arrêtés et les conventions de financement, portant attribution des subventions de l'Etat imputables sur les crédits du programme 119, action 01, sous action 06 " Dotation d'équipements des territoires ruraux" ;
- signer, dans la limite de la dotation de la subdivision, tous documents, y compris les arrêtés et les conventions de financement, portant attribution des subventions de l'Etat imputables sur les crédits du programme 123, action 02, sous action 04 "Conditions de vie outre-mer".

## 3° L'ADMINISTRATION DES SERVICES DE LA SUBDIVISION

- valider les congés annuels et les ordres de déplacement à l'intérieur de la Polynésie française n'excédant pas dix jours, des fonctionnaires et agents placés sous son autorité ;
- engager et liquider, dans la limite de la dotation de la subdivision, les opérations de dépenses imputées sur les crédits de fonctionnement déconcentrés de la subdivision, aux frais inhérents de la résidence et aux frais de représentation - programme 307.

## 4° LES CHANTIERS DE DEVELOPPEMENT

Dans le cadre de la mise en œuvre du dispositif des chantiers de développement local :

- signer tous actes et correspondances, dont les conventions et les contrats de participation avec les bénéficiaires du dispositif ;
- procéder, dans la limite de la dotation de la subdivision, à l'engagement juridique et à la liquidation des crédits du programme 138 - action 02 "Aide à l'insertion et à la qualification professionnelle".

## 5° LES FONDS DE SECOURS AUX VICTIMES DE CYCLONES ET CATASTROPHES NATURELLES

- signer dans le cadre de la mise en œuvre des secours délégués par l'Etat au profit des sinistrés des cyclones et catastrophes naturelles toutes correspondances et actes courants ;
- procéder, dans la limite de la dotation de la subdivision, à l'engagement juridique et à la liquidation des crédits du programme 161 "Sécurité civile".

## 6° LA SECURITE NUCLEAIRE

- signer au nom de l'Etat les conventions de délégation de maîtrise d'ouvrage avec les propriétaires privés bénéficiaires des travaux de démantèlement des anciens ouvrages implantés sur leurs parcelles par l'ex-Dircen ainsi que, le cas échéant, pour signer les actes d'exécution de ces conventions.

Art. 2.— En cas d'absence ou d'empêchement de M. Frédéric Sautron, chef de la subdivision administrative des îles Tuamotu et Gambier, la délégation de signature détaillée à l'article 1er sera exercée dans les mêmes conditions par :

- M. Christophe Deschamps, directeur de cabinet du haut-commissaire de la République en Polynésie française ;
- Mme Cécile Zaplana, secrétaire générale adjointe du haut-commissariat et cheffe de la subdivision administrative des îles Australes ;
- M. Raymond Yeddou, chef des subdivisions administratives des îles du Vent et des îles Sous-le-Vent.

Art. 3.— Dans le cadre des services de permanence, M. Frédéric Sautron, chef de la subdivision administrative des îles Tuamotu et Gambier, reçoit délégation de signature à l'effet de signer toutes décisions nécessitées par une situation d'urgence et notamment :

- les actes communaux de l'ensemble des communes ;
- les arrêtés pris en application de la loi n° 2013-869 du 27 septembre 2013 modifiant certaines dispositions issues de la loi n° 2011-803 du 5 juillet 2011 relative aux droits et à la protection des personnes faisant l'objet de soins psychiatriques et aux modalités de leur prise en charge ;
- les obligations de quitter le territoire français, les arrêtés d'expulsion, les placements en rétention administrative, les ouvertures du local de rétention administrative et les autorisations provisoires de séjour prévues dans l'ordonnance n° 2000-372 du 26 avril 2000, du décret n° 2001-633 du 17 juillet 2001 et de l'arrêté du 17 juillet 2001 susvisés ;
- les autorisations de transfert des restes mortels en dehors de la Polynésie française ;
- les passeports délivrés aux ressortissants français ;
- les demandes d'emploi des hélicoptères adressées au Centre opérationnel de Tahiti (COT).

Au titre de cette permanence, M. Frédéric Sautron est autorisé à valider les actes des communes nécessités par une situation d'urgence.

Art. 4.— En cas d'absence ou d'empêchement de M. Frédéric Sautron, chef de la subdivision administrative des îles Tuamotu et Gambier, la délégation de signature qui lui est consentie sera exercée par Mme Françoise Holozet-Howan, adjointe au chef de la subdivision administrative des îles Tuamotu et Gambier, dans la limite de ses attributions, pour les documents suivants :

- les bordereaux de transmission, notes et rapports internes au haut-commissariat ;

- les correspondances à l'exclusion de celles adressées aux élus, aux administrations centrales ou aux différentes instances de la Polynésie française autres que les bordereaux d'envoi de pièces administratives.

Art. 5.— Le secrétaire général du haut-commissariat, le chef de la subdivision administrative des îles Tuamotu et Gambier, la directrice de la réglementation et des affaires juridiques et le directeur des moyens et de la modernisation de l'Etat sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 8 août 2019.

Dominique SORAIN.

**ARRETE n° HC 409 DMME/BRHT/jc du 8 août 2019 portant délégation de signature à Mme Cécile Zaplana, secrétaire générale adjointe du haut-commissariat de la République en Polynésie française, cheffe de la subdivision administrative des îles Australes.**

Le haut-commissaire de la République  
en Polynésie française,  
chevalier de la Légion d'honneur  
officier de l'ordre national du Mérite,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'ordonnance n° 2000-372 du 26 avril 2000 relative aux conditions d'entrée et de séjour des étrangers en Polynésie française, ensemble le décret n° 2001-633 du 17 juillet 2001 et l'arrêté du même jour ;

Vu l'ordonnance n° 2007-1434 du 5 octobre 2007 portant extension des première, deuxième et cinquième parties du code général des collectivités territoriales aux communes de la Polynésie française, à leurs groupements et à leurs établissements publics ;

Vu le décret n° 72-407 du 17 mai 1972 portant création des communes dans le territoire de la Polynésie française ;

Vu le décret n° 2005-1611 du 20 décembre 2005 pris pour l'application du statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu le décret n° 2007-422 du 23 mars 2007 modifié relatif aux pouvoirs du haut-commissaire de la République, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat en Polynésie française ;

Vu le décret du 5 juin 2018 portant nomination de M. Eric Requet, administrateur civil hors classe, en qualité de secrétaire général du haut-commissariat de la République en Polynésie française ;

Vu le décret du 10 juillet 2019 portant nomination de M. Dominique Sorain, préfet hors classe, en qualité de haut-commissaire de la République en Polynésie française ;

Vu l'arrêté du 13 juin 2016 du ministre de l'intérieur portant nomination de M. Raymond Yeddou, sous-préfet hors classe, en qualité de chef des subdivisions administratives des îles du Vent et des îles Sous-le-Vent en Polynésie française ;

Vu l'arrêté du 25 mars 2019 du ministre de l'intérieur et de la ministre des outre-mer portant nomination de Mme Cécile Zaplana, sous-préfète hors classe, en qualité de secrétaire générale adjointe du haut-commissariat de la République en Polynésie française, en outre cheffe de la subdivision administrative des îles Australes ;

Vu l'arrêté du 2 avril 2019 du ministre de l'intérieur et de la ministre des outre-mer portant nomination de M. Frédéric Sautron, sous-préfet, en qualité de chef de la subdivision administrative des îles Tuamotu-Gambier en Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° HC 55 DRHME/BRHT/MJA du 26 janvier 2011 portant changement d'affectation de Mme Isabelle Tchang, secrétaire administratif de classe normale du CEAPF, en qualité d'adjointe administrative du chef de la subdivision administrative des îles Australes ;

Vu l'arrêté n° HC 194 DMME/BRHT/jc du 11 juin 2018 portant organisation des services du haut-commissariat de la République en Polynésie française ;

Sur proposition du secrétaire général du haut-commissariat,

Arrête :

**Article 1er. — DELEGATION DE SIGNATURE EN TANT QUE SECRETAIRE GENERALE ADJOINTE**

Délégation de signature est donnée à Mme Cécile Zaplana, secrétaire générale adjointe du haut-commissariat de la République en Polynésie française, pour les arrêtés, décisions, circulaires, rapports, correspondances et documents dans le cadre des attributions suivantes :

- la suppléance du secrétaire général du haut-commissariat en son absence ;
- le pilotage des services de l'Etat pour les matières suivantes : pêche et mer, agriculture, environnement, tourisme, recherche, affaires sociales, culture et numérique. A ce titre, elle participe directement à la mise en œuvre des concours financiers de l'Etat en liaison avec la Polynésie française ainsi qu'au contrôle de leur emploi ;
- la mise en œuvre de la loi organique relative aux lois de finances du 1er août 2001.



## Art. 2.— DELEGATION DE SIGNATURE EN TANT QUE CHEFFE DE SUBDIVISION

Délégation de signature est donnée à Mme Cécile Zaplana, cheffe de la subdivision administrative des îles Australes, pour les affaires relevant de sa compétence territoriale concernant :

### 1° LE CONTROLE ADMINISTRATIF ET LE CONSEIL AUX COMMUNES

Mme Cécile Zaplana est autorisée à prendre les actes en application des dispositions des articles 9 et 33 du décret n° 2007-422 du 23 mars 2007 modifié relatif aux pouvoirs du haut-commissaire de la République, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat en Polynésie française et du code général des collectivités territoriales pour les matières suivantes :

#### A - AFFAIRES COMMUNALES

1° Acceptation des démissions d'adjoints aux maires pour les communes situées dans le ressort de la subdivision administrative des îles Australes.

#### 2° Limites territoriales :

- prescrire l'enquête publique préalable aux modifications des limites territoriales des communes et au transfert de leurs chefs-lieux prévue à l'article L. 2112-2 du code général des collectivités territoriales ;
- prendre un arrêté instituant la commission syndicale prévue à l'article L. 2112-3 du code général des collectivités territoriales qui doit donner un avis sur tout projet de détachement d'une section de commune ou d'une portion du territoire d'une commune.

#### 3° Intercommunalité :

- création et dissolution des établissements publics de coopération intercommunale (EPCI), lorsque les communes intéressées appartiennent toutes à la subdivision des îles Australes et lorsque les communes intéressées appartiennent à plusieurs subdivisions et que le siège est situé dans une commune de la subdivision des îles Australes ;
- autorisation d'extension et restriction des compétences et périmètres desdits EPCI ;
- autres modifications statutaires desdits EPCI ;
- décision de création de la commission syndicale prévue à l'article L. 5222-1 du code général des collectivités territoriales lorsque toutes les communes intéressées font partie de la même subdivision administrative ;
- acceptation des démissions de vice-présidents d'EPCI dont le ressort n'excède pas les limites de la subdivision administrative.

#### 4° Eau et assainissement :

- arrêté décidant de l'établissement de la servitude prévue à l'article L. 2573-29 du code général des collectivités territoriales.

5° Agrément des agents de police municipale, en application des dispositions de l'article L. 545- 2 du code de la sécurité intérieure.

6° Autorisation de port d'arme des agents de police municipale, en application des articles R. 511-18 et R. 545-1 du code de la sécurité intérieure.

### B - CONTROLE ADMINISTRATIF

- 1° Substitution aux maires dans les cas prévus par l'article L. 2122-34 du code général des collectivités territoriales ;
- 2° Cotation et paraphe du registre sur lequel sont inscrites les délibérations des conseils municipaux ;
- 3° Contrôle des actes administratifs des sociétés d'économie mixte communales ayant leur siège social dans le ressort de la subdivision administrative, sauf en ce qui concerne la saisine de la chambre territoriale des comptes ;
- 4° Contrôle administratif prévu par les articles 7, 8 et 9 de l'ordonnance n° 2007-1434 du 5 octobre 2007.

### 2° LES ATTRIBUTIONS DE SUBVENTIONS DE L'ETAT IMPUTEES SUR LA DETR ET LE BOP 123

- signer, dans la limite de la dotation de la subdivision, tous documents, y compris les arrêtés et les conventions de financement, portant attribution des subventions de l'Etat imputables sur les crédits du programme 119 - action 01 - sous-action 06 "Dotation d'équipement des territoires ruraux (DETR)" ;
- signer, dans la limite de la dotation de la subdivision, tous documents, y compris les arrêtés et les conventions de financement, portant attribution des subventions de l'Etat imputables sur les crédits du programme 123 - action 02, sous-action 04 "Conditions de vie outre-mer".

### 3° L'ADMINISTRATION DES SERVICES DE LA SUBDIVISION

- valider les congés annuels et les ordres de déplacement à l'intérieur de la Polynésie française n'excédant pas dix jours, des fonctionnaires et agents placés sous son autorité ;
- engager et liquider, dans la limite de la dotation de la subdivision, les opérations de dépenses imputées sur les crédits de fonctionnement déconcentrés de la subdivision, relatives aux frais inhérents de la résidence et aux frais de représentation - programme 307.

### 4° LES CHANTIERS DE DEVELOPPEMENT

Dans le cadre de la mise en œuvre du dispositif des chantiers de développement local :

- signer tous actes et correspondances, dont les conventions et les contrats de participation avec les bénéficiaires du dispositif ;
- procéder, dans la limite de la dotation de la subdivision, à l'engagement juridique et à la liquidation des crédits du programme 138, action 02 "Aide à l'insertion et à la qualification professionnelle".

## 5° LES FONDS DE SECOURS AUX VICTIMES DE CYCLONES ET CATASTROPHES NATURELLES

- signer dans le cadre de la mise en œuvre des secours délégués par l'Etat au profit des sinistrés des cyclones et catastrophes naturelles toutes correspondances et actes courants ;
- procéder, dans la limite de la dotation de la subdivision, à l'engagement juridique et à la liquidation des crédits du programme 161 "Sécurité civile".

Art. 3.— En cas d'absence ou d'empêchement de Mme Cécile Zaplana, cheffe de la subdivision administrative des îles Australes, la délégation de signature qui lui est consentie sera exercée dans les mêmes conditions par :

- M. Eric Requet, secrétaire général du haut-commissariat ;
- M. Frédéric Sautron, chef de la subdivision administrative des îles Tuamotu-Gambier ;
- M. Raymond Yeddou, chef des subdivisions administratives des îles du Vent et des îles Sous-le-Vent.

Art. 4.— En cas d'absence ou d'empêchement de Mme Cécile Zaplana, cheffe de la subdivision administrative des îles Australes, la délégation de signature qui lui est consentie à l'article 2 sera exercée dans les mêmes conditions par Mme Isabelle Tchang, adjointe à la cheffe de la subdivision administrative des îles Australes, à l'exclusion des correspondances adressées aux élus, aux administrations centrales ou aux instances de la Polynésie française.

Art. 5.— Dans le cadre des services de permanence, Mme Cécile Zaplana, secrétaire générale adjointe du haut-commissariat de la République en Polynésie française, reçoit délégation de signature à l'effet de signer ou de rendre exécutoires toutes décisions nécessitées par une situation d'urgence et notamment :

- les actes communaux de l'ensemble des communes ;
- les arrêtés pris en application de la loi n° 2013-869 du 27 septembre 2013 modifiant certaines dispositions issues de la loi n° 2011-803 du 5 juillet 2011 relative aux droits et à la protection des personnes faisant l'objet de soins psychiatriques et aux modalités de leur prise en charge ;
- les obligations de quitter le territoire français, les arrêtés d'expulsion, les placements en rétention administrative, les ouvertures du local de rétention administrative et les autorisations provisoires de séjour prévues dans l'ordonnance n° 2000-372 du 26 avril 2000, le décret n° 2001-633 du 17 juillet 2001 et l'arrêté du 17 juillet 2001 susvisés ;
- les autorisations de transfert des restes mortels en dehors de la Polynésie française ;
- les passeports délivrés aux ressortissants français ;
- les demandes d'emploi des hélicoptères adressées au Centre opérationnel de Tahiti (COT).

Au titre de cette permanence, Mme Cécile Zaplana est autorisée à valider les actes des communes nécessités par une situation d'urgence.

Art. 6.— Le secrétaire général du haut-commissariat, la secrétaire générale adjointe, cheffe de la subdivision des îles Australes, la directrice de la réglementation et des affaires juridiques et le directeur des moyens et de la modernisation de l'Etat sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 8 août 2019.

Dominique SORAIN.

**ARRETE n° HC 410 DMME/BRHT/jc du 8 août 2019 portant délégation de signature à M. Christophe Deschamps, directeur de cabinet du haut-commissaire de la République en Polynésie française.**

Le haut-commissaire de la République  
en Polynésie française,  
chevalier de la Légion d'honneur  
officier de l'ordre national du Mérite,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'ordonnance n° 2000-372 du 26 avril 2000 relative aux conditions d'entrée et de séjour des étrangers en Polynésie française, ensemble le décret n° 2001-633 du 17 juillet 2001 et l'arrêté du même jour ;

Vu l'ordonnance n° 2008-858 du 28 août 2008 portant diverses dispositions d'adaptation du droit de l'outre-mer ;

Vu le décret n° 2005-1611 du 20 décembre 2005 pris pour l'application du statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu le décret n° 2007-422 du 23 mars 2007 modifié relatif aux pouvoirs du haut-commissaire de la République, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat en Polynésie française ;

Vu le décret du 5 juin 2018 portant nomination de M. Eric Requet, administrateur civil hors classe, en qualité de secrétaire général du haut-commissariat de la République en Polynésie française ;

Vu le décret du 10 juillet 2019 portant nomination de M. Dominique Sorain, préfet hors classe, en qualité de haut-commissaire de la République en Polynésie française ;

Vu l'arrêté du 13 juin 2016 du ministre de l'intérieur portant nomination de M. Raymond Yeddou, sous-préfet hors classe, en qualité de chef des subdivisions administratives des îles du Vent et des îles Sous-le-Vent en Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 18/0137-A du 24 janvier 2018 portant mutation de Mme Titaina Trillon, attaché d'administration de l'Etat, au haut-commissariat de la République en



Polynésie française à compter du 1er mars 2018 pour une durée de deux ans ;

Vu l'arrêté du 2 mai 2018 plaçant M. Stéphane Clerc, lieutenant-colonel de sapeurs-pompiers, en position de détachement auprès de l'Etat en qualité de directeur adjoint de la protection civile de la Polynésie française, à compter du 14 mai 2018 ;

Vu l'arrêté du 30 mai 2018 portant détachement de M. Pierre Masson, colonel de sapeurs-pompiers, en qualité de directeur de la protection civile auprès du haut-commissariat de la République en Polynésie française, à compter du 1er septembre 2017 ;

Vu l'arrêté du 20 juin 2018 du ministre de l'intérieur portant nomination de M. Christophe Deschamps, sous-préfet hors cadre, en qualité de directeur de cabinet du haut-commissaire de la République en Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 18/1620-A du 2 octobre 2018 portant détachement de Mme Anne-Laure Dautry, directrice des services pénitentiaires, au haut-commissariat de la République en Polynésie française sur un poste d'attaché d'administration de l'Etat à compter du 1er octobre 2018 ;

Vu l'arrêté du 2 avril 2019 du ministre de l'intérieur et de la ministre des outre-mer portant nomination de M. Frédéric Sautron, sous-préfet, en qualité de chef de la subdivision administrative des îles Tuamotu-Gambier en Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° HC 194 DMME/BRHT/jc du 11 juin 2018 portant organisation des services du haut-commissariat de la République en Polynésie française ;

Vu la décision n° HC 102 DMME/BRHT/A du 1er mars 2018 portant affectation de Mme Titaina Trillon, attachée d'administration de l'Etat, au cabinet en qualité d'adjointe au directeur du cabinet, chef du bureau des relations internationales et de la représentation de l'Etat à compter du 1er mars 2018 ;

Vu la décision n° HC 334 DMME/BRHT/A du 1er octobre 2018 portant affectation de Mme Anne-Laure Dautry, directrice des services pénitentiaires, au cabinet en qualité de chef du service des sécurités ;

Vu l'ordre de mutation individuel du 19 juin 2016 concernant l'affectation de M. Pierre Michel, chef de bataillon, au sein du haut-commissariat de la République en Polynésie française ;

Sur proposition du secrétaire général du haut-commissariat,

Arrête :

Article 1er.— Délégation de signature est donnée à M. Christophe Deschamps, directeur de cabinet du haut-commissaire de la République en Polynésie française, à l'effet de signer au nom du haut-commissaire, les actes, arrêtés, décisions, correspondances administratives et notes de

services, dans les domaines relevant des attributions du cabinet et des services qui lui sont rattachés, figurant dans l'arrêté du 11 juin 2018 susvisé :

#### 1° AU TITRE DE L'ADMINISTRATION DU CABINET :

- les correspondances et actes courants adressés à l'ensemble des services de l'Etat et des collectivités de la Polynésie française ;
- les actes relatifs à la communication de l'Etat ;
- les arrêtés portant composition et appel des classes pris en application des dispositions du code du service national ;
- les bons de commande des travaux nécessaires à l'entretien de la résidence du directeur de cabinet ainsi que du renouvellement du matériel qui y est affecté dans la limite des crédits délégués du BOP 307.

#### 2° AU TITRE DE SECRETAIRE GENERAL ADJOINT DE L'ADMINISTRATION DE LA POLICE :

- les actes et arrêtés relatifs aux instances consultatives locales des services de police ;
- les actes, arrêtés et agréments relatifs aux recrutements ;
- les actes disciplinaires et de notation des personnels des services de police ;
- les demandes d'engagement et de paiement des dépenses (hors dépenses de personnel) sur les programmes suivants :
  - 152 "Gendarmerie nationale" dans les domaines suivants : IFCR et remboursements de frais médicaux ;
  - 176 "Police nationale" ;
  - 216 "Conduite et pilotage des politiques de l'intérieur" ;
  - 303 "Immigration et asile".

Ces dépenses, d'un montant inférieur à 60 000 euros, sont imputées sur le budget de l'Etat du ministère de l'intérieur ;

- les états et attestations de service fait relatifs à la paie et aux indemnités de toutes natures supplémentaires au traitement de base des personnels du secrétariat général pour l'administration de la police, des services de police de la police nationale et des personnels civils de la gendarmerie nationale en fonction en Polynésie française sur le budget du ministère de l'intérieur, programmes 152 et 176.

#### 3° AU TITRE DU FONCTIONNEMENT DE LA DIRECTION DE LA PROTECTION CIVILE :

- les actes et arrêtés relatifs aux actions de cette direction ;
- les arrêtés ouvrant les sessions d'examen pour l'admission aux différents brevets et spécialisations concernant le secourisme et la protection civile ;
- les arrêtés portant désignation des jurys concernant les examens visés ;
- les arrêtés fixant les résultats des examens précités ;
- les demandes d'engagement et de paiement des dépenses de la direction de la protection civile imputables au programme 161 - "sécurité civile" du ministère de l'intérieur ;

- les demandes d'emploi des hélicoptères Dauphin N3 adressées aux forces armées en Polynésie française, en qualité d'autorité de coordination interministérielle.

#### 4° AU TITRE DU FONCTIONNEMENT DU SERVICE DES SECURITES :

- les demandes de renfort des unités de forces mobiles (UFM) ;
- les arrêtés pris en application de la loi n° 2013-869 du 27 septembre 2013 modifiant certaines dispositions issues de la loi n° 2011-803 du 5 juillet 2011 relative aux droits et à la protection des personnes faisant l'objet de soins psychiatriques et aux modalités de leur prise en charge ;
- les dérogations prises en application de l'arrêté du 29 décembre 2011 relatif aux documents et visas exigés pour l'entrée des étrangers sur le territoire de la Polynésie française ;
- les arrêtés portant autorisation des systèmes de vidéo-protection ;
- les arrêtés relatifs à la sûreté portuaire et aéroportuaire ;
- les sanctions administratives pour manquements aux règles de sûreté aéroportuaire à l'encontre de personnes physiques et morales ;
- les actes relatifs à l'animation des actions de prévention de la délinquance en Polynésie française et les demandes d'engagement et de paiement des crédits du programme 122 relatifs au fonds interministériel de prévention de la délinquance ;
- les actes relatifs à l'animation des actions de sécurité routière en Polynésie française et les demandes d'engagement et de paiement des crédits du programme 207 "sécurité et éducation routières" ;
- les actes relatifs à l'animation des actions de lutte contre la drogue et la toxicomanie en Polynésie française et les demandes d'engagement et de paiement des crédits du programme 129 "coordination du travail gouvernemental" ;
- les demandes d'engagement et de paiement des crédits du programme 137 "égalité entre les femmes et les hommes".

#### 5° AU TITRE DU FONCTIONNEMENT DU BUREAU DES RELATIONS INTERNATIONALES ET DE LA REPRESENTATION DE L'ETAT :

- les correspondances diplomatiques ;
- les actes et arrêtés relatifs à l'administration de l'île de Clipperton ;
- les actes relatifs à l'animation des relations diplomatiques du haut-commissariat ;
- les actes relatifs à l'animation et l'organisation du bureau des relations internationales et de la représentation de l'Etat ;
- les demandes de concours de moyens militaires ;
- les expulsions foncières et locatives et l'octroi de la force publique y afférant ;
- les notes internes ou à l'attention des autorités centrales concernant l'actualité politique, économique, sociale et culturelle en Polynésie française ;
- les demandes d'engagement et de paiement des crédits du programme 209 relatifs au fonds de coopération économique, sociale et culturelle pour le Pacifique.

Art. 2.— Dans le cadre des services de permanence, M. Christophe Deschamps, directeur de cabinet du haut-commissaire de la République en Polynésie française, reçoit délégation de signature pour toutes décisions nécessitées par une situation d'urgence et notamment :

- les obligations de quitter le territoire français, les arrêtés d'expulsion, les placements en rétention administrative, les ouvertures du local de rétention administrative et les autorisations provisoires de séjour prévues dans l'ordonnance n° 2000-372 du 26 avril 2000, le décret n° 2001-633 du 17 juillet 2001 et l'arrêté du 17 juillet 2001 susvisés ;
- les autorisations de transfert des restes mortels en dehors de la Polynésie française ;
- les passeports délivrés aux ressortissants français.

Au titre de cette permanence, M. Christophe Deschamps est autorisé à valider les actes des communes nécessités par une situation d'urgence.

Art. 3.— En cas d'absence ou d'empêchement de M. Christophe Deschamps, directeur de cabinet du haut-commissaire de la République en Polynésie française, la délégation de signature qui lui est consentie sera exercée dans les mêmes conditions par :

- M. Raymond Yeddou, chef des subdivisions administratives des îles du Vent et des îles Sous-le-Vent en Polynésie française ;
- M. Frédéric Sautron, chef de la subdivision administrative des îles Tuamotu-Gambier en Polynésie française ;
- M. Eric Requet, secrétaire général du haut-commissariat.

Art. 4.— Délégation de signature est également consentie à Mme Titaina Trillon, adjointe au directeur de cabinet, chef du bureau des relations internationales et de la représentation de l'Etat, à l'effet de signer, dans la limite de ses attributions et sous l'autorité du directeur de cabinet du haut-commissaire, les actes suivants :

- les actes relatifs à l'animation et l'organisation du bureau des relations internationales et de la représentation de l'Etat ;
- les notes internes ou à l'attention des autorités centrales concernant l'actualité politique, économique, sociale et culturelle en Polynésie française ;
- les correspondances et actes courants adressés à l'ensemble des services de l'Etat et des collectivités de la Polynésie française à l'exception des correspondances diplomatiques ;
- les expulsions foncières et locatives et l'octroi de la force publique y afférant ;
- les demandes de concours de moyens militaires ;
- les demandes d'engagement et de paiement des dépenses de fonctionnement allouées au bureau des relations internationales et de la représentation de l'Etat ;
- les actes et arrêtés relatifs à l'administration de l'île de Clipperton ;
- les actes relatifs à l'animation des relations diplomatiques du haut-commissariat ;



- les actes relatifs à la communication de l'Etat ;
- les demandes d'engagement et de paiement des crédits du programme 209 relatifs au fonds de coopération économique, sociale et culturelle pour le Pacifique.

En cas d'absence ou d'empêchement de Mme Titaina Trillon, adjointe au directeur de cabinet, chef du bureau des relations internationales et de la représentation de l'Etat, la délégation de signature qui lui est consentie sera exercée dans les mêmes conditions par Mme Anne-Laure Dautry, chef du service des sécurités.

Art. 5. — Délégation de signature est également consentie à Mme Anne-Laure Dautry, chef du service des sécurités, à l'effet de signer, dans la limite de ses attributions et sous l'autorité du directeur de cabinet du haut-commissaire, les actes suivants :

- les actes relatifs à l'animation des actions de prévention de la délinquance en Polynésie française et les demandes d'engagement et de paiement des crédits du programme 122 relatifs au fonds interministériel de prévention de la délinquance ;
- les actes relatifs à l'animation des actions de sécurité routière en Polynésie française et les demandes d'engagement et de paiement des crédits du programme 207 "sécurité et éducation routières" ;
- les actes relatifs à l'animation des actions de lutte contre la drogue et la toxicomanie en Polynésie française et les demandes d'engagement et de paiement des crédits du programme 129 "coordination du travail gouvernemental" ;
- les demandes d'engagement et de paiement des crédits du programme 137 "égalité entre les femmes et les hommes" ;
- les correspondances et actes courants adressés à l'ensemble des services de l'Etat et des collectivités de la Polynésie française à l'exception des correspondances diplomatiques ;
- les arrêtés pris en application de la loi n° 2013-869 du 27 septembre 2013 modifiant certaines dispositions issues de la loi n° 2011-803 du 5 juillet 2011 relative aux droits et à la protection des personnes faisant l'objet de soins psychiatriques et aux modalités de leur prise en charge ;
- les arrêtés portant autorisation des systèmes de vidéo-protection ;
- les arrêtés relatifs à la sûreté portuaire et aéroportuaire.

En cas d'absence ou d'empêchement de Mme Anne-Laure Dautry, chef du service des sécurités, la délégation de signature qui lui est consentie sera exercée dans les mêmes conditions par Mme Titaina Trillon, adjointe au directeur de cabinet, chef du bureau des relations internationales et de la représentation de l'Etat.

Art. 6. — Délégation de signature est également consentie à M. Pierre Masson, directeur de la protection civile, dans la limite de ses attributions et sous l'autorité du directeur de cabinet du haut-commissaire, à effet de signer les actes suivants :

- les diplômes relatifs à tout type de formation dispensée dans le domaine du secourisme, du secours en général et de la lutte contre l'incendie ;
- les bordereaux de transmission, notes et rapports internes au haut-commissariat ;
- les avis techniques, les correspondances et actes courants relatifs au domaine de compétence de la direction de la protection civile, à l'exclusion des décisions et des correspondances adressées aux élus, aux administrations centrales ou aux différentes instances de la Polynésie française autres que les bordereaux d'envoi de pièces administratives ;
- les demandes d'emploi des hélicoptères Dauphin N3 adressées aux forces armées en Polynésie française, en qualité d'autorité de coordination interministérielle.

En cas d'absence ou d'empêchement de M. Pierre Masson, directeur de la protection civile, la délégation de signature qui lui est consentie sera exercée dans les mêmes conditions par M. Stéphane Clerc, directeur adjoint de la protection civile.

En cas d'absence ou d'empêchement simultané de MM. Pierre Masson et Stéphane Clerc, la délégation de signature qui est consentie à M. Pierre Masson sera exercée dans les mêmes conditions par M. Pierre Michel, chef de bataillon à la direction de la protection civile.

Art. 7. — Le secrétaire général du haut-commissariat, le directeur de cabinet du haut-commissaire, la directrice de la réglementation et des affaires juridiques et le directeur des moyens et de la modernisation de l'Etat sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 8 août 2019.

Dominique SORAIN.

**ARRETE n° HC 411 DMME/BRHT/jc du 8 août 2019 portant délégation de signature à Mme Pierrette Carrère-Gée, cheffe du secrétariat général pour l'administration de la police en Polynésie française.**

Le haut-commissaire de la République  
en Polynésie française,  
chevalier de la Légion d'honneur  
officier de l'ordre national du Mérite,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu le décret n° 2007-422 du 23 mars 2007 modifié relatif aux pouvoirs du haut-commissaire de la République, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat en Polynésie française ;

Vu le décret du 10 juillet 2019 portant nomination de M. Dominique Sorain, préfet hors classe, en qualité de haut-commissaire de la République en Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 2001764S0000675 du 15 juillet 2015 portant mutation de M. Steve Tiniau, adjoint technique de 2e classe de la police nationale, au secrétariat général pour l'administration de la police en Polynésie française à compter du 1er septembre 2015 ;

Vu l'arrêté n° 2001764S0000789 du 23 août 2016 portant mutation de M. Laurent Patouillard, adjoint technique principal de 2e classe de la police nationale, au secrétariat général pour l'administration de la police en Polynésie française à compter du 1er septembre 2016 ;

Vu l'arrêté n° 18/1751-A du 2 octobre 2018 portant mutation de Mme Chantal Drugat, attachée d'administration de l'Etat, au secrétariat général pour l'administration de la police nationale en Polynésie française à compter du 15 octobre 2018 ;

Vu l'arrêté n° HC 773 SATPN du 19 décembre 2008 portant nomination et affectation de Mme Martine Ihopu, adjoint technique de 2e classe, au service administratif et technique de la police nationale en Polynésie française à compter du 1er décembre 2008 ;

Vu l'arrêté n° HC 148 SGAP du 25 janvier 2013 portant changement de dénomination du service administratif et technique de la police nationale ;

Vu l'arrêté n° HC 2799 SGAP du 30 décembre 2013 portant affectation de M. Maheanu Teaha, adjoint technique de 2e classe de la police nationale, au secrétariat général pour l'administration de la police en Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° HC 1443 SGAP du 16 décembre 2016 portant nomination de Mme Pierrette Carrère-Gée, attachée principale d'administration de l'Etat, en qualité de chef du secrétariat général pour l'administration de la police en Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° HC 353 SGAP du 9 mai 2018 portant organisation et missions du secrétariat général pour l'administration de la police en Polynésie française ;

Vu la décision n° HC 625 SGAP du 7 août 2018 portant affectation de Mme Jeanine Levin, secrétaire administratif de classe exceptionnelle du corps d'Etat pour l'administration de la Polynésie française, au secrétariat général pour l'administration de la police nationale en Polynésie française ;

Vu la décision n° HC 626 SGAP du 7 août 2018 portant affectation de Mme Aline Berger, secrétaire administratif de classe normale du corps d'Etat pour l'administration de la Polynésie française, au secrétariat général pour l'administration de la police nationale en Polynésie française ;

Vu la décision n° HC 627 SGAP du 7 août 2018 portant affectation de Mme Karine Helle, secrétaire administratif de classe supérieure du corps d'Etat pour l'administration de la Polynésie française, au secrétariat général pour

l'administration de la police nationale en Polynésie française ;

Sur proposition du secrétaire général du haut-commissariat,

Arrête :

Article 1er.— Délégation de signature est donnée à Mme Pierrette Carrère-Gée, cheffe du secrétariat général pour l'administration de la police en Polynésie française, dans les domaines relevant de ses attributions figurant dans l'arrêté du 9 mai 2018 susvisé, et sous l'autorité du directeur de cabinet du haut-commissaire, à l'effet de signer les actes suivants :

- tous les actes à caractère interne relatifs à la gestion du service et aux affaires courantes, à l'exclusion :
  - des arrêtés, des correspondances abordant des problèmes de principe adressées aux élus, aux administrations centrales ou à l'administration de la Polynésie française et ses établissements publics, des décisions de déplacements de personnels et des marchés ;
  - des correspondances aux chefs des services de police et aux représentants du personnel ;
- les sanctions disciplinaires du premier groupe - avertissements et blâmes - à l'encontre des agents placés sous l'autorité du secrétariat général pour l'administration de la police en Polynésie française ;
- l'engagement et la liquidation des dépenses de fonctionnement (hors dépenses de personnel), dans la limite de 160 000 euros, sur les programmes suivants :
  - 152 "Gendarmerie nationale" dans les domaines suivants : indemnité forfaitaire de changement de résidence et remboursements de frais médicaux ;
  - 176 "Police nationale" ;
  - 216 "Conduite et pilotage des politiques de l'intérieur" ;
  - 303 "Immigration et asile" pour le local de rétention administrative de la direction de la police aux frontières de la Polynésie française.

Ces dépenses sont imputées sur le budget de l'Etat du ministère de l'intérieur ;

- les états et attestations de service fait relatifs à la paie et aux indemnités de toutes natures supplémentaires au traitement de base des personnels du secrétariat général pour l'administration de la police, des services de police de la police nationale et des personnels civils de la gendarmerie nationale en fonction en Polynésie française sur le budget du ministère de l'intérieur - programmes 152 et 176 - police nationale - article de regroupement 01 - dépenses de personnel.

Art. 2.— En cas d'absence ou d'empêchement de Mme Pierrette Carrère-Gée, la délégation de signature qui lui est consentie sera exercée par Mme Chantal Drugat, adjointe à la cheffe du secrétariat général pour l'administration de la police en Polynésie française, dans les mêmes conditions, à l'exception des sanctions disciplinaires.



Art. 3. — En cas d'absence ou d'empêchement simultané de Mmes Pierrette Carrère-Gée et Chantal Drugat, la délégation de signature consentie à Mme Pierrette Carrère-Gée sera exercée par Mme Jeanine Levin, cheffe du bureau des ressources humaines et de la paie du secrétariat général pour l'administration de la police en Polynésie française et par Mme Karine Helle, cheffe du bureau du budget, des achats et de la logistique du secrétariat général pour l'administration de la police en Polynésie française, dans les mêmes conditions, à l'exception :

- des états et attestations de service fait relatifs à la paie et aux indemnités ;
- des sanctions disciplinaires.

Art. 4. — Délégation de signature est également consentie à Mmes Martine Ihopu et Aline Berger et MM. Steve Tiniau, Maheanuu Teaha et Laurent Patouillard, à l'effet de signer, dans la limite de leurs attributions, l'engagement des dépenses de fonctionnement inférieures à 7 000 euros imputées sur le programme 176 "Police nationale", hors titre II.

Art. 5. — Le secrétaire général du haut-commissariat, le directeur de cabinet, la cheffe du secrétariat général pour l'administration de la police en Polynésie française, le directeur des moyens et de la modernisation de l'Etat et la directrice de la réglementation et des affaires juridiques sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 8 août 2019.  
Dominique SORAIN.

**ARRETE n° HC 412 DMME/BRHT/jc du 8 août 2019 portant délégation de signature à M. Eric Requet, secrétaire général du haut-commissariat de la République en Polynésie française.**

Le haut-commissaire de la République  
en Polynésie française,  
chevalier de la Légion d'honneur  
officier de l'ordre national du Mérite,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 modifiée complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'ordonnance n° 2000-372 du 26 avril 2000 relative aux conditions d'entrée et de séjour des étrangers en Polynésie française, ensemble le décret n° 2001-633 du 17 juillet 2001 et l'arrêté du même jour ;

Vu le décret n° 2005-1611 du 20 décembre 2005 pris pour l'application du statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu le décret n° 2007-422 du 23 mars 2007 modifié relatif aux pouvoirs du haut-commissaire de la République, à

l'organisation et à l'action des services de l'Etat en Polynésie française ;

Vu le décret du 5 juin 2018 portant nomination de M. Eric Requet, administrateur civil hors classe, en qualité de secrétaire général du haut-commissariat de la République en Polynésie française ;

Vu le décret du 10 juillet 2019 portant nomination de M. Dominique Sorain, préfet hors classe, en qualité de haut-commissaire de la République en Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° S3/15/06/11 du 11 juin 2015 portant mutation de M. Armel Baudalet, ingénieur des systèmes d'information et de communication, au haut-commissariat de la République en Polynésie française, en qualité de chef du service des systèmes d'information et de communication, à compter du 1er septembre 2015 ;

Vu l'arrêté du 13 juin 2016 du ministre de l'intérieur portant nomination de M. Raymond Yeddou, sous-préfet hors classe, en qualité de chef des subdivisions administratives des îles du Vent et des îles Sous-le-Vent en Polynésie française ;

Vu l'arrêté du 7 avril 2017 du ministre de l'éducation nationale, de l'enseignement supérieur et de la recherche nommant M. Pierre Labrosse, docteur en biologie et écologie marine, délégué territorial à la recherche et à la technologie en Polynésie française, à compter du 1er juin 2017 ;

Vu l'arrêté n° S3/2017/07/24/5406 du 24 juillet 2017 portant mutation de M. Pascal Helie, ingénieur des systèmes d'information et de communication, au haut-commissariat de la République en Polynésie française, en qualité d'adjoint au chef du service des systèmes d'information et de communication et responsable du pôle technique, à compter du 1er septembre 2017 ;

Vu l'arrêté n° MCC-23515 du 4 janvier 2018 portant affectation de Mme Estelle Berruyer, inspectrice et conseillère de la création, des enseignements artistiques et de l'action culturelle au haut-commissariat de la République en Polynésie française en qualité de chargée de mission culture à compter du 15 février 2018 ;

Vu l'arrêté du 20 juin 2018 du ministre de l'intérieur portant nomination de M. Christophe Deschamps, sous-préfet hors cadre, en qualité de directeur de cabinet du haut-commissaire de la République en Polynésie française ;

Vu l'arrêté du 30 juillet 2018 du ministre de l'intérieur portant mutation de M. Frantz Pelmar, technicien des systèmes d'information et de communication de classe supérieure, au haut-commissariat de la République en Polynésie française, en qualité de technicien en télécommunication à partir du 1er septembre 2018 ;

Vu l'arrêté du 25 mars 2019 du ministre de l'intérieur et de la ministre des outre-mer portant nomination de Mme Cécile Zaplana, sous-préfète hors classe, en qualité de secrétaire générale adjointe du haut-commissariat de la

République en Polynésie française, en outre cheffe de la subdivision administrative des îles Australes ;

Vu l'extrait individuel de M. Jean-Claude Gooding de la décision collective n° HC 137 DMME/BRHT/mp du 14 avril 2014 portant affectation de certains personnels du haut-commissariat de la République en Polynésie française ;

Vu la décision n° HC 4 DMME/BRHT/nt du 9 juin 2018 portant changement d'affectation de M. Pierre Giordanino, agent non fonctionnaire de l'administration de l'Etat de 1<sup>re</sup> catégorie ;

Vu l'arrêté n° HC 194 DMME/BRHT/jc du 11 juin 2018 portant organisation des services du haut-commissariat de la République en Polynésie française,

Arrête :

Article 1er.— Délégation de signature est donnée à M. Eric Requet, secrétaire général du haut-commissariat de la République en Polynésie française, à l'effet de signer tous arrêtés, décisions, circulaires, rapports, correspondances, documents relevant des attributions de l'Etat, et notamment les obligations de quitter le territoire français, les arrêtés d'expulsion, les placements en rétention administrative, les ouvertures du local de rétention administrative et les autorisations provisoires de séjour prévues dans l'ordonnance n° 2000-372 du 26 avril 2000, le décret n° 2001-633 du 17 juillet 2001 et l'arrêté du 17 juillet 2001 susvisé.

Art. 2.— Cette délégation de signature ne s'applique pas au pouvoir de réquisition de l'administrateur général des finances publiques en Polynésie française, exercé uniquement par le haut-commissaire.

Art. 3.— En cas d'absence ou d'empêchement de M. Eric Requet, secrétaire général du haut-commissariat, la délégation de signature qui lui est consentie sera exercée dans les mêmes conditions par :

- Mme Cécile Zaplana, secrétaire générale adjointe du haut-commissariat et cheffe de la subdivision administrative des îles Australes ;
- M. Raymond Yeddou, chef des subdivisions administratives des îles du Vent et des îles Sous-le-Vent ;
- M. Christophe Deschamps, directeur de cabinet du haut-commissaire de la République en Polynésie française.

Art. 4.— Délégation de signature est également consentie à M. Armel Baudalet, chef du service des systèmes d'information et de communication, à l'effet de signer, dans la limite de ses attributions et sous l'autorité du secrétaire général du haut-commissariat de la République en Polynésie française, les actes suivants :

- les bordereaux de transmission de pièces administratives ;
- les actes internes relatifs au fonctionnement du service des systèmes d'information et de communication ;

- les bons de commande, les pièces liquidatives et justificatives de la dépense et de la recette, la constatation du service fait pour :

- le BOP 307 - Polynésie française - administration territoriale (article de prévision 02) dans le champ de compétence du service des systèmes d'information et de communication et dans la limite de *trois mille euros* (3 000 €) ;
- l'UO 216 - conduite et pilotage des politiques de l'intérieur - dans le champ de compétence du service des systèmes d'information et de communication et dans la limite de *trois mille euros* (3 000 €) ;
- le BOP 161 - sécurité civile - dans le champ de compétence du service des systèmes d'information et de communication et dans la limite de *trois mille euros* (3 000 €) ;
- l'UO 176 - commandement, soutien et logistique - dans le champ de compétences du service des systèmes d'information et de communication et dans la limite de *trois mille euros* (3 000 €).

En cas d'absence ou d'empêchement de M. Armel Baudalet, la délégation de signature qui lui est consentie sera exercée dans les mêmes conditions par M. Pascal Helie, adjoint au chef du service des systèmes d'information et de communication, responsable du pôle technique.

En cas d'absence ou d'empêchement simultané de MM. Armel Baudalet et Pascal Helie, la délégation de signature qui est consentie à M. Armel Baudalet sera exercée dans les mêmes conditions par M. Pierre Giordanino, adjoint au responsable du pôle technique au service des systèmes d'information et de communication.

En cas d'absence ou d'empêchement de M. Armel Baudalet, la délégation de signature qui lui est consentie sera exercée dans la limite de ses attributions par M. Frantz Pelmar, technicien des systèmes d'information et de communication, pour les actes internes relatifs au fonctionnement du pôle transmissions (congrés et autorisations d'absence, tableau du tour de service et certification du service fait sur les états d'heures supplémentaires).

En cas d'absence ou d'empêchement simultané de MM. Armel Baudalet et Frantz Pelmar, la délégation de signature qui est consentie à M. Frantz Pelmar sera exercée dans les mêmes conditions par M. Jean-Claude Gooding, standardiste-transmetteur au pôle transmissions du service des systèmes d'information et de communication.

Art. 5.— Délégation de signature est également consentie à M. Pierre Labrosse, délégué territorial à la recherche et la technologie en Polynésie française, à l'effet de signer, dans la limite de ses attributions, les actes suivants :

- les actes relatifs aux affaires courantes, à l'exclusion des arrêtés et correspondances abordant des problèmes de principe adressés aux élus, aux administrations centrales ou à l'administration de la Polynésie française et ses établissements publics ;



- l'engagement juridique et la liquidation des crédits du ministère 238, dans la limite de la dotation des crédits de la délégation territoriale à la recherche et à la technologie, programme 172 - recherches scientifiques et technologiques pluridisciplinaires ;
- les protocoles d'accueil de chercheur ou enseignant-chercheur étranger.

Art. 6. — Délégation de signature est également consentie à Mme Estelle Berruyer, chargée de mission culture au sein du haut-commissariat, à l'effet de signer, dans la limite de ses attributions, les actes suivants :

- les notes et correspondances courantes à l'exception de celles comportant des décisions et des courriers aux ministères ;
- les engagements juridiques des programmes 123 "Conditions de vie outre-mer", 131 "Création", 175 "Patrimoines", 224 "Transmission des savoirs et démocratisation de la culture" et 334 "Livres et industries culturelles" du ministère de la culture, inférieurs à 16 760 euros pour le titre 3 et inférieurs à 25 140 euros pour les titres 5 et 6. Sont exclus de la délégation de signature, les ordres de réquisition du comptable public et les dépenses liées à l'exécution des contrats de développement.

Art. 7. — Le secrétaire général du haut-commissariat, le directeur des moyens et de la modernisation de l'Etat et la directrice de la réglementation et des affaires juridiques sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 8 août 2019.  
Dominique SORAIN.

**ARRETE n° HC 413 DMME/BRHT/jc du 8 août 2019 portant délégation de signature à Mme Hélène Nicolas, directrice territoriale de la protection judiciaire de la jeunesse en Polynésie française.**

Le haut-commissaire de la République  
en Polynésie française,  
chevalier de la Légion d'honneur  
officier de l'ordre national du Mérite,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française modifiée par l'ordonnance n° 2005-432 du 6 mai 2005 ;

Vu l'ordonnance n° 45-174 du 2 février 1945 modifiée relative à l'enfance délinquante ;

Vu le code pénal ;

Vu le code de procédure pénale ;

Vu le décret n° 92-965 du 9 septembre 1992 modifié portant statut particulier du corps des directeurs de la protection judiciaire de la jeunesse ;

Vu le décret n° 2005-1611 du 20 décembre 2005 pris pour l'application du statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu le décret n° 2007-422 du 23 mars 2007 modifié relatif aux pouvoirs du haut-commissaire de la République, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat en Polynésie française ;

Vu le décret du 10 juillet 2019 portant nomination de M. Dominique Sorain, préfet hors classe, en qualité de haut-commissaire de la République en Polynésie française ;

Vu l'arrêté du ministre de la justice NOR JUSF0550043A en date du 14 juin 2005 portant création d'un service de la direction de la protection judiciaire de la jeunesse en Polynésie française ;

Vu l'arrêté du ministre de la justice du 14 avril 2016 portant affectation de Mme Hélène Nicolas, directrice fonctionnelle de la protection judiciaire de la jeunesse, en qualité de directrice territoriale de la protection judiciaire de la jeunesse en Polynésie française à compter du 1er mars 2016 ;

Sur proposition du secrétaire général du haut-commissariat,

Arrête :

Article 1er. — Délégation de signature est donnée à Mme Hélène Nicolas, directrice territoriale de la protection judiciaire de la jeunesse en Polynésie française, à l'effet de :

- mettre en œuvre la politique nationale de prise en charge des mineurs délinquants ;
- gérer les moyens en personnel et équipements de la direction de la protection judiciaire de la jeunesse ;
- assurer la direction et le contrôle de l'activité des personnels de la direction de la protection judiciaire de la jeunesse ;
- assurer la prévision et l'exécution des dépenses relatives au fonctionnement des établissements et services de la direction de la protection judiciaire de la jeunesse.

Art. 2. — Délégation de signature est également donnée à Mme Hélène Nicolas, directrice territoriale de la protection judiciaire de la jeunesse en Polynésie française, à l'effet de signer l'engagement et la liquidation des crédits délégués sur le budget 210 du ministère de la justice, concernant la direction de la protection judiciaire de la jeunesse en Polynésie française : programme 182 "protection judiciaire de la jeunesse", titres 2, 3 et 5 à l'exclusion des constructions, rénovations et achats d'immeuble.

Art. 3. — Le secrétaire général du haut-commissariat, la directrice territoriale de la protection judiciaire de la jeunesse en Polynésie française, la directrice de la réglementation et des affaires juridiques et le directeur des moyens et de la modernisation de l'Etat sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 8 août 2019.  
Dominique SORAIN.

**ARRETE n° HC 414 DMME/BRHT/jc du 8 août 2019 portant délégation de signature à M. Lionel Lecomte, directeur du service pénitentiaire d'insertion et de probation de Polynésie française, en qualité d'ordonnateur secondaire délégué.**

Le haut-commissaire de la République  
en Polynésie française,  
chevalier de la Légion d'honneur  
officier de l'ordre national du Mérite,

Vu la loi organique n° 94-499 du 21 juin 1994 relative au transfert à l'Etat des compétences du territoire de la Polynésie française en matière pénitentiaire ;

Vu la loi organique n° 2001-692 du 1er août 2001 relative aux lois de finances ;

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu le décret n° 95-300 du 17 mars 1995 modifiant le code de procédure pénale (troisième partie : Décrets) applicable dans les territoires d'outre-mer et relatif aux procédures d'exécution en Polynésie française ;

Vu le décret n° 2005-1490 du 2 décembre 2005 relatif à l'organisation comptable des services déconcentrés de l'administration pénitentiaire ;

Vu le décret n° 2005-1611 du 20 décembre 2005 pris pour l'application du statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu le décret n° 2007-422 du 23 mars 2007 modifié relatif aux pouvoirs du haut-commissaire de la République, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat en Polynésie française ;

Vu le décret n° 2012-1246 du 7 novembre 2012 relatif à la gestion budgétaire et comptable publique ;

Vu le décret du 10 juillet 2019 portant nomination de M. Dominique Sorain, préfet hors classe, en qualité de haut-commissaire de la République en Polynésie française ;

Vu l'arrêté du 1er juin 2010 modifié portant règlement de comptabilité du ministère de la justice et des libertés pour la désignation des ordonnateurs secondaires et de leurs délégués ;

Vu l'arrêté du 26 février 2016 de la garde des sceaux, ministre de la justice, portant détachement de M. Lionel Lecomte dans le corps des directeurs fonctionnels des services pénitentiaires d'insertion et de probation en Polynésie française pour une durée de deux ans à compter du 1er avril 2016 ;

Vu l'arrêté du 5 février 2018 de la garde des sceaux, ministre de la justice, portant affectation de M. Maxime

Renard en qualité d'adjoint au directeur des services pénitentiaires d'insertion et de probation de la Polynésie française à compter du 1er mai 2018 ;

Vu la convention n° 87-94 du 30 décembre 1994 entre l'Etat et le territoire de la Polynésie française relative au transfert des compétences en matière pénitentiaire ;

Sur proposition du secrétaire général du haut-commissariat,

Arrête :

Article 1er.— Délégation de signature est donnée à M. Lionel Lecomte, directeur du service pénitentiaire d'insertion et de probation de Polynésie française, à l'effet de procéder en matière d'ordonnancement secondaire délégué à l'engagement juridique et à la liquidation des crédits délégués sur le budget du ministère de la justice, pour l'exécution des recettes et des dépenses inscrites :

- au programme 107 "administration pénitentiaire" du budget du ministère de la justice, relatives à l'activité de son service, à l'exception des opérations immobilières (acquisition, construction ou rénovation).

Art. 2.— En cas d'absence ou d'empêchement de M. Lionel Lecomte, la délégation qui lui est consentie sera exercée dans les mêmes conditions par M. Maxime Renard, adjoint au directeur du service pénitentiaire d'insertion et de probation de Polynésie française.

Art. 3.— Le secrétaire général du haut-commissariat, le directeur du service pénitentiaire d'insertion et de probation de Polynésie française, la directrice de la réglementation et des affaires juridiques et le directeur des moyens et de la modernisation de l'Etat sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 8 août 2019.

Dominique SORAIN.

**ARRETE n° HC 415 DMME/BRHT/jc du 8 août 2019 portant délégation de signature et de la qualité d'ordonnateur secondaire délégué à M. Jean-Michel Manzoni-Barrioz, directeur régional des douanes de Polynésie française par intérim du 1er au 18 août 2019 inclus.**

Le haut-commissaire de la République  
en Polynésie française,  
chevalier de la Légion d'honneur  
officier de l'ordre national du Mérite,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu le décret n° 70-858 du 16 septembre 1970 portant transfert au ministre de l'économie et des finances des attributions du ministre chargé des départements et



territoires d'outre-mer en ce qui concerne les services des douanes dans les territoires d'outre-mer ;

Vu le décret n° 2007-422 du 23 mars 2007 modifié relatif aux pouvoirs du haut-commissaire de la République, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat en Polynésie française ;

Vu le décret n° 2012-1246 du 7 novembre 2012 relatif à la gestion budgétaire et comptable publique ;

Vu le décret du 10 juillet 2019 portant nomination de M. Dominique Sorain, préfet hors classe, en qualité de haut-commissaire de la République en Polynésie française ;

Vu l'arrêté du ministère de l'économie et des finances du 3 avril 2017 portant mutation de M. Didier Martinez, directeur des services douaniers de 1<sup>re</sup> classe, en qualité d'adjoint au directeur régional des douanes et droits indirects de la Polynésie française, à compter du 1<sup>er</sup> août 2017 ;

Vu l'arrêté du 2 mai 2018 portant mutation de M. Jean-Michel Manzoni-Barrio, inspecteur principal de 2<sup>e</sup> classe des douanes et droits indirects, en qualité de chef du pôle orientation des contrôles au sein de la direction des douanes et droits indirects de la Polynésie française, à compter du 1<sup>er</sup> septembre 2018 ;

Vu l'arrêté du 18 octobre 2018 portant mutation de Mme Anne-Laure Bardet, inspectrice principale de 2<sup>e</sup> classe des douanes et droits indirects, en qualité de cheffe du pôle GRH et logistique à la direction régionale des douanes de Polynésie française, à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2019 ;

Vu l'arrêté du 12 juillet 2019 portant désignation de M. Jean-Michel Manzoni-Barrio, inspecteur principal de 2<sup>e</sup> classe, en qualité de directeur régional des douanes de Polynésie française par intérim du 1<sup>er</sup> au 18 août 2019 inclus ;

Vu la convention n° 85-001 ET du 10 janvier 1985 relative à la mise à disposition du territoire de la Polynésie française du service des douanes ;

Sur proposition du secrétaire général du haut-commissariat,

Arrête :

Article 1<sup>er</sup>. — Du 1<sup>er</sup> au 18 août 2019 inclus, délégation de signature est donnée à M. Jean-Michel Manzoni-Barrio, directeur régional des douanes de Polynésie française par intérim, à l'effet de signer les actes suivants, tous documents y compris les décisions, relatifs à l'administration et à la gestion du personnel placé sous son autorité, et notamment :

- les décisions d'affectation des agents ;
- les décisions de congé, y compris celles relatives aux congés administratifs et aux permissions exceptionnelles d'absence ;
- les ordres de déplacement et les réquisitions correspondantes.

Art. 2. — Délégation de la qualité d'ordonnateur secondaire délégué est donnée à M. Jean-Michel Manzoni-Barrio, directeur régional des douanes de Polynésie française par intérim, pour les actes suivants :

- l'engagement juridique, l'ordonnancement et la liquidation des dépenses relevant de la compétence du service des douanes imputables sur les crédits délégués du budget 207, ministère des finances et des comptes publics ;
- programme 302 "facilitations et sécurisation des échanges", titres 2, 3 et 5, à l'exclusion des dépenses relatives aux acquisitions immobilières, travaux de constructions, rénovations et embellissements immobiliers et des dépenses de titre 6 ;
- programme 218 "conduite et pilotage des politiques économique et financière" destiné au service des douanes (BOP 218 RBC), à l'exclusion des dépenses relatives aux acquisitions immobilières, travaux de constructions, rénovations et embellissements immobiliers et des dépenses de titre 6 ;
- l'émission des titres de perception en reversement d'indus.

Sont, en outre, exclus de la délégation de signature :

- les actes d'engagement des marchés de l'Etat ou de leurs avenants dont le montant est supérieur ou égal à *deux cent vingt-huit mille six cent soixante-quatorze euros* (228 674 €) ;
- les conventions conclues avec les collectivités territoriales ;
- les ordres de réquisition du comptable public et les décisions de passer outre aux avis défavorables du contrôleur financier local.

Art. 3. — En cas d'absence ou d'empêchement de M. Jean-Michel Manzoni-Barrio, la délégation de signature qui lui est consentie sera exercée dans les mêmes conditions par M. Didier Martinez, directeur des services douaniers de 1<sup>re</sup> classe, adjoint au directeur régional des douanes de Polynésie française par intérim.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitant de MM. Jean-Michel Manzoni-Barrio et Didier Martinez, la délégation de signature sera exercée dans les mêmes conditions par Mme Anne-Laure Bardet, inspectrice principale de 2<sup>e</sup> classe, cheffe du pôle "GRH et logistique".

Art. 4. — En application de l'article 33 du décret du 23 mars 2007 susvisé, M. Jean-Michel Manzoni-Barrio, directeur régional des douanes de Polynésie française par intérim, peut, sous sa responsabilité, donner délégation pour signer les actes relatifs aux affaires pour lesquelles il a lui-même reçu délégation aux agents placés sous son autorité pour les matières relevant de leurs compétences.

M. Jean-Michel Manzoni-Barrio rend compte des subdélégations données dans ce cadre.

Art. 5.— Le secrétaire général du haut-commissariat, le directeur régional des douanes de Polynésie française par intérim, le directeur des moyens et de la modernisation de l'Etat et la directrice de la réglementation et des affaires juridiques sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 8 août 2019.  
Dominique SORAIN.

**ARRETE n° HC 416 DMME/BRHT/jc du 8 août 2019 portant délégation de signature à M. Daniel Casabianca, directeur des finances publiques en Polynésie française.**

Le haut-commissaire de la République  
en Polynésie française,  
chevalier de la Légion d'honneur  
officier de l'ordre national du Mérite,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu le code du domaine de l'Etat ;

Vu le décret n° 67-1039 du 29 novembre 1967 portant réglementation du logement et de l'ameublement des magistrats et des fonctionnaires de l'Etat en service dans les territoires d'outre-mer, modifié par le décret n° 85-1237 du 25 novembre 1985 ;

Vu le décret du 25 mars 1993 modifié portant délégation de pouvoirs du ministre de la défense et délégation de signatures en matière domaniale ;

Vu le décret n° 2001-53 du 16 janvier 2001 relatif à la retenue pour le logement et l'ameublement des militaires affectés dans un territoire d'outre-mer, en Nouvelle-Calédonie ou à Mayotte ;

Vu le décret n° 2006-1792 du 23 décembre 2006 relatif au transfert des compétences de la direction générale des impôts à la direction générale de la comptabilité publique en matière domaniale (*Journal officiel* du 31 décembre 2006 et notamment l'article 7) ;

Vu le décret n° 2007-422 du 23 mars 2007 relatif aux pouvoirs du haut-commissaire de la République, à l'organisation de l'action des services de l'Etat en Polynésie française et notamment ses articles 14, 27 alinéa 3, 32 et 33 ;

Vu le décret n° 2008-309 du 3 avril 2008 modifié portant dispositions transitoires relatives à la direction générale des finances publiques ;

Vu le décret n° 2008-310 du 3 avril 2008 modifié relatif à la direction générale des finances publiques ;

Vu le décret n° 2009-707 du 16 juin 2009 modifié relatif aux services déconcentrés de la direction générale des finances publiques ;

Vu le décret du 2 mai 2019 portant nomination de M. Daniel Casabianca, administrateur général des finances publiques de 1re classe, en qualité de directeur des finances publiques en Polynésie française ;

Vu le décret du 10 juillet 2019 portant nomination M. Dominique Sorain, préfet hors classe, en qualité de haut-commissaire de la République en Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 121 NS/SG du 19 octobre 1984 chargeant la trésorerie générale de différentes attributions précédemment exercées par le service des domaines et de l'enregistrement ;

Vu l'arrêté du 2 décembre 2002 relatif à l'application en Nouvelle-Calédonie, en Polynésie française, à Wallis-et-Futuna, à Mayotte et à Saint-Pierre-et-Miquelon de l'article 4 du décret n° 67-1039 du 29 novembre 1967 ;

Sur proposition du secrétaire général du haut-commissariat,

Arrête :

Article 1er.— Délégation de signature est donnée à M. Daniel Casabianca, directeur des finances publiques en Polynésie française, à l'effet de signer, dans la limite de ses attributions et compétences, les décisions, contrats, conclusions, mémoires et d'une façon plus générale, tous les actes y compris les actes de procédure, se rapportant aux questions, affaires ou matières suivantes :

- toutes opérations se rapportant à la passation et à la signature au nom de l'Etat des actes de gestion et de réalisation des biens domaniaux ;
- acceptation de remise au domaine des biens immobiliers et constatation des remises d'immeubles aux services publics utilisateurs ;
- arrêtés portant changement d'utilisation des immeubles domaniaux ou des immeubles détenus en jouissance par l'Etat.

Art. 2.— Le secrétaire général du haut-commissariat, le directeur des finances publiques en Polynésie française, le directeur des moyens et de la modernisation de l'Etat et la directrice de la réglementation et des affaires juridiques sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 8 août 2019.  
Dominique SORAIN.



**ARRETE n° HC 417 DMME/BRHT/jc du 8 août 2019 portant délégation de signature en matière d'ordonnancement de dépenses et de recettes de l'Etat à M. Benoît Godart, inspecteur divisionnaire des finances publiques de classe normale, à MM. Christian Ho Van et Philippe Mureau, inspecteurs des finances publiques, et à M. Willy Yong, contrôleur des finances publiques, tous affectés à la direction des finances publiques en Polynésie française.**

Le haut-commissaire de la République  
en Polynésie française,  
chevalier de la Légion d'honneur  
officier de l'ordre national du Mérite,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française modifiée par l'ordonnance n° 2005-432 du 6 mai 2005 ;

Vu le décret n° 2005-1611 du 20 décembre 2005 pris pour l'application du statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu le décret n° 2007-422 du 23 mars 2007 modifié relatif aux pouvoirs du haut-commissaire de la République, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat en Polynésie française ;

Vu le décret du 10 juillet 2019 portant nomination M. Dominique Sorain, préfet hors classe, en qualité de haut-commissaire de la République en Polynésie française ;

Vu la décision du directeur général des finances publiques du 8 février 2017 portant affectation de M. Christian Ho Van, inspecteur des finances publiques, à la direction des finances publiques en Polynésie française, à compter du 1er septembre 2017 ;

Vu la décision du directeur général des finances publiques n° RH-1B/2017/02/3647 du 23 février 2017 portant affectation de M. Benoît Godart, inspecteur divisionnaire des finances publiques de classe normale, à la direction des finances publiques en Polynésie française, à compter du 1er septembre 2017 ;

Vu la décision du directeur général des finances publiques du 28 mars 2017 portant affectation de M. Philippe Mureau, inspecteur des finances publiques, à la direction des finances publiques en Polynésie française, à compter du 1er septembre 2017 ;

Vu la notification d'intégration dans le corps des contrôleurs des finances publiques du corps de l'Etat pour l'administration de la Polynésie française de M. Willy Yong, à compter du 11 avril 2013 ;

Sur proposition du secrétaire général du haut-commissariat,

Arrête :

Article 1er.— Délégation de signature est donnée à M. Benoît Godart, inspecteur divisionnaire des finances publiques, responsable de division à la direction des finances publiques en Polynésie française, à l'effet de signer, dans la limite de ses attributions, l'ordonnancement et les pièces justificatives d'ordonnancement pour les dépenses relevant des budgets opérationnels de programme :

- 156 "gestion fiscale et financière du secteur public local" ;
  - 723 "contribution aux dépenses immobilières" ;
  - 741 "pensions civiles et militaires de retraite et allocations temporaires d'invalidité" ;
  - 743 "pensions militaires d'invalidité et des victimes de guerre et autres pensions",
- ainsi que pour les recettes liées à l'exécution de ces programmes.

S'agissant des programmes 741 et 743, la délégation est strictement circonscrite à la signature des titres de perception relatifs au remboursement des trop-perçus sur pensions.

Art. 2.— En cas d'absence ou d'empêchement de M. Benoît Godart, et sans que cette condition d'application soit opposable aux tiers, délégation de signature est également donnée à MM. Christian Ho Van et Philippe Mureau, inspecteurs des finances publiques, responsables de service à la direction des finances publiques en Polynésie française, et à M. Willy Yong, contrôleur des finances publiques au service Budgets - Logistique de la direction des finances publiques en Polynésie française, à l'effet de signer, dans la limite de leurs attributions, l'ordonnancement et les pièces justificatives d'ordonnancement pour les dépenses et les recettes de l'Etat relevant des budgets opérationnels de programme :

- 156 "gestion fiscale et financière du secteur public local" ;
- 723 "contribution aux dépenses immobilières" ;
- 741 "pensions civiles et militaires de retraite et allocations temporaires d'invalidité" ;
- 743 "pensions militaires d'invalidité et des victimes de guerre et autres pensions".

S'agissant des programmes 741 et 743, la délégation est strictement circonscrite à la signature des titres de perception relatifs au remboursement des trop-perçus sur pensions.

Art. 3.— Le secrétaire général du haut-commissariat, le directeur des finances publiques en Polynésie française, le directeur des moyens et de la modernisation de l'Etat et la directrice de la réglementation et des affaires juridiques sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 8 août 2019.  
Dominique SORAIN.

**ARRETE n° HC 418 DMME/BRHT/jc du 8 août 2019 portant délégation de signature à M. Jean Lachkar, président de la chambre territoriale des comptes de Polynésie française.**

Le haut-commissaire de la République  
en Polynésie française,  
chevalier de la Légion d'honneur  
officier de l'ordre national du Mérite,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française modifiée par l'ordonnance n° 2005-432 du 6 mai 2005 ;

Vu le décret n° 2005-1611 du 20 décembre 2005 pris pour l'application du statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu le décret du 25 avril 2005 portant notamment mutation de M. René Maccury, premier conseiller de chambre régionale des comptes, à la chambre territoriale des comptes de Polynésie française ;

Vu le décret n° 2007-422 du 23 mars 2007 modifié relatif aux pouvoirs du haut-commissaire de la République, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat en Polynésie française ;

Vu le décret du 27 août 2012 portant nomination de M. Jean Lachkar, conseiller référendaire à la Cour de comptes, en qualité de président de chambre régionale des comptes affecté à la chambre territoriale des comptes de Polynésie française à compter du 3 octobre 2012 ;

Vu le décret n° 2012-1246 du 7 novembre 2012 relatif à la gestion budgétaire et comptable publique ;

Vu le décret du 26 avril 2016 portant mutation de M. Pascal Doisne, premier conseiller, à la chambre territoriale des comptes de la Polynésie française à compter du 1er septembre 2016 ;

Vu le décret du 10 juillet 2019 portant nomination de M. Dominique Sorain, préfet hors classe, en qualité de haut-commissaire de la République en Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 17-159 du 23 juin 2017 portant affectation de M. Hervé Bournoville, premier conseiller, à la chambre territoriale des comptes de la Polynésie française à compter du 1er juillet 2017 ;

Sur proposition du secrétaire général du haut-commissariat,

Arrête :

Article 1er.— Délégation permanente de signature est donnée à M. Jean Lachkar, président de la chambre territoriale des comptes de Polynésie française, pour l'engagement juridique et la liquidation des dépenses de fonctionnement de la chambre territoriale des comptes de

Polynésie française, ministère 212 services du Premier ministre, programme 164 "Cour des comptes et autres juridictions financières", titres 3 et 5 à l'exclusion des constructions, rénovations et achats d'immeuble.

Art. 2.— En cas d'absence ou d'empêchement de M. Jean Lachkar, la délégation de signature qui lui est consentie à l'article 1er sera exercée dans les mêmes conditions par M. René Maccury, premier conseiller de chambre régionale des comptes.

En cas d'absence ou d'empêchement simultané de MM. Jean Lachkar et René Maccury, la délégation de signature qui est consentie à M. Jean Lachkar sera exercée dans les mêmes conditions par M. Hervé Bournoville, premier conseiller de chambre régionale des comptes.

En cas d'absence ou d'empêchement simultané de MM. Jean Lachkar, René Maccury et Hervé Bournoville, la délégation de signature qui est consentie à M. Jean Lachkar sera exercée dans les mêmes conditions par M. Pascal Doisne, premier conseiller de chambre régionale des comptes.

Art. 3.— Le secrétaire général du haut-commissariat, le président de la chambre territoriale des comptes de Polynésie française, le directeur des moyens et de la modernisation de l'Etat et la directrice de la réglementation et des affaires juridiques sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 8 août 2019.  
Dominique SORAIN.

**ARRETE n° HC 419 DMME/BRHT/jc du 8 août 2019 portant nomination d'un régisseur d'avances par intérim auprès de la chambre territoriale des comptes de la Polynésie française.**

Le haut-commissaire de la République  
en Polynésie française,  
chevalier de la Légion d'honneur  
officier de l'ordre national du Mérite,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu le décret n° 62-1587 du 29 décembre 1962 portant règlement général sur la comptabilité publique ;

Vu le décret n° 66-850 du 15 novembre 1966 modifié relatif à la responsabilité personnelle et pécuniaire des régisseurs ;

Vu le décret n° 80-393 du 2 juin 1980 portant à 500 F la limite jusqu'à laquelle les fournisseurs sont dispensés de



produire des mémoires ou des factures, modifié par le décret n° 89-350 du 30 mai 1989 ;

Vu le décret n° 92-681 du 20 juillet 1992 relatif aux régies de recettes et aux régies d'avances de l'Etat et des organismes publics, modifié par les décrets n° 92-1368 du 23 décembre 1992, n° 97-33 du 13 janvier 1997 et n° 2000-424 du 19 mai 2000 ;

Vu le décret du 10 juillet 2019 portant nomination de M. Dominique Sorain, préfet hors classe, en qualité de haut-commissaire de la République en Polynésie française ;

Vu l'arrêté du 28 mai 1993 relatif aux taux de l'indemnité de responsabilité susceptible d'être allouée aux régisseurs d'avances et aux régisseurs de recettes relevant des organismes publics et montant du cautionnement imposé à ces agents ;

Vu l'arrêté interministériel du 18 janvier 1994 modifié portant création d'une régie auprès de la Cour des comptes et des chambres régionales et territoriales des comptes ;

Vu l'arrêté du 3 août 2006 portant création d'une régie de recettes et d'une régie d'avances auprès de la Cour des comptes et des chambres régionales et territoriales des comptes ;

Vu l'arrêté n° 16-1007 du 19 décembre 2016 portant reclassement de Mme Vaea Tanseau dans le corps interministériel des attachés d'administration de l'Etat au sein de la chambre territoriale des comptes de Polynésie française ;

Vu l'avis en date du 23 juillet 2019 du directeur des finances publiques en Polynésie française ;

Vu les nécessités de service ;

Sur proposition du secrétaire général du haut-commissariat,

Arrête :

Article 1er.— Mme Vaea Tanseau, attachée des juridictions financières, est nommée régisseur d'avances par intérim auprès de la chambre territoriale des comptes de la Polynésie française dans les conditions fixées par l'arrêté interministériel du 18 janvier 1994 susvisé et ce, du 1er août 2019 au 31 décembre 2019.

Art. 2.— Le montant maximal de l'avance à consentir à Mme Vaea Tanseau est fixé à 10 000 €.

Art. 3.— Le régisseur d'avances par intérim est tenu de remettre les pièces justificatives des dépenses payées par ses soins, au minimum une fois par mois à l'administrateur général des finances publiques en Polynésie française.

Art. 4.— Le secrétaire général du haut-commissariat, le directeur des finances publiques en Polynésie française, le président de la chambre territoriale des comptes de Polynésie française, le directeur des moyens et de la modernisation de

l'Etat et la directrice de la réglementation et des affaires juridiques sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 8 août 2019.

Dominique SORAIN.

**ARRETE n° HC 420 DMME/BRHT/jc du 8 août 2019 portant délégation de signature à M. Patrick Claude, directeur de la police aux frontières de la Polynésie française.**

Le haut-commissaire de la République  
en Polynésie française,  
chevalier de la Légion d'honneur,  
officier de l'ordre national du Mérite,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française modifiée par l'ordonnance n° 2005-432 du 6 mai 2005 ;

Vu le décret n° 2005-1611 du 20 décembre 2005 pris pour l'application du statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu le décret n° 2007-422 du 23 mars 2007 modifié relatif aux pouvoirs du haut-commissaire de la République, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat en Polynésie française ;

Vu le décret du 10 juillet 2019 portant nomination M. Dominique Sorain, préfet hors classe, en qualité de haut-commissaire de la République en Polynésie française ;

Vu l'arrêté du 30 décembre 2005 portant déconcentration en matière de gestion des fonctionnaires actifs des services de police nationale ;

Vu l'arrêté n° DAPN/RH/BOP 2564 du 21 octobre 2009 du ministère de l'intérieur, de l'outre-mer et des collectivités territoriales portant nomination au grade de commandant de police de M. Philippe Babdor, affecté en qualité de directeur adjoint de la police aux frontières de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° U12435940010030 du 30 avril 2019 portant changement d'affectation de M. Patrick Claude, commandant de police, en qualité de directeur de la police aux frontières de la Polynésie française à compter du 3 juin 2019 ;

Vu l'arrêté n° HC 171 SATPN du 26 mai 2008 portant nomination de Mme Marilyn Giau épouse Yee Kim Choi, secrétaire administratif du corps de l'Etat pour l'administration de la Polynésie française (CEAPF) et affectation à la direction de la police aux frontières ;

Sur proposition du secrétaire général du haut-commissariat,

## Arrête :

Article 1er.— Délégation de signature est donnée à M. Patrick Claude, directeur de la police aux frontières de la Polynésie française, à l'effet de signer les actes suivants :

- l'engagement et la liquidation des dépenses d'un montant inférieur à 45 000 euros imputés sur le budget de l'Etat (209) du ministère de l'intérieur, programme 176, action 4, sous-action 1 et sous-action 2 ;
- les décisions d'accorder ou de refuser les demandes d'habilitation pour accéder en zone réservée d'aéroport ;
- les actes à caractère disciplinaire du premier groupe.

Art. 2.— En cas d'absence ou d'empêchement de M. Patrick Claude, la délégation de signature qui lui est consentie à l'article 1er sera exercée dans les mêmes conditions par M. Philippe Babdor, directeur adjoint de la police aux frontières de la Polynésie française.

Art. 3.— Délégation de signature est également consentie à Mme Marilyne Giau épouse Yee Kim Choi, à l'effet de signer, dans la limite de ses attributions, l'engagement des dépenses de fonctionnement inférieures à 7 000 euros imputées sur le programme 176 "Police nationale", hors titre II.

Art. 4.— En application de l'article 33 du décret du 23 mars 2007 susvisé, M. Patrick Claude, directeur de la police aux frontières de la Polynésie française, peut, sous sa responsabilité, donner délégation pour signer les actes relatifs aux affaires pour lesquelles il a lui-même reçu délégation aux agents placés sous son autorité pour les matières relevant de leurs compétences.

M. Patrick Claude rend compte des subdélégations données dans ce cadre.

Art. 5.— Le secrétaire général du haut-commissariat, le directeur de cabinet, le directeur de la police aux frontières de la Polynésie française, le directeur des moyens et de la modernisation de l'Etat et la directrice de la réglementation et des affaires juridiques sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 8 août 2019.  
Dominique SORAIN.

**ARRETE n° HC 421 DMME/BRHT/jc du 8 août 2019 portant délégation de signature à M. Mario Banner-Martin, commissaire de police, directeur de la sécurité publique de la Polynésie française et chef de la circonscription de sécurité publique de Papeete.**

Le haut-commissaire de la République  
en Polynésie française,  
chevalier de la Légion d'honneur,  
officier de l'ordre national du Mérite,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française modifiée par l'ordonnance n° 2005-432 du 6 mai 2005 ;

Vu le décret n° 2005-1611 du 20 décembre 2005 pris pour l'application du statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu le décret n° 2007-422 du 23 mars 2007 modifié relatif aux pouvoirs du haut-commissaire de la République, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat en Polynésie française ;

Vu le décret du 10 juillet 2019 portant nomination M. Dominique Sorain, préfet hors classe, en qualité de haut-commissaire de la République en Polynésie française ;

Vu l'arrêté du ministre de l'intérieur, de l'outre-mer et des collectivités territoriales n° DAPN/RH/OF 2628 du 8 septembre 2008 portant nomination du commandant de police Jean-Loïc Hanuse au grade de commandant de police à l'emploi fonctionnel au titre de l'année 2008, adjoint au directeur de la sécurité publique ;

Vu l'arrêté n° DRCPN/ARH/CR 965 du 19 juillet 2017 portant affectation de M. Mario Banner-Martin, commissaire de police, en qualité de directeur de la sécurité publique et chef de circonscription à Papeete (987) à compter du 11 septembre 2017 ;

Vu l'arrêté n° HC 683 SATPN du 10 novembre 2008 portant titularisation de Mme Mihimana Vairoa Tixier en qualité de secrétaire administratif de classe normale à la direction de la sécurité publique de Polynésie française, à compter du 8 octobre 2008 ;

Vu l'arrêté n° HC 724 SATPN du 19 décembre 2008 portant nomination de M. Teea Maanga, lauréat de la liste principale du recrutement sans concours d'adjoints techniques de 2e classe de police nationale, session 2008, spécialité : entretien et réparation des véhicules et engins à moteur, et affectation à la direction de la sécurité publique en Polynésie française

Vu l'arrêté n° HC 654 SGAP du 13 septembre 2017 portant titularisation de Mme Chantal Renvoyé, adjointe administrative du corps de l'Etat pour l'administration de la Polynésie française, en fonction à la direction de la sécurité publique en Polynésie française ;

Sur proposition du secrétaire général du haut-commissariat,

Arrête :

Article 1er.— Délégation de signature est donnée à M. Mario Banner-Martin, commissaire de police, directeur de la sécurité publique de la Polynésie française et chef de la circonscription de sécurité publique de Papeete dans le cadre de ses attributions, à l'effet de signer les documents relatifs aux matières suivantes :

- les actes à caractère interne ou relatifs aux affaires courantes à l'exclusion des arrêtés et des correspondances abordant des problèmes de principe adressées aux élus, à l'administration territoriale et ses établissements publics ;



- en zone de compétence de police, les arrêtés d'immobilisation et de mise en fourrière prévus à l'article L. 325-1-2 du code de la route ;
- les actes à caractère disciplinaire du premier groupe pour le personnel du corps d'encadrement et d'application et le personnel administratif et technique placés sous son autorité ;
- l'engagement et la liquidation des dépenses de la direction de la sécurité publique, imputées sur le budget de l'Etat du ministère de l'intérieur (209), programme 176 "Police nationale" ;
- les états relatifs aux indemnités d'heures supplémentaires, de sujétions spéciales et de frais de mission des personnels de la direction de la sécurité publique imputés sur le programme 176.

Art. 2. — En cas d'absence ou d'empêchement de M. Mario Banner-Martin, la délégation de signature qui lui est consentie à l'article 1er sera exercée, dans les mêmes conditions, par M. Jean-Loïc Hanuse, commandant de police à l'emploi fonctionnel, adjoint au directeur de la sécurité publique de la Polynésie française.

Art. 3. — Délégation de signature est également consentie à M. Teea Maanga et Mmes Mihimana Tixier et Chantal Renvoyé, à l'effet de signer, dans la limite de leurs attributions, l'engagement des dépenses de fonctionnement inférieures à 7 000 euros imputées sur le programme 176 "Police nationale", hors titre II.

Art. 4. — Le secrétaire général du haut-commissariat, le directeur de la sécurité publique de la Polynésie française et chef de circonscription de sécurité publique de Papeete, le directeur des moyens et de la modernisation de l'Etat et la directrice de la réglementation et des affaires juridiques sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 8 août 2019.  
Dominique SORAIN.

**ARRETE n° HC 422 DMME/BRHT/jc du 8 août 2019 portant délégation de signature au colonel Frédéric Boudier, commandant de la gendarmerie pour la Polynésie française.**

Le haut-commissaire de la République  
en Polynésie française,  
chevalier de la Légion d'honneur,  
officier de l'ordre national du Mérite,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'ordonnance n° 2000-372 du 26 avril 2000 relative aux conditions d'entrée et de séjour des étrangers en Polynésie française, ensemble le décret n° 2001-633 du 17 juillet 2001 et l'arrêté du même jour ;

Vu le décret du 6 février 1950 sur les frais de déplacement des militaires de l'armée de terre en service dans les territoires et départements relevant de la France d'outre-mer, notamment son article 10 ;

Vu le décret n° 2005-1611 du 20 décembre 2005 pris pour l'application du statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu le décret n° 2007-422 du 23 mars 2007 modifié relatif aux pouvoirs du haut-commissaire de la République, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat en Polynésie française ;

Vu le décret du 10 juillet 2019 portant nomination de M. Dominique Sorain, préfet hors classe, en qualité de haut-commissaire de la République en Polynésie française ;

Vu l'arrêté du 29 décembre 2011 modifié relatif aux documents et visas exigés pour l'entrée des étrangers sur le territoire de la Polynésie française ;

Vu l'ordre de mutation n° 3191 GEND/DPMGN/SDGP/BPO/SD du 12 janvier 2017 de la direction générale de la gendarmerie nationale portant affectation du colonel Frédéric Boudier, en qualité de commandant de la gendarmerie pour la Polynésie française ;

Vu l'ordre de mutation n° 59789 GEND/DPMGN/SDGP/BPO/SD du 18 juillet 2017 de la direction générale de la gendarmerie nationale portant affectation du colonel Rodolphe Charlot, en qualité de commandant en second du commandement de la gendarmerie pour la Polynésie-française, à compter du 1er octobre 2017 ;

Sur proposition du secrétaire général du haut-commissariat,

Arrête :

Article 1er. — Délégation de signature est donnée au colonel Frédéric Boudier, commandant de la gendarmerie pour la Polynésie française, dans la limite de ses attributions, à l'effet de signer les actes suivants :

- l'octroi d'indemnités de transport en cas d'évacuation sanitaire des gendarmes affectés dans les îles et des membres de leur famille ;
- la délivrance et la prorogation des visas touristiques des ressortissants étrangers effectuant leur première touchée ou étant de passage en Polynésie française sans que le séjour ainsi autorisé ne puisse dépasser une durée de quinze jours, pour toute la Polynésie française, à l'exception des îles du Vent ;
- la délivrance des visas de régularisation n'excédant pas quinze jours à compter de la première touchée pour les touristes provenant d'un pays dépourvu d'une représentation consulaire, pour toute la Polynésie française, à l'exception des îles du Vent ;
- les conventions déconcentrées qui détermineront les modalités d'exécution techniques et financières du concours apporté par les services de la gendarmerie lorsque les manifestations concernées n'ont pas fait l'objet d'une convention territoriale.

Art. 2.— En cas d'absence ou d'empêchement du colonel Frédéric Boudier, la délégation définie à l'article 1er sera exercée dans les mêmes conditions par le colonel Rodolphe Charlot, commandant en second du commandement de la gendarmerie pour la Polynésie française.

Art. 3.— Délégation est donnée au colonel Rodolphe Charlot pour toute la Polynésie française à l'exception des îles du Vent, pour les matières suivantes :

- la délivrance et la prorogation de visas touristiques des ressortissants étrangers effectuant leur première touchée ou étant de passage en Polynésie française sans que le séjour ainsi autorisé ne puisse dépasser une durée de quinze jours ;
- la délivrance des visas de régularisation n'excédant pas quinze jours à compter de la première touchée pour les touristes provenant d'un pays dépourvu d'une représentation consulaire.

Art. 4.— En application de l'article 33 du décret du 23 mars 2007 susvisé, le colonel Frédéric Boudier, commandant de la gendarmerie pour la Polynésie française, peut, sous sa responsabilité, donner délégation pour signer les actes relatifs aux affaires pour lesquelles il a lui-même reçu délégation aux agents placés sous son autorité pour les matières relevant de leurs compétences.

Le colonel Frédéric Boudier rend compte des subdélégations données dans ce cadre.

Art. 5.— Le secrétaire général du haut-commissariat, le commandant de la gendarmerie pour la Polynésie française, le directeur des moyens et de la modernisation de l'Etat et la directrice de la réglementation et des affaires juridiques sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 8 août 2019.  
Dominique SORAIN.

**ARRETE n° HC 423 DMME/BRHT/jc du 8 août 2019 portant délégation de signature à M. Guy Sommer, chef du service formation développement.**

Le haut-commissaire de la République  
en Polynésie française,  
chevalier de la Légion d'honneur,  
officier de l'ordre national du Mérite,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française modifiée par l'ordonnance n° 2005-432 du 6 mai 2005 ;

Vu le décret n° 2005-1611 du 20 décembre 2005 pris pour l'application du statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu le décret n° 2007-422 du 23 mars 2007 modifié relatif aux pouvoirs du haut-commissaire de la République, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat en Polynésie française ;

Vu le décret du 10 juillet 2019 portant nomination de M. Dominique Sorain, préfet hors classe, en qualité de haut-commissaire de la République en Polynésie française ;

Vu l'arrêté du 22 juin 2015 du ministre de l'agriculture, de l'agroalimentaire et de la forêt portant mutation de M. Alain Couturier-Querville, attaché principal d'administration de l'Etat, au lycée professionnel agricole (LPA) de Opunohu à compter du 3 août 2015 pour exercer les fonctions de chef de mission du service formation développement (SFD) de Opunohu ;

Vu l'arrêté du 28 juillet 2016 du ministre de l'agriculture, de l'agroalimentaire et de la forêt portant mutation de M. Guy Sommer, directeur d'établissement 1re classe, à l'Etablissement public d'enseignement et de formation professionnelle agricoles (EPEFPA) de Opunohu à compter du 8 août 2016 ;

Vu la délibération n° 94-77 AT du 23 juin 1994 portant création de l'Etablissement public territorial d'enseignement et de formation professionnelle agricoles de la Polynésie française ;

Vu la convention Etat-territoire n° 92-12 du 7 décembre 1992 relative à l'enseignement et à la formation agricole en Polynésie française ;

Sur proposition du secrétaire général du haut-commissariat,

Arrête :

Article 1er.— Délégation de signature est donnée à M. Guy Sommer, chef du service formation développement, à l'effet de :

- procéder à l'engagement et à la liquidation des dépenses du budget de l'Etat du ministère de l'agriculture, de l'agroalimentaire et de la forêt (203) pour les programmes suivants :
  - programme 143 "enseignement technique agricole", titres 2, 3, 5 et 6 signature des contrats d'embauche, à l'exclusion des constructions, rénovations et achats d'immeuble ;
  - programme 215 "conduite et pilotage des politiques de l'agriculture", titres 2, 3, 5 et 6 à l'exclusion des constructions, rénovations et achats d'immeuble ;
- signer tous actes et correspondances relatifs à l'exercice de l'autorité académique sur l'enseignement technique agricole en Polynésie française ;
- signer les titres ou diplômes nationaux de l'enseignement technique agricole délivrés par l'Etat en Polynésie française.

En cas d'absence ou d'empêchement de M. Guy Sommer, la délégation de signature qui lui est consentie à l'article 1er du présent arrêté sera exercée par M. Alain Couturier, adjoint au chef du service formation développement.



Art. 2.— Le secrétaire général du haut-commissariat, le chef du service formation développement, le directeur des moyens et de la modernisation de l'Etat et la directrice de la réglementation et des affaires juridiques sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 8 août 2019.  
Dominique SORAIN.

**ARRETE n° HC 424 DMME/BRHT/jc du 8 août 2019 portant délégation de signature à M. Charles-André Massa, chef du service des affaires maritimes de Polynésie française.**

Le haut-commissaire de la République  
en Polynésie française,  
chevalier de la Légion d'honneur,  
officier de l'ordre national du Mérite,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française modifiée par l'ordonnance n° 2005-432 du 6 mai 2005 ;

Vu le décret n° 2005-1611 du 20 décembre 2005 pris pour l'application du statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu le décret n° 2007-422 du 23 mars 2007 modifié relatif aux pouvoirs du haut-commissaire de la République, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat en Polynésie française ;

Vu le décret n° 2012-1246 du 7 novembre 2012 relatif à la gestion budgétaire et comptable publique ;

Vu le décret du 10 juillet 2019 portant nomination de M. Dominique Sorain, préfet hors classe, en qualité de haut-commissaire de la République en Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 7016710 du 16 janvier 2008 de prise en charge de Mme Bianca Lestrade, syndique principale de 2e classe au service des affaires maritimes de Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 15DG10255100002 du 1er avril 2015 de la ministre de l'écologie, du développement durable et de l'énergie, modifiant la situation de M. Charles-André Massa, administrateur en chef de 2e classe des affaires maritimes, muté au service des affaires maritimes de Polynésie française à compter du 1er avril 2015, en qualité de chef du service des affaires maritimes de Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 16DG10154400007 du 3 juin 2016 affectant M. Matthieu Le Quenven, administrateur de 1re classe des affaires maritimes en qualité d'adjoint au chef du service des affaires maritimes de Polynésie française à compter du 1er août 2016 ;

Vu l'arrêté n° 16DG1012700005 du 9 août 2016 affectant M. Frédéric Rolin, inspecteur des affaires maritimes en qualité d'adjoint au chef du service des affaires maritimes de Polynésie française à compter du 1er septembre 2016 ;

Vu l'arrêté n° 316 DAF/PERS du 30 septembre 1997 constatant l'arrivée en Polynésie française de M. Simon Abi Saab, adjoint au chef du service des affaires maritimes de Polynésie française ;

Sur proposition du secrétaire général du haut-commissariat,

Arrête :

Article 1er.— Délégation de signature est donnée à M. Charles-André Massa, chef du service des affaires maritimes de Polynésie française, dans le cadre de ses attributions à l'effet de signer les actes suivants :

- tous actes et correspondances nécessaires au fonctionnement du service et à l'exercice de ses attributions, à l'exclusion des arrêtés et des correspondances de principe avec les élus et les administrations centrales ;
- l'engagement et la liquidation des dépenses de fonctionnement et d'investissement imputables sur le budget de l'Etat du ministère de l'écologie, du développement durable et de l'énergie :
  - programme 205 "Sécurité et affaires maritimes, pêche et aquaculture", titres 3, 5 (à l'exclusion des constructions, rénovations et achats d'immeuble) et 6 ;
  - programme 217 "conduite et pilotage des politiques de l'écologie, de l'énergie, du développement durable et de la mer" :
    - titre 2 "dépenses de personnel" concernant les agents affectés au service des affaires maritimes ;
    - titre 3 "politique et programmation de l'immobilier et des moyens de fonctionnement" ;
    - titre 6 "action européenne et internationale".

En cas d'absence ou d'empêchement de M. Charles-André Massa, la délégation de signature qui lui est consentie sera exercée dans les mêmes conditions et dans l'ordre par :

- M. Simon Abi Saab, inspecteur principal des affaires maritimes, adjoint au chef du service des affaires maritimes de Polynésie française ;
- M. Matthieu Le Quenven, administrateur 1re classe des affaires maritimes, adjoint au chef du service des affaires maritimes de Polynésie française ;
- M. Frédéric Rolin, inspecteur des affaires maritimes, adjoint au chef du service des affaires maritimes de Polynésie française.

Art. 2.— Délégation de signature est également consentie à Mme Bianca Lestrade, syndique principale de 1re classe pour la création et la validation des expressions de besoins ainsi que la saisie des constatations de service fait dans l'outil Chorus-formulaire pour les dépenses du service des affaires maritimes de Polynésie française.

Art. 3.— Le secrétaire général du haut-commissariat, le chef du service des affaires maritimes, le directeur des moyens et de la modernisation de l'Etat et la directrice de la réglementation et des affaires juridiques sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 8 août 2019.  
Dominique SORAIN.

**ARRETE n° HC 425 DMME/BRHT/jc du 8 août 2019 portant délégation de signature à M. René Ritter, commandant de police, directeur du service de la sécurité intérieure en Polynésie française.**

Le haut-commissaire de la République  
en Polynésie française,  
chevalier de la Légion d'honneur,  
officier de l'ordre national du Mérite,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française modifiée par l'ordonnance n° 2005-432 du 6 mai 2005 ;

Vu le décret n° 2005-1611 du 20 décembre 2005 pris pour l'application du statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu le décret n° 2007-422 du 23 mars 2007 modifié relatif aux pouvoirs du haut-commissaire de la République, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat en Polynésie française ;

Vu le décret du 10 juillet 2019 portant nomination de M. Dominique Sorain, préfet hors classe, en qualité de haut-commissaire de la République en Polynésie française ;

Vu le décret n° 2014-454 du 6 mai 2014 modifiant le décret n° 2013-728 du 12 août 2013 portant organisation de l'administration centrale du ministère de l'intérieur et du ministère des outre-mer ;

Vu l'arrêté du 15 avril 2015 du ministère de l'intérieur portant mutation de M. Christophe Poisson, capitaine de police, au service de la sécurité intérieure en Polynésie française, à compter du 10 août 2015 ;

Vu l'arrêté n° DRCPN/RH/BOP 2267 du 5 septembre 2016 portant mutation du commandant de police à l'emploi fonctionnel M. René Ritter, matricule 325 879, à la direction du service de la sécurité intérieure (SSI) de Polynésie française le 1er octobre 2016 ;

Sur proposition du secrétaire général du haut-commissariat,

Arrête :

Article 1er.— Délégation de signature est donnée à M. René Ritter, commandant de police à l'emploi fonctionnel, directeur du service de la sécurité intérieure en Polynésie française, pour l'engagement et la liquidation des dépenses affectées dans le cadre de ses attributions, imputables au budget du ministère de l'intérieur (209), programme 176, à l'exclusion des constructions et rénovations immobilières.

En cas d'absence ou d'empêchement de M. René Ritter, la délégation qui lui est consentie sera exercée dans les mêmes conditions par M. Christophe Poisson, directeur adjoint du service de la sécurité intérieure en Polynésie française.

Art. 2.— Le secrétaire général du haut-commissariat, le directeur du service de la sécurité intérieure en Polynésie française, le directeur des moyens et de la modernisation de l'Etat, la directrice de la réglementation et des affaires juridiques sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 8 août 2019.  
Dominique SORAIN.

**ARRETE n° HC 426 DMME/BRHT/jc du 8 août 2019 portant délégation de signature à M. Jean-Yves Tallec, président du tribunal administratif de la Polynésie française.**

Le haut-commissaire de la République  
en Polynésie française,  
chevalier de la Légion d'honneur,  
officier de l'ordre national du Mérite,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française modifiée par l'ordonnance n° 2005-432 du 6 mai 2005 ;

Vu le code de justice administrative, notamment son article R. 222-12 ;

Vu le décret n° 2005-1611 du 20 décembre 2005 pris pour l'application du statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu le décret n° 2007-422 du 23 mars 2007 modifié relatif aux pouvoirs du haut-commissaire de la République, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat en Polynésie française ;

Vu le décret n° 2012-1246 du 7 novembre 2012 relatif à la gestion budgétaire et comptable publique ;

Vu le décret du 10 juillet 2019 portant nomination de M. Dominique Sorain, préfet hors classe, en qualité de haut-commissaire de la République en Polynésie française ;



Vu l'arrêté de la garde des sceaux, ministre de la justice, en date du 23 juillet 2013 portant mutation de M. Jean-Yves Tallec, président du corps des tribunaux administratifs et des cours administratives d'appel, président de chambre à la cour administrative de Lyon, en qualité de président du tribunal administratif de la Polynésie française, à compter du 3 août 2013 ;

Vu l'arrêté du 14 mai 2019 portant mutation de M. David Katz, premier conseiller, au tribunal administratif de la Polynésie française à compter du 1er août 2019 ;

Sur proposition du secrétaire général du haut-commissariat,

Arrête :

Article 1er.— Délégation de signature est donnée à M. Jean-Yves Tallec, président du tribunal administratif de la Polynésie française, pour l'engagement juridique et la liquidation des dépenses de fonctionnement du tribunal administratif, ministère 212 service du Premier ministre, programme 165 "Conseil d'Etat et autres juridictions administratives", titres 3 et 5, à l'exclusion des constructions, rénovations et achats d'immeuble.

En cas d'absence ou d'empêchement de M. Jean-Yves Tallec, la délégation de signature qui lui est consentie sera exercée dans les mêmes conditions par M. David Katz, premier conseiller au tribunal administratif de la Polynésie française.

Art. 2.— Le secrétaire général du haut-commissariat, le président du tribunal administratif, le directeur des moyens et de la modernisation de l'Etat et la directrice de la réglementation et des affaires juridiques sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 8 août 2019.  
Dominique SORAIN.

**ARRETE n° HC 427 DMME/BRHT/jc du 8 août 2019 portant délégation de signature à M. Philippe Couturaud, vice-recteur de la Polynésie française.**

Le haut-commissaire de la République  
en Polynésie française,  
chevalier de la Légion d'honneur,  
officier de l'ordre national du Mérite,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française modifiée ;

Vu le code de l'éducation, notamment son livre IX ;

Vu la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 modifiée portant droit et obligation des fonctionnaires, ensemble la loi n° 84-16 du 11 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique de l'Etat ;

Vu la loi n° 2013-595 du 8 juillet 2013 d'orientation et de programmation pour la refondation de l'école de la République ;

Vu l'ordonnance n° 2014-693 du 26 juin 2014 portant extension et adaptation dans les îles Wallis et Futuna, en Polynésie française et en Nouvelle-Calédonie de la loi n° 2013-595 du 8 juillet 2013 d'orientation et de programmation pour la refondation de l'école de la République ;

Vu le décret n° 99-445 du 31 mai 1999 portant création de l'université de la Polynésie française et de l'université de la Nouvelle-Calédonie ;

Vu le décret n° 2004-703 du 13 juillet 2004 relatif aux dispositions réglementaires des livres Ier et II du code de l'éducation ;

Vu le décret n° 2005-1611 du 20 décembre 2005 pris pour l'application du statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu le décret n° 2006-726 du 22 juin 2006 portant extension en Nouvelle-Calédonie et en Polynésie française de la priorité d'accès aux services vacants des maîtres des établissements d'enseignement privé et créant l'échelle de rémunération des professeurs des écoles ;

Vu le décret n° 2007-422 du 23 mars 2007 modifié relatif aux pouvoirs du haut-commissaire de la République, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat en Polynésie française ;

Vu le décret n° 2009-920 du 28 juillet 2009 modifiant les dispositions réglementaires du chapitre IV du titre Ier du livre IX du code de l'éducation et portant extension de ces dispositions à la Nouvelle-Calédonie et à la Polynésie française, ensemble le décret n° 2014-1232 du 22 octobre 2014 modifiant le décret n° 2009-920 du 28 juillet 2009 modifiant les dispositions réglementaires du chapitre IV du titre Ier du livre IX du code de l'éducation portant extension de ces dispositions à la Nouvelle-Calédonie et à la Polynésie française ;

Vu le décret n° 2012-1246 du 7 novembre 2012 relatif à la gestion budgétaire et comptable publique ;

Vu le décret n° 2014-299 du 6 mars 2014 portant diverses mesures de déconcentration pour la gestion de certains personnels enseignants du second degré mis à disposition de la Polynésie française ;

Vu le décret du 28 avril 2017 portant nomination de M. Philippe Couturaud, inspecteur d'académie, inspecteur pédagogique régional, en qualité de vice-recteur de la Polynésie française à compter du 2 mai 2017 ;

Vu le décret du 10 juillet 2019 portant nomination de M. Dominique Sorain, préfet hors classe, en qualité de haut-commissaire de la République en Polynésie française ;

Vu l'arrêté du 13 décembre 2001 portant délégation de pouvoirs du ministre chargé de l'enseignement supérieur aux recteurs d'académie et aux vice-recteurs des îles Wallis et Futuna, du département de Mayotte, de Nouvelle-Calédonie et de Polynésie française, en matière de recrutement et de gestion des ingénieurs et des personnels techniques et administratifs de recherche et de formation relevant du ministre chargé de l'enseignement supérieur affectés dans les services déconcentrés du ministère de l'éducation nationale et au sein de certains établissements publics et institutions relevant des ministres chargés de l'éducation nationale, de l'enseignement supérieur et de la jeunesse et des sports ;

Vu l'arrêté du 31 juillet 2003 portant délégation de pouvoirs du ministre chargé de l'éducation aux vice-recteurs de Nouvelle-Calédonie, de Polynésie française, des îles Wallis et Futuna et de Mayotte en matière de gestion des personnels enseignants, d'éducation, d'information et d'orientation de l'enseignement du second degré ;

Vu l'arrêté du 3 juillet 2009 portant règlement de comptabilité pour la désignation des ordonnateurs secondaires et de leurs délégués en ce qui concerne le ministère de l'éducation nationale ;

Vu l'arrêté du 8 février 2010 portant délégation de pouvoirs du ministre chargé de l'éducation nationale aux vice-recteurs des îles Wallis et Futuna, de Mayotte, de Nouvelle-Calédonie et de Polynésie française en matière de recrutement et de gestion de certains personnels titulaires et stagiaires relevant du ministre chargé de l'éducation nationale ;

Vu l'arrêté du 3 décembre 2012 des ministres de l'enseignement supérieur et de la recherche, des outre-mer et du ministre délégué auprès du ministre de l'économie et des finances, chargé du budget, fixant la liste des établissements publics bénéficiant des responsabilités et compétences élargies en matière budgétaire et de gestion des ressources humaines prévues aux articles L. 712-9, L. 712-10 et L. 954-1 à L. 954-3 du code de l'éducation à compter du 1er janvier 2013 ;

Vu l'arrêté du 19 avril 2018 du ministère de l'éducation nationale et du ministère de l'enseignement supérieur, de la recherche et de l'innovation, nommant et détachant M. Stéphane Le Ray, administrateur civil hors classe, en qualité de secrétaire général du vice-rectorat de la Polynésie française, à compter du 21 mai 2018 ;

Vu l'arrêté du 11 juillet 2018 portant affectation de M. Renaud Charles, attaché d'administration hors classe, en qualité de directeur des affaires budgétaires et financières au sein du vice-rectorat de la Polynésie française, à compter du 1er septembre 2018 ;

Vu l'arrêté du 5 septembre 2018 portant affectation de M. Vincent Cima, attaché principal d'administration, en qualité de directeur des ressources humaines au sein du vice-rectorat de la Polynésie française, à compter du 1er octobre 2018 ;

Sur proposition du secrétaire général du haut-commissariat,

Arrête :

Article 1er.— Délégation de signature est donnée à M. Philippe Couturaud, vice-recteur de la Polynésie française, à l'effet de signer au nom du haut-commissaire dans les matières suivantes :

#### A - ENSEIGNEMENT PRIMAIRE, SECONDAIRE ET TECHNIQUE PUBLIC

- tous actes administratifs intéressant la gestion des personnels enseignants et non enseignants titulaires rémunérés par imputation sur le budget du ministère de l'éducation nationale ;
- tous actes administratifs intéressant la gestion des personnels enseignants et non enseignants auxiliaires ou contractuels rémunérés par imputation sur le budget du ministère de l'éducation nationale.

#### B - ENSEIGNEMENT PRIMAIRE, SECONDAIRE ET TECHNIQUE PRIVE

Placés sous le régime du livre IX du code de l'éducation, le décret n° 2006-726 du 22 juin 2006, les décrets n° 2009-920 du 28 juillet 2009 et n° 2014-1232 du 22 octobre 2014 susvisés :

- tous actes administratifs intéressant la gestion des personnels enseignants titulaires, mis à la disposition des enseignements privés et rémunérés par imputation sur le budget du ministre de l'éducation nationale ;
- tous actes administratifs intéressant la gestion des personnels enseignants contractuels ou auxiliaires rémunérés sur le budget du ministère de l'éducation nationale.

#### C - ENSEIGNEMENT SUPERIEUR

- tous actes administratifs intéressant la gestion des personnels enseignants et non enseignants titulaires rémunérés par imputation sur le budget du ministère de l'enseignement supérieur et de la recherche à l'exclusion des actes et décisions relevant de la compétence du président de l'université de la Polynésie française ;
- tous actes administratifs intéressant la gestion des personnels enseignants et non enseignants auxiliaires ou contractuels rémunérés par imputation sur les budgets des ministères de l'éducation nationale et de l'enseignement supérieur et de la recherche à l'exclusion des actes et décisions relevant de la compétence du président de l'université de la Polynésie française.

#### D - SERVICES ADMINISTRATIFS

- tous actes administratifs intéressant la gestion des fonctionnaires de l'Etat d'inspection, administratifs, techniques, de santé, sociaux, de recherche et de formation en service sur le territoire de la Polynésie française et rémunérés par imputation sur les budgets des ministères de l'éducation nationale et de l'enseignement supérieur et de la recherche.



Art. 2.— En cas d'absence ou d'empêchement de M. Philippe Couturaud, la délégation de signature qui lui est consentie à l'article 1er sera exercée dans les mêmes conditions par M. Stéphane Le Ray, secrétaire général du vice-rectorat de Polynésie française.

En cas d'absence ou d'empêchement simultané de MM. Philippe Couturaud et Stéphane Le Ray, la délégation de signature consentie à M. Philippe Couturaud sera exercée dans les mêmes conditions par :

- M. Renaud Charles, directeur des affaires budgétaires et financières ;
- M. Vincent Cima, directeur des ressources humaines.

En cas d'absence ou d'empêchement simultané de MM. Philippe Couturaud, Stéphane Le Ray et Vincent Cima, la délégation de signature consentie à M. Vincent Cima sera exercée, dans la limite des attributions de la direction des ressources humaines, par Mme Mélina Tehaamoana, adjointe au directeur des ressources humaines.

Art. 3.— Le secrétaire général du haut-commissariat, le vice-recteur de la Polynésie française, le directeur des moyens et de la modernisation de l'Etat et la directrice de la réglementation et des affaires juridiques sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 8 août 2019.  
Dominique SORAIN.

**ARRETE n° HC 428 DMME/BRHT/jc du 8 août 2019 portant délégation de signature à M. Philippe Couturaud, vice-recteur de la Polynésie française, en qualité d'ordonnateur secondaire délégué et portant délégation de signature pour l'exécution des dépenses et des recettes traitées sous Chorus.**

Le haut-commissaire de la République  
en Polynésie française,  
chevalier de la Légion d'honneur,  
officier de l'ordre national du Mérite,

Vu la loi organique n° 2001-692 du 1er août 2001 relative aux lois de finances ;

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu le code de l'éducation ;

Vu le décret n° 99-445 du 31 mai 1999 portant création de l'université de la Polynésie française et de l'université de la Nouvelle-Calédonie ;

Vu le décret n° 2004-703 du 13 juillet 2004 relatif aux dispositions réglementaires des livres Ier et II du code de l'éducation ;

Vu le décret n° 2005-1611 du 20 décembre 2005 pris pour l'application du statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu le décret n° 2007-422 du 23 mars 2007 modifié relatif aux pouvoirs du haut-commissaire de la République, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat en Polynésie française ;

Vu le décret n° 2012-1246 du 7 novembre 2012 relatif à la gestion budgétaire et comptable publique ;

Vu le décret n° 2014-299 du 6 mars 2014 portant diverses mesures de déconcentration pour la gestion de certains personnels enseignants du second degré mis à disposition de la Polynésie française ;

Vu le décret du 28 avril 2017 portant nomination de M. Philippe Couturaud, inspecteur d'académie, inspecteur pédagogique régional, en qualité de vice-recteur de la Polynésie française à compter du 2 mai 2017 ;

Vu le décret du 10 juillet 2019 portant nomination de M. Dominique Sorain, préfet hors classe, en qualité de haut-commissaire de la République en Polynésie française ;

Vu l'arrêté du 31 juillet 2003 portant délégation de pouvoirs du ministre chargé de l'éducation aux vice-recteurs de Nouvelle-Calédonie, de Polynésie française, des îles Wallis et Futuna et de Mayotte en matière de gestion des personnels enseignants, d'éducation, d'information et d'orientation de l'enseignement du second degré ;

Vu l'arrêté du 3 juillet 2009 portant règlement de comptabilité pour la désignation des ordonnateurs secondaires et de leurs délégués en ce qui concerne le ministère de l'éducation nationale ;

Vu l'arrêté du 19 avril 2018 des ministères de l'éducation nationale, ministère de l'enseignement supérieur, de la recherche et de l'innovation, nommant et détachant M. Stéphane Le Ray, administrateur civil hors classe, en qualité de secrétaire général du vice-rectorat de la Polynésie française, à compter du 21 mai 2018 ;

Vu l'arrêté du 11 juillet 2018 portant affectation de M. Renaud Charles, attaché d'administration hors classe, en qualité de directeur des affaires budgétaires et financières au sein du vice-rectorat de la Polynésie française, à compter du 1er septembre 2018 ;

Vu l'arrêté du 5 septembre 2018 portant affectation de M. Vincent Cima, attaché principal d'administration, en qualité de directeur des ressources humaines au sein du vice-rectorat de la Polynésie française, à compter du 1er octobre 2018 ;

Sur proposition du secrétaire général du haut-commissariat,

## Arrête :

Article 1er.— Délégation de signature est donnée à M. Philippe Couturaud, vice-recteur de la Polynésie française, à l'effet :

1 - de signer en matière d'ordonnancement secondaire délégué, l'engagement juridique, la liquidation et le mandatement des crédits délégués par :

- les ministères de l'éducation nationale, de l'enseignement supérieur et de la recherche, dans les programmes suivants :

Mission "Enseignement scolaire"

- programme 139 "Enseignement privé du premier et du second degré" ;
- programme 140 "Enseignement scolaire public du premier degré" ;
- programme 141 "Enseignement scolaire public du second degré" ;
- programme 214 "Soutien de la politique de l'éducation nationale", à l'exclusion de l'activité 021404CS0101 ;
- programme 230 "Vie de l'élève" ;

Mission "Recherche et enseignement supérieur"

- programme 150 "Formations supérieures et recherche universitaire", à l'exclusion des activités 015000010102, 015000020102, 015000030102, 015000050102, 015000090102, 015000100101, 015000110102, 015000170102 ;
- programme 231 "Vie étudiante" ;

- le ministère des outre-mer dans le programme 123 "Conditions de vie outre-mer" pour la seule activité 012300000617 ;

2 - de répartir les crédits entre les services chargés de l'exécution.

Art. 2.— En cas d'absence ou d'empêchement de M. Philippe Couturaud, la délégation de signature qui lui est consentie à l'article 1er sera exercée dans les mêmes conditions par M. Stéphane Le Ray, secrétaire général du vice-rectorat de Polynésie française.

En cas d'absence ou d'empêchement simultané de MM. Philippe Couturaud et Stéphane Le Ray, la délégation de signature sera exercée dans les mêmes conditions par M. Renaud Charles, directeur des affaires budgétaires et financières.

En cas d'absence ou d'empêchement simultané de MM. Philippe Couturaud, Stéphane Le Ray et Renaud Charles, la délégation de signature sera exercée, dans la limite de ses attributions, par M. Vincent Cima, directeur des ressources humaines, pour ce qui concerne les programmes 139, 140, 141, 150 (à l'exclusion des activités 015000010102, 015000020102, 015000030102, 015000050102, 015000090102, 015000100101, 015000110102, 015000170102), 214 (à l'exclusion de l'activité 021404CS0101) et 230.

En cas d'absence ou d'empêchement de M. Vincent Cima, la délégation qui lui est consentie sera exercée, dans la limite des attributions de la direction des ressources humaines, par

Mme Mélina Tehaamoana, adjointe au directeur des ressources humaines.

Art. 3.— Pour les programmes listés ci-après, délégation de signature est donnée aux fonctionnaires dont les noms suivent à effet de certifier le service fait et de valider les engagements juridiques, les demandes de paiement, les actes relatifs aux recettes non fiscales et les titres de perception pour les dépenses et les recettes sous Chorus :

- Mme Théodora Haturau, cheffe du département des affaires budgétaires et financières, des bourses de l'enseignement supérieur ;
- Mme Winona Reiatua, adjointe au chef du département des affaires budgétaires et financières ;
- Mme Mayline Lucas, gestionnaire Chorus à la direction des affaires budgétaires et financières ;
- Mme Lany Van Oenen, gestionnaire Chorus à la direction des affaires budgétaires et financières ;
- M. Jonathan Vonghes, gestionnaire Chorus à la direction des affaires budgétaires et financières ;
- M. Antonin Perrin, gestionnaire Chorus à la direction des affaires budgétaires et financières.

Programmes	Intitulé	Centres financiers	Activités
123	Conditions de vie Outre-mer	0123-D987-D987	012300000617
139	Enseignement privé du premier et du second degré	0139-CENT-POLY	Toutes
140	Enseignement scolaire public du premier degré	0140-CENT-POLY	Toutes
141	Enseignement scolaire public du second degré	0141-CENT-POLY	Toutes
150	Formations supérieures et recherche universitaire	0150-CENT-POLY	Toutes sauf 015000010102 015000020102 015000030102 015000050102 015000090102 015000100101 015000110102 015000170102
214	Soutien de la politique de l'éducation nationale	0214-CEN1-POLY 0214-CEN2-POLY	Toutes sauf 021404CS0101
230	Vie de l'élève	0230-CENT-POLY	Toutes
231	Vie étudiante	0231-CENT-POLY	Toutes

Art. 4.— Un compte-rendu de l'utilisation des crédits sera adressé annuellement au haut-commissaire.

Art. 5.— Le secrétaire général du haut-commissariat, le vice-recteur de la Polynésie française, le directeur des moyens et de la modernisation de l'Etat et la directrice de la réglementation et des affaires juridiques sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 8 août 2019.

Dominique SORAIN.



**ARRETE n° HC 429 DMME/BRHT/jc du 8 août 2019 portant délégation de signature à M. Daniel Willemot, chef d'établissement du centre de détention Tatutu de Papeari en Polynésie française.**

Le haut-commissaire de la République  
en Polynésie française,  
chevalier de la Légion d'honneur,  
officier de l'ordre national du Mérite,

Vu la loi organique n° 94-499 du 21 juin 1994 relative au transfert à l'Etat des compétences du territoire de la Polynésie française en matière pénitentiaire ;

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu le décret n° 95-300 du 17 mars 1995 modifiant le code de procédure pénale (troisième partie : Décrets) applicable dans les territoires d'outre-mer et relatif aux procédures d'exécution en Polynésie française ;

Vu le décret n° 2005-1611 du 20 décembre 2005 pris pour l'application du statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu le décret n° 2007-422 du 23 mars 2007 modifié relatif aux pouvoirs du haut-commissaire de la République, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat en Polynésie française ;

Vu le décret du 10 juillet 2019 portant nomination de M. Dominique Sorain, préfet hors classe, en qualité de haut-commissaire de la République en Polynésie française ;

Vu l'arrêté du 12 août 2015 portant mutation de M. Jean-Jacques Marchand, directeur des services pénitentiaires hors classe, au centre de détention Tatutu de Papeari à compter du 14 septembre 2015 ;

Vu l'arrêté du 10 juillet 2018 portant mutation de M. Daniel Willemot, directeur des services pénitentiaires hors classe, au centre de détention Tatutu de Papeari en Polynésie française, à compter du 1er septembre 2018 ;

Vu l'arrêté du 20 juillet 2018 portant mutation de Mme Marion Barthélémy (Badolle), directrice des services pénitentiaires, au centre de détention Tatutu de Papeari en Polynésie française, à compter du 13 août 2018 ;

Vu la convention n° 87-94 du 30 décembre 1994 entre l'Etat et le territoire de la Polynésie française relative au transfert des compétences en matière pénitentiaire ;

Sur proposition du secrétaire général du haut-commissariat,

Arrête :

Article 1er.— Délégation de signature est donnée à M. Daniel Willemot, chef d'établissement du centre de

détention Tatutu de Papeari, à l'effet de signer les actes suivants :

- A - l'engagement des dépenses de fonctionnement du centre de détention Tatutu de Papeari, dans la limite des crédits inscrits au budget de l'Etat ;
- B - la liquidation des dépenses de fonctionnement du centre de détention Tatutu de Papeari ;
- C - les décisions relatives à la gestion du personnel du centre pénitentiaire relevant de la convention collective des ANFA, à l'exception des recrutements et des licenciements.

En cas d'absence ou d'empêchement de M. Daniel Willemot, la délégation qui lui est consentie sera exercée dans les mêmes conditions par Mme Marion Barthélémy (Badolle) et M. Jean-Jacques Marchand, adjoints au chef d'établissement du centre de détention Tatutu de Papeari.

Art. 2.— Le secrétaire général du haut-commissariat, le chef d'établissement du centre de détention Tatutu de Papeari, le directeur des moyens et de la modernisation de l'Etat et la directrice de la réglementation et des affaires juridiques sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 8 août 2019.

Dominique SORAIN.

**ARRETE n° HC 430 DMME/BRHT/jc du 8 août 2019 portant délégation de signature à M. Daniel Willemot, chef d'établissement du centre de détention Tatutu de Papeari en Polynésie française, en qualité d'ordonnateur secondaire délégué.**

Le haut-commissaire de la République  
en Polynésie française,  
chevalier de la Légion d'honneur,  
officier de l'ordre national du Mérite,

Vu la loi organique n° 94-499 du 21 juin 1994 relative au transfert à l'Etat des compétences du territoire de la Polynésie française en matière pénitentiaire ;

Vu la loi organique n° 2001-692 du 1er août 2001 relative aux lois de finances ;

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu le décret n° 95-300 du 17 mars 1995 modifiant le code de procédure pénale (troisième partie : Décrets) applicable dans les territoires d'outre-mer et relatif aux procédures d'exécution en Polynésie française ;

Vu le décret n° 2005-1490 du 2 décembre 2005 relatif à l'organisation comptable des services déconcentrés de l'administration pénitentiaire ;

Vu le décret n° 2005-1611 du 20 décembre 2005 pris pour l'application du statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu le décret n° 2007-422 du 23 mars 2007 modifié relatif aux pouvoirs du haut-commissaire de la République, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat en Polynésie française ;

Vu le décret n° 2012-1246 modifié du 7 novembre 2012 relatif à la gestion budgétaire et comptable publique ;

Vu le décret du 10 juillet 2019 portant nomination de M. Dominique Sorain, préfet hors classe, en qualité de haut-commissaire de la République en Polynésie française ;

Vu l'arrêté du 12 août 2015 du ministre de la justice portant mutation de M. Jean-Jacques Marchand, directeur des services pénitentiaires hors classe, au centre pénitentiaire de Papeari à compter du 14 septembre 2015 ;

Vu l'arrêté du 10 juillet 2018 portant mutation de M. Daniel Willemot, directeur des services pénitentiaires hors classe, au centre de détention Tatutu de Papeari en Polynésie française, à compter du 1er septembre 2018 ;

Vu l'arrêté du 20 juillet 2018 portant mutation de Mme Marion Barthélémy (Badolle), directrice des services pénitentiaires, au centre de détention Tatutu de Papeari en Polynésie française, à compter du 13 août 2018 ;

Vu la convention n° 87-94 du 30 décembre 1994 entre l'Etat et le territoire de la Polynésie française relative au transfert des compétences en matière pénitentiaire ;

Sur proposition du secrétaire général du haut-commissariat,

Arrête :

Article 1er.— Délégation de signature est donnée à M. Daniel Willemot, chef d'établissement du centre de détention Tatutu de Papeari, à l'effet de procéder en matière d'ordonnancement secondaire délégué à l'engagement juridique et à la liquidation des crédits délégués sur le budget du ministère de la justice, pour l'exécution des recettes et des dépenses inscrites :

- au programme 107 "administration pénitentiaire" du budget du ministère de la justice, relatives à l'activité de ses services, à l'exception des opérations immobilières (acquisition, construction ou rénovation) ;
- au programme 912 "cantine et travail des détenus dans le cadre pénitentiaire" du budget du ministère de la justice, relatives au compte de commerce "cantine et travail des détenus dans le cadre pénitentiaire" et de leurs délégués.

Art. 2.— En cas d'absence ou d'empêchement de M. Daniel Willemot, la délégation qui lui est consentie sera exercée dans les mêmes conditions par Mme Marion Barthélémy (Badolle) et M. Jean-Jacques Marchand, adjoints au chef d'établissement du centre pénitentiaire Tatutu de Papeari.

Art. 3.— Le secrétaire général du haut-commissariat, le chef d'établissement du centre de détention Tatutu de Papeari, le directeur des moyens et de la modernisation de l'Etat et la directrice de la réglementation et des affaires juridiques sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 8 août 2019.  
Dominique SORAIN.

**ARRETE n° HC 431 DMME/BRHT/jc du 8 août 2019 portant délégation de signature à M. Christian Jean, chef d'établissement du centre pénitentiaire de Faa'a - Nuutania, et des centres pénitentiaires de Taiohae, îles Marquises et de Uturoa, Raiatea, en qualité d'ordonnateur secondaire délégué.**

Le haut-commissaire de la République  
en Polynésie française,  
chevalier de la Légion d'honneur,  
officier de l'ordre national du Mérite,

Vu la loi organique n° 94-499 du 21 juin 1994 relative au transfert à l'Etat des compétences du territoire de la Polynésie française en matière pénitentiaire ;

Vu la loi organique n° 2001-692 du 1er août 2001 relative aux lois de finances ;

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu le décret n° 95-300 du 17 mars 1995 modifiant le code de procédure pénale (troisième partie : Décrets) applicable dans les territoires d'outre-mer et relatif aux procédures d'exécution en Polynésie française ;

Vu le décret n° 2005-1490 du 2 décembre 2005 relatif à l'organisation comptable des services déconcentrés de l'administration pénitentiaire ;

Vu le décret n° 2005-1611 du 20 décembre 2005 pris pour l'application du statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu le décret n° 2007-422 du 23 mars 2007 modifié relatif aux pouvoirs du haut-commissaire de la République, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat en Polynésie française ;

Vu le décret n° 2012-1246 du 7 novembre 2012 modifié relatif à la gestion budgétaire et comptable publique ;

Vu le décret du 10 juillet 2019 portant nomination de M. Dominique Sorain, préfet hors classe, en qualité de haut-commissaire de la République en Polynésie française ;



Vu l'arrêté du 30 décembre 2005 portant règlement de comptabilité du ministère de la justice pour la désignation des ordonnateurs secondaires et de leurs délégués ;

Vu l'arrêté du 27 mars 2009 du ministre de la justice portant désignation des ordonnateurs secondaires du compte de commerce "cantine et travail des détenus dans le cadre pénitentiaire" et de leurs délégués ;

Vu l'arrêté du 10 avril 2015 du ministre de la justice et des libertés portant changement d'affectation de Mme Céline Schmidt-Mana, attachée d'administration de l'Etat, au centre pénitentiaire de Faa'a - Nuutania, Polynésie française, en qualité de responsable des services administratifs et financiers, à compter du 1er juillet 2015 ;

Vu l'arrêté n° 3286049-81746 du 23 juillet 2018 portant mutation de Mme Evelyne Le Cloirec, directrice des services pénitentiaires, en qualité d'adjointe au chef d'établissement du centre pénitentiaire Faa'a - Nuutania, à compter du 1er novembre 2018 ;

Vu l'arrêté n° 3423632-44457 du 4 janvier 2019 portant mutation de M. Christian Jean, directeur des services pénitentiaires, en qualité de chef d'établissement du centre pénitentiaire de Faa'a - Nuutania, à compter du 1er mars 2019 ;

Vu la convention n° 87-94 du 30 décembre 1994 entre l'Etat et le territoire de la Polynésie française relative au transfert des compétences en matière pénitentiaire ;

Sur proposition du secrétaire général du haut-commissariat,

Arrête :

Article 1er.— Délégation de signature est donnée à M. Christian Jean, chef d'établissement du centre pénitentiaire de Faa'a - Nuutania et des centres pénitentiaires de Taiohae et de Uturoa, à l'effet de procéder en matière d'ordonnancement secondaire délégué à l'engagement juridique et à la liquidation des crédits délégués sur le budget du ministère de la justice, pour l'exécution des recettes et des dépenses inscrites :

- au programme 107 "administration pénitentiaire" du budget du ministère de la justice, relatives à l'activité de ses services, à l'exception des opérations immobilières (acquisition, construction ou rénovation) ;
- au programme 912 "cantine et travail des détenus dans le cadre pénitentiaire" du budget du ministère de la justice, relatives au compte de commerce "cantine et travail des détenus dans le cadre pénitentiaire" et de leurs délégués.

Art. 2.— En cas d'absence ou d'empêchement de M. Christian Jean, la délégation qui lui est consentie sera exercée dans les mêmes conditions par Mme Evelyne Le Cloirec, adjointe au chef d'établissement du centre pénitentiaire de Faa'a - Nuutania et des centres pénitentiaires de Taiohae et de Uturoa.

En cas d'absence ou d'empêchement simultané de M. Christian Jean et de Mme Evelyne Le Cloirec, la délégation qui leur est consentie sera exercée par Mme Céline Schmidt-Mana, responsable des services administratifs et financiers du centre pénitentiaire de Faa'a - Nuutania.

Art. 3.— Le secrétaire général du haut-commissariat, le chef d'établissement du centre pénitentiaire de Faa'a - Nuutania, et des centres pénitentiaires de Taiohae et de Uturoa, le directeur des moyens et de la modernisation de l'Etat et la directrice de la réglementation et des affaires juridiques sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 8 août 2019.

Dominique SORAIN.

**ARRETE n° HC 432 DMME/BRHT/jc du 8 août 2019 portant délégation de signature à M. Christian Jean, chef d'établissement du centre pénitentiaire de Faa'a - Nuutania, et des centres pénitentiaires de Taiohae, îles Marquises et de Uturoa, Raiatea.**

Le haut-commissaire de la République  
en Polynésie française,  
chevalier de la Légion d'honneur,  
officier de l'ordre national du Mérite,

Vu la loi organique n° 94-499 du 21 juin 1994 relative au transfert à l'Etat des compétences du territoire de la Polynésie française en matière pénitentiaire ;

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu le décret n° 95-300 du 17 mars 1995 modifiant le code de procédure pénale (troisième partie : Décrets) applicable dans les territoires d'outre-mer et relatif aux procédures d'exécution en Polynésie française ;

Vu le décret n° 2005-1611 du 20 décembre 2005 pris pour l'application du statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu le décret n° 2007-422 du 23 mars 2007 modifié relatif aux pouvoirs du haut-commissaire de la République, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat en Polynésie française ;

Vu le décret du 10 juillet 2019 portant nomination de M. Dominique Sorain, préfet hors classe, en qualité de haut-commissaire de la République en Polynésie française ;

Vu l'arrêté du 10 avril 2015 du ministre de la justice et des libertés portant changement d'affectation de Mme Céline Schmidt-Mana, attachée d'administration de l'Etat, au centre pénitentiaire de Faa'a - Nuutania, Polynésie française, en qualité de responsable des services administratifs et financiers, à compter du 1er juillet 2015 ;

Vu l'arrêté n° 3286049-81746 du 23 juillet 2018 portant mutation de Mme Evelyne Le Cloirec, directrice des services pénitentiaires, en qualité d'adjointe au chef d'établissement du centre pénitentiaire Faa'a - Nuutania, à compter du 1er novembre 2018 ;

Vu l'arrêté n° 3423632-44457 du 4 janvier 2019 portant mutation de M. Christian Jean, directeur des services pénitentiaires, en qualité de chef d'établissement du centre pénitentiaire de Faa'a - Nuutania, à compter du 1er mars 2019 ;

Vu la convention n° 87-94 du 30 décembre 1994 entre l'Etat et le territoire de la Polynésie française relative au transfert des compétences en matière pénitentiaire ;

Sur proposition du secrétaire général du haut-commissariat,

Arrête :

Article 1er.— Délégation de signature est donnée à M. Christian Jean, chef d'établissement du centre pénitentiaire de Faa'a - Nuutania et des centres pénitentiaires de Taiohae et de Uturoa, à l'effet de signer les actes suivants :

- A - l'engagement des dépenses de fonctionnement du centre pénitentiaire de Faa'a - Nuutania, dans la limite des crédits inscrits au budget de l'Etat ;
- B - la liquidation des dépenses de fonctionnement du centre pénitentiaire de Faa'a - Nuutania et des centres pénitentiaires de Taiohae et de Uturoa ;
- C - toutes décisions relatives à la gestion du personnel du centre pénitentiaire relevant de la convention collective des ANFA, à l'exception des recrutements et des licenciements.

En cas d'absence ou d'empêchement de M. Christian Jean, la délégation qui lui est consentie sera exercée dans les mêmes conditions par Mme Evelyne Le Cloirec, adjointe au chef d'établissement du centre pénitentiaire de Faa'a - Nuutania et des centres pénitentiaires de Taiohae et de Uturoa.

En cas d'absence ou d'empêchement simultané de M. Christian Jean et de Mme Evelyne Le Cloirec, la délégation qui leur est consentie sera exercée par Mme Céline Schmidt-Mana, responsable des services administratifs et financiers du centre pénitentiaire de Faa'a - Nuutania.

Art. 2.— Le secrétaire général du haut-commissariat, le chef d'établissement du centre pénitentiaire de Faa'a - Nuutania et des centres pénitentiaires de Taiohae et de Uturoa, le directeur des moyens et de la modernisation de l'Etat et la directrice de la réglementation et des affaires juridiques sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 8 août 2019.  
Dominique SORAIN.

**ARRETE n° HC 433 DMME/BRHT/jc du 8 août 2019 portant délégation de signature à M. Stéphane Durand, directeur du service d'Etat de l'aviation civile en Polynésie française par intérim.**

Le haut-commissaire de la République  
en Polynésie française,  
chevalier de la Légion d'honneur,  
officier de l'ordre national du Mérite,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française modifiée par l'ordonnance n° 2005-432 du 6 mai 2005 ;

Vu le code des transports, notamment la sixième partie ;

Vu le décret n° 61-447 du 3 mai 1961 fixant la compétence et portant organisation du service d'Etat de l'aviation civile d'intérêt général dans les territoires d'outre-mer ;

Vu le décret n° 2005-1611 du 20 décembre 2005 pris pour l'application du statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu le décret n° 2006-975 du 1er août 2006 portant code des marchés publics, et notamment sa deuxième partie ;

Vu le décret n° 2007-422 du 23 mars 2007 modifié relatif aux pouvoirs du haut-commissaire de la République, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat en Polynésie française ;

Vu le décret n° 2012-1246 du 7 novembre 2012 relatif à la gestion budgétaire et comptable publique, notamment ses articles 10 et 73 ;

Vu l'arrêté du 6 décembre 1961 portant organisation du service d'Etat de l'aviation civile d'intérêt général en Polynésie française ;

Vu l'arrêté du 25 juillet 2013 fixant les modalités d'accréditation des ordonnateurs auprès des comptables publics assignataires en application de l'article 10 du décret n° 2012-1246 du 7 novembre 2012 relatif à la gestion budgétaire et comptable publique ;

Vu le décret du 10 juillet 2019 portant nomination de M. Dominique Sorain, préfet hors classe, en qualité de haut-commissaire de la République en Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 412470097387 du 22 février 2018 portant affectation de M. Charles Peretti, ingénieur des études et de l'exploitation de l'aviation civile de classe principale, en qualité de chef du département de la surveillance à compter du 1er mars 2018 ;

Vu l'arrêté du 5 juillet 2018 du ministère de la transition écologique et solidaire affectant Mme Lucette Lasserre, ingénieure en chef des ponts, des eaux et des forêts au service d'Etat de l'aviation civile en Polynésie française, en qualité de directrice à compter du 1er octobre 2018 ;



Vu l'arrêté n° 230780103460 du 2 août 2018 du ministère de la transition écologique et solidaire portant affectation de M. Stéphane Durand, ingénieur en chef du contrôle de la navigation aérienne, au service d'Etat de l'aviation civile en Polynésie française, en qualité de chef du service de la navigation aérienne à compter du 22 août 2018 ;

Vu l'arrêté n° 412470121591 du 15 juillet 2019 du ministère de la transition écologique et solidaire portant affectation de M. Régis Lourme, ingénieur des études et de l'exploitation de l'aviation civile hors classe, au service d'Etat de l'aviation civile en Polynésie française, en qualité de chef du service du patrimoine et de la régulation économique (SPR) à compter du 13 mars 2019 ;

Vu l'arrêté n° HC 101 AC/DIR du 13 mars 2019 portant organisation du service d'Etat de l'aviation civile en Polynésie française ;

Vu la note n° 190494 DG du 18 juillet 2019 du directeur général de l'aviation civile désignant M. Stéphane Durand, chef du service de la navigation aérienne, en qualité de directeur du service d'Etat de l'aviation civile en Polynésie française par intérim, à compter du 17 juillet 2019 ;

Sur proposition du secrétaire général du haut-commissariat,

Arrête :

Article 1er.— Délégation de signature est donnée à M. Stéphane Durand, directeur du service d'Etat de l'aviation civile en Polynésie française par intérim, à l'effet de signer, dans la limite de ses attributions, les actes suivants :

1° En matière de gestion financière :

Tous actes, décisions, marchés publics, contrats, conventions et avenants, ainsi que les ordres de recettes, les ordres de dépenses (engagement juridique et comptable, liquidation et ordonnancement) et autres pièces budgétaires et comptables relatives au budget annexe du contrôle et de l'exploitation aériens.

2° En matière de gestion des personnels de l'Etat :

Tous actes, décisions, pièces administratives, contrats, conventions et avenants, se rapportant à l'administration et à la gestion des personnels de l'Etat.

3° En matière de gestion du domaine aéronautique de l'Etat :

Tous actes, décisions, pièces administratives, marchés publics, contrats, conventions et avenants, se rapportant à l'administration, à la gestion et à l'exploitation du domaine aéronautique de l'Etat, qu'il soit public et privé.

4° En matière d'exploitation aéroportuaire des aéroports de l'Etat :

Tous actes, décisions, pièces administratives, marchés publics, contrats, conventions et avenants, se rapportant :

- a) Aux travaux de génie civil ;
- b) A la sûreté, notamment la délivrance, la suspension et le retrait :
  - des titres de circulation permettant l'accès en zone réservée des aéroports ;
  - d'agréments des établissements en qualité d'agent habilité, de chargeur connu ou d'établissement connu ;
- c) A la sécurité des infrastructures aéronautiques et pour la délivrance, la suspension et le retrait des agréments pour les personnels chargés de la mise en œuvre du service de sauvetage et de lutte contre les incendies d'aéronefs.

5° En matière d'exploitation aéroportuaire des aéroports de la Polynésie française :

La délivrance, la suspension et le retrait des agréments pour les personnels chargés de la mise en œuvre du service de sauvetage et de lutte contre les incendies d'aéronefs.

6° En matière de sécurité des aéronefs, de leurs équipages et des passagers :

Tous actes, décisions et pièces administratives, relatifs aux examens et titres aéronautiques, à l'utilisation des aéronefs, à la rétention administrative des aéronefs, à la formation des personnels navigants et aux entreprises de transport aérien.

7° En matière d'autorisation d'exercice des prérogatives de contrôleur de la circulation aérienne :

La délivrance, la suspension ou le retrait des licences de contrôle de la circulation aérienne, des qualifications et des mentions qui y sont associées.

En cas d'absence ou d'empêchement de M. Stéphane Durand, la délégation de signature qui lui est consentie sera exercée dans les mêmes conditions par M. Charles Peretti, chef du département surveillance ou M. Régis Lourme, chef du service du patrimoine et de la régulation économique.

Art. 2.— En application de l'article 33 du décret du 23 mars 2007 modifié susvisé, M. Stéphane Durand, directeur du service d'Etat de l'aviation civile en Polynésie française par intérim, peut, sous sa responsabilité, donner délégation pour signer les actes relatifs aux affaires pour lesquelles il a lui-même reçu délégation aux agents placés sous son autorité pour les matières relevant de leurs compétences.

M. Stéphane Durand rend compte des subdélégations données dans ce cadre.

Art. 3.— Le secrétaire général du haut-commissariat, le directeur du service d'Etat de l'aviation civile en Polynésie française par intérim, la directrice de la réglementation et des affaires juridiques et le directeur des moyens et de la modernisation de l'Etat sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 8 août 2019.  
Dominique SORAIN.

**ARRETE n° HC 434 DMME/BRHT/jc du 8 août 2019 portant délégation de signature à M. Stéphane Durand, directeur du service d'Etat de l'aviation civile en Polynésie française par intérim, pour l'ordonnancement secondaire de certaines dépenses de l'Etat.**

Le haut-commissaire de la République  
en Polynésie française,  
chevalier de la Légion d'honneur,  
officier de l'ordre national du Mérite,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française modifiée par l'ordonnance n° 2005-432 du 6 mai 2005 ;

Vu le code des transports, notamment la sixième partie ;

Vu le décret n° 61-447 du 3 mai 1961 fixant la compétence et portant organisation du service d'Etat de l'aviation civile d'intérêt général dans les territoires d'outre-mer ;

Vu le décret n° 2005-1611 du 20 décembre 2005 pris pour l'application du statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu le décret n° 2007-422 du 23 mars 2007 modifié relatif aux pouvoirs du haut-commissaire de la République, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat en Polynésie française ;

Vu le décret n° 2012-1246 du 7 novembre 2012 relatif à la gestion budgétaire et comptable publique ;

Vu le décret du 10 juillet 2019 portant nomination de M. Dominique Sorain, préfet hors classe, en qualité de haut-commissaire de la République en Polynésie française ;

Vu l'arrêté du 5 juillet 2018 du ministère de la transition écologique et solidaire affectant Mme Lucette Lasserre, ingénieure en chef des ponts, des eaux et des forêts au service d'Etat de l'aviation civile en Polynésie française, en qualité de directrice à compter du 1er octobre 2018 ;

Vu l'arrêté n° 412470121591 du 15 juillet 2019 du ministère de la transition écologique et solidaire portant affectation de M. Régis Lourme, ingénieur des études et de l'exploitation de l'aviation civile hors classe, au service d'Etat de l'aviation civile en Polynésie française, en qualité de chef du service du patrimoine et de la régulation économique (SPR) à compter du 13 mars 2019 ;

Vu l'arrêté n° HC 101 AC/DIR du 13 mars 2019 portant organisation du service d'Etat de l'aviation civile en Polynésie française ;

Vu la note n° 190494 DG du 18 juillet 2019 du directeur général de l'aviation civile désignant M. Stéphane Durand, chef du service de la navigation aérienne, en qualité de directeur du service d'Etat de l'aviation civile en Polynésie française par intérim, à compter du 17 juillet 2019 ;

Sur proposition du secrétaire général du haut-commissariat,

Arrête :

Article 1er.— Délégation de signature est donnée à M. Stéphane Durand, directeur du service d'Etat de l'aviation civile en Polynésie française par intérim, à l'effet de signer, dans la limite de ses attributions figurant dans l'arrêté du 5 août 2013 susvisé, les actes ci-après détaillés :

- les ordres de recette relatifs au budget de l'Etat, programme 203 "Infrastructure et services des transports" - mission ministérielle TA "Ecologie, développement et aménagement durable" - ministère 223 "ministère de l'écologie, de l'énergie, du développement durable, en charge des technologies vertes et des négociations sur le climat" ;
- les engagements et les liquidations des dépenses sur les titre III et VI du programme 203 "Infrastructure et services des transports" - mission ministérielle TA "Ecologie, développement durable et aménagement durables" - ministère 223 "Ecologie, énergie, développement durable et aménagement du territoire (marchés, bons de commande ...)".

En cas d'absence ou d'empêchement de M. Stéphane Durand, la délégation de signature qui lui est consentie sera exercée dans les mêmes conditions par M. Régis Lourme, chef du service du patrimoine et de la régulation économique.

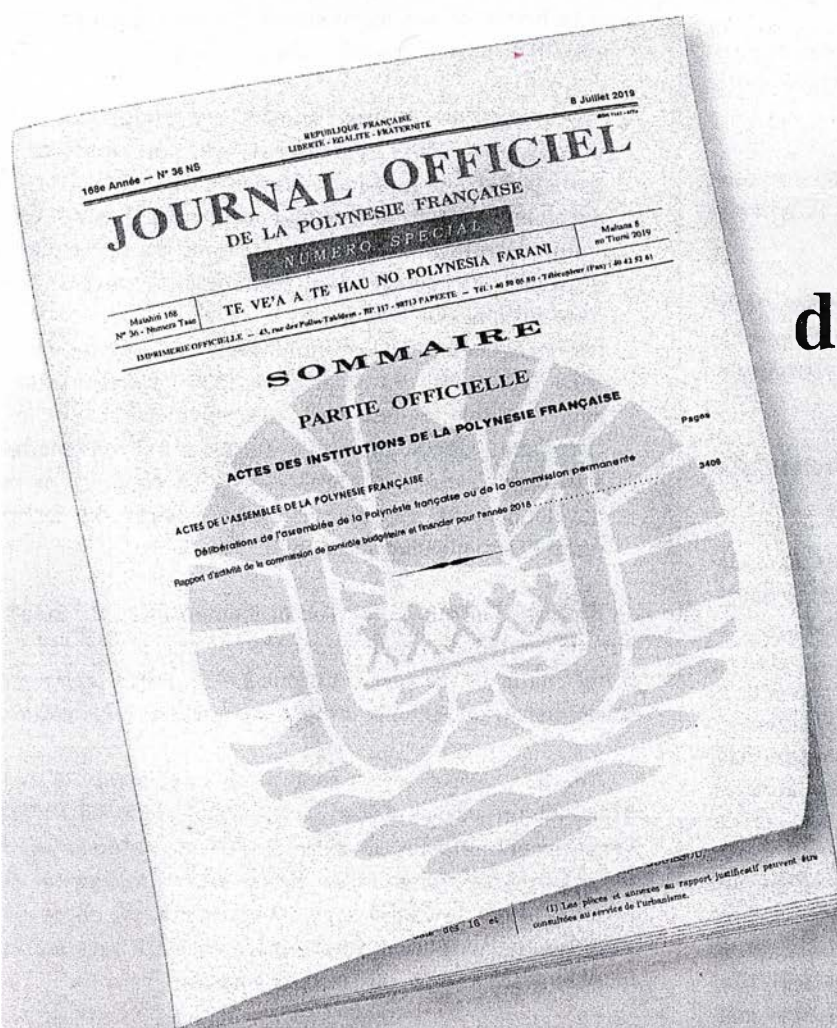
Art. 2.— Le secrétaire général du haut-commissariat, le directeur du service d'Etat de l'aviation civile en Polynésie française par intérim, la directrice de la réglementation et des affaires juridiques et le directeur des moyens et de la modernisation de l'Etat sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 8 août 2019.  
Dominique SORAIN.



**SIO****SERVICE DE L'IMPRIMERIE OFFICIELLE**  
FARE NENE'IRA'A PARAU A TE HAU FENUA

# L'Imprimerie Officielle vous informe que le



## Rapport d'activité de la C.C.B.F. pour 2018

(JOPF n° 36NS  
du 8 juillet 2019)

est disponible à la vente  
au prix de 1.449 F CFP TTC